

CONGO RESEARCH
GROUP



GROUPE D'ÉTUDE
SUR LE CONGO

POUR L'ARMÉE AVEC L'ARMÉE COMME L'ARMÉE ?

La remarquable ascension de Guidon Shimiray et du NDC-Rénové dans l'est du Congo



MAJESTÉ LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
LE MINISTRE DE LA DÉFENSE
LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE
LE MINISTRE DE L'ÉQUIPEMENT
LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE
LE MINISTRE DE L'INFORMATION
LE MINISTRE DE LA JUSTICE
LE MINISTRE DE LA SANTÉ
LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION
LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE
LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE
LE MINISTRE DE L'ÉCOLOGIE
LE MINISTRE DE L'ÉQUIPEMENT
LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE
LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE
LE MINISTRE DE L'INFORMATION
LE MINISTRE DE LA JUSTICE
LE MINISTRE DE LA SANTÉ
LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION
LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE
LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE
LE MINISTRE DE L'ÉCOLOGIE

Fait à Niamey le 05/08/2014

Guidon SHIRAY MVOSSA

GA



Sommaire

Résumé exécutif	2
Glossaire des termes et des acronymes	3
1. Négocier la violence au Congo : le cas du NDC-Rénové	6
2. Contexte : la politique violente au Nord-Kivu	9
3. La trajectoire du NDC-Rénové	12
4. De Lubero à Masisi : les opérations militaires et la montée des conflits	19
4.1 Les opérations Sukola II et le sort des FDLR	19
4.2 L'expansion du NDC-Rénové dans le sud de Lubero	21
4.3 Les Maï-Maï Mazembe et la fragmentation de la politique armée à Lubero	23
4.4 Le NDC-Rénové comme mandataire de l'armée congolaise	32
4.5 Le NDC-Rénové à Masisi : fin de partie pour les FDLR ?	38
5. Guerre par procuration, gouvernance expérimentale et autorité extractive	44
5.1 Guerre par procuration et alliances : transactions, cooptation et opérations parallèles	44
5.2 Gouvernance, légitimité et idéologie au sein du NDC–Rénové	47
5.3 Affaires, fiscalité et monopoles : “À chaque repas, on exige la sauce de la poule”	50
Conclusion	58
Notes	60

Résumé exécutif

Le Nduma Defence of Congo (NDC), avec sa faction dissidente, le NDC-Rénové (NDC-R), font partie des groupes armés les plus anciens et les plus importants de l'est du Congo. Basé dans la province du Nord-Kivu, le NDC-R s'est développé à partir de 2008, passant du statut de milice rurale et disparate à celui de groupe armé contrôlant le plus vaste territoire aujourd'hui. Dans ce rapport, le Groupe d'étude sur le Congo offre le premier compte rendu approfondi des origines du NDC-R, de sa dynamique interne et de ses sources de soutien. Nous soutenons que cette étude apporte des connaissances essentielles sur la dynamique des conflits armés dans l'est du Congo, et en particulier sur la relation entre l'État et les groupes armés. Nous faisons valoir trois points :

Tout d'abord, nous montrons que l'armée congolaise s'appuie en partie sur des forces supplétives pour atteindre ses objectifs. Le NDC-R est devenu un partenaire essentiel pour le gouvernement de Kinshasa - et indirectement pour celui du Rwanda aussi - dans ses opérations contre les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), l'un des plus anciens et des plus importants groupes armés étrangers dans l'est du Congo. Dans un contexte plus large d'opérations militaires contre des groupes armés, la violence est utilisée comme un instrument de gouvernance et fait souvent l'objet de négociations entre l'armée et les groupes rebelles qui agissent pour son compte et mènent l'essentiel des combats sur la ligne de front¹. Cette externalisation de la sécurité, bien qu'elle permette souvent de vaincre des ennemis, a des effets pervers : elle exacerbe les tensions communautaires, génère des exactions et sape la légitimité de l'État.

Ensuite, nous montrons comment le NDC-R a réussi, dans une certaine mesure, à mettre en place des structures de gouvernance afin de contrôler les populations locales et gagner « les cœurs et les esprits ». Ces systèmes hybrides ne sont plus des brèches temporaires dans la souveraineté de l'État : des centaines de milliers de Congolais vivent sous de tels arrangements depuis maintenant des décennies. Ce rapport offre un aperçu de la manière dont cette forme de gouvernance militaire externalisée affecte leur vie politique et sociale². En ce sens, le NDC-R, dans sa forme actuelle, est un contre-exemple des autres groupes armés de l'est du Congo, qui deviennent régulièrement insignifiants à la suite de luttes et de scissions au sein de leur leadership.

Enfin, nous présentons une analyse de l'entreprise extractive mise en place par le NDC-R. Lancé pour défendre l'accès de la population aux revenus miniers, le NDC-R s'est diversifié et investit désormais dans de nombreux secteurs économiques. Ces rackets, qui impliquent des chefs locaux, de puissants hommes d'affaires et des officiers de l'armée congolaise, montrent à quel point l'économie de la région est devenue militarisée, compliquant considérablement les efforts extérieurs pour stimuler le développement³.

Un an après la toute première transition pacifique du pouvoir au Congo, ce rapport suggère que le président Félix Tshisekedi devra faire plus que de mener des opérations militaires contre les ennemis du Congo s'il veut parvenir à stabiliser le pays. Pendant que son gouvernement lançait une vaste et coûteuse offensive contre les rebelles des Forces démocratiques alliées (ADF) ougandais dans la région de Beni, il collaborait avec le NDC-R dans les territoires de Lubero, Walikale et Masisi. De plus, le groupe de Guidon n'est qu'un groupe armé de l'est du Congo parmi plus d'une centaine ; la coopération continue de l'armée congolaise avec le NDC-R et son incapacité à démanteler les nombreux autres groupes armés montre que le problème est autant lié à une armée faible et divisée en factions qu'à des conflits localisés. La transformation de la gouvernance sécuritaire au Congo nécessitera des changements profonds pour « déboulonner » les commandants corrompus et éradiquer des réseaux de népotisme bien établis.

Glossaire des termes et des acronymes

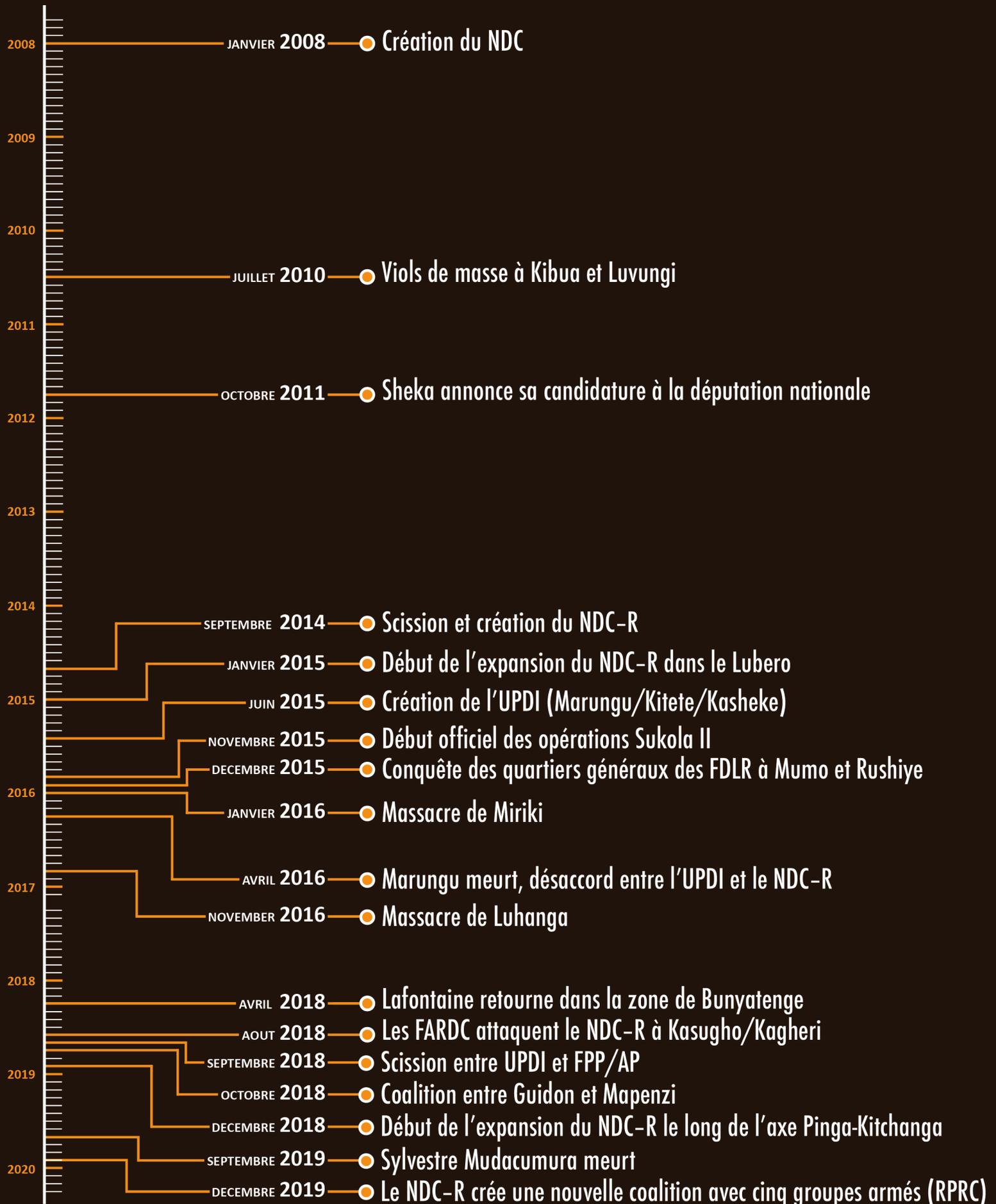
ADF	Les Forces démocratiques alliées sont un groupe armé originaire de l'Ouganda
Agenoki	Une association de solidarité ethnique (mutualité) des Tutsi congolais dans le Masisi et le Rutshuru
AFDL	Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre
APCLS(–R)	Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain(–Rénové)
Batiri	Les Batiri étaient une milice basée à Tembo et Nyanga lors de la guerre de Masisi en 1993
Bangilima	Les Bangilima étaient une milice basée à Lubero dans les années 1990
CMC	Collectif des mouvements pour le changement
CNDP	Congrès national pour la défense du peuple
CNRD	Conseil national pour le renouveau et la démocratie
COMIMPA	Coopérative minière de Mpama/Bisie
Commissionnaire	Un type de courtier ou négociant intermédiaire en minerais
Corps de Christ	Un groupe Mai-Mai qui a brièvement opéré près de Butembo en 2016
Dawa	Médicaments (en liquide ou poudre) et amulettes utilisés par les combattants Mai-Mai et Raia Mutomboki pendant les combats
FAP	Forces d'autodéfense populaire / Mai-Mai Vita Kitambala
FAR	L'armée nationale rwandaise jusqu'en 1994
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FDLR	Forces démocratiques de libération du Rwanda
FDC	Forces de défense du Congo
FPP–AP	Front patriotique pour la paix–Armée du peuple
FRPL–L	Front de résistance populaire de Lubwe–Ruwenzori / Mai-Mai Mudoghu
GMB	Groupe minier Bangandula
Grand Nord	Beni, Butembo et territoires Beni et Lubero du Nord-Kivu
Hunde	Les Hunde sont une communauté vivant principalement dans le territoire de Masisi
Hutu	Les Hutu sont une communauté vivant principalement dans les territoires de Masisi, Rutshuru et Kalehe
Jeton	Reçus pour les taxes perçues illégalement, souvent pour les taxes de passage/marchandises
Kano	Les Kano sont une communauté vivant principalement dans le sud du territoire de Walikale
Katuko	Les Katuko étaient une milice basée à Tembo pendant la guerre de 1993 à Masisi
Kasindiens	Kasindiens était un terme générique désignant un réseau de groupes Mai-Mai issus des communautés nande et hunde dans les années 1990
Kyaghanda Yira	Association culturelle nande organisée à l'échelle locale, nationale et internationale
Kobo	Les Kobo sont une communauté vivant principalement dans les territoires de Walikale et de Lubero
Kumu	Les Kumu sont une communauté vivant principalement dans le territoire de Walikale

Pour l'armée, avec l'armée, comme l'armée ?

LNC	Logistique non-conventionnelle
M23	Le Mouvement du 23 mars était un groupe armé issu des précédentes rébellions du RCD et du CNDP. Le mouvement a conquis Goma fin 2012 et a été défait en 2013
Maï-Maï	Terme générique pour désigner des milices nationalistes congolaises
MAC	Mouvement acquis au changement
Magrivi	Mutuelle des agriculteurs de Virunga
Mazembe	Terme générique pour désigner les milices nande qui combattent les FDLR depuis 2015
MC45	Mouvement contre les 45 000 familles tutsi
Monusco	Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
MPC	Mining and Processing Congo
Mukongoro	Fonds de guerre, contributions collectées de force auprès des civils par les groupes armés
Nande	Les Nande sont une communauté représentant la majorité démographique des territoires Beni et Lubero. Ils sont proches de la communauté konjo ougandaise voisine
NDC(-R)	Nduma Defence of Congo(-Rénové)
Nyanga	Les Nyanga sont une communauté vivant principalement dans le territoire de Walikale. Le NDC(-R) est principalement enraciné dans une rébellion menée par les Nyanga
Nyatura	Terme générique pour désigner les milices hutu congolaises dans les territoires de Masisi et Rutshuru
Pareco	Patriotes résistants congolais
Parlement Furu	Une organisation de vigilance urbaine basée à Butembo
Petit Nord	Goma et territoires de Walikale, Masisi, Rutshuru et Nyiragongo du Nord-Kivu
Raia Mutomboki	Terme générique pour désigner des milices congolaises recrutant à partir des communautés rega, kano et tembo
RCD(-Goma)	Rassemblement congolais pour la démocratie-Goma
RCD(-K/ML)	RCD-Kisangani-Mouvement de libération
RDF	Forces de défense du Rwanda, l'armée nationale rwandaise depuis 2000
Rega	Les Rega sont une communauté vivant principalement dans les territoires de Shabunda et de Mwenga
RPF/A	Front/Armée patriotique rwandais, l'armée nationale rwandaise 1994-2000
RPRC	Réseau des patriotes résistants congolais
RNL	Résistants nationalistes lumumbistes / Maï-Maï Vurondo
RUD-Urunana	Rassemblement unité et démocratie-Urunana
Tembo	Les Tembo sont une communauté vivant principalement dans les territoires de Kalehe et du sud du Masisi
Tutsi	Les Tutsi sont une communauté vivant principalement dans les territoires de Masisi, Rutshuru et Kalehe
UPCP	Union des patriotes congolais pour la paix
UPDI	Union des patriotes pour la défense des innocents
UPLC	Union des patriotes pour la libération du Congo
Veranda Mutsanga	Une organisation de vigilance urbaine basée à Butembo

CHRONOLOGIE

ÉVÉNEMENTS CLÉS



1. Négocier la violence au Congo : le cas du NDC-Rénové

Début octobre 2019, quelque part dans le territoire de Walikale. Vêtu d'une tenue militaire congolaise et portant une copie noire et blanche du drapeau national, un homme marche cérémonieusement à travers une foule de villageois curieux tandis qu'un trompettiste militaire joue une fanfare. Il s'approche d'un autre homme vêtu d'un costume bleu et lui remet le drapeau. Des journalistes vêtus de gilets pare-balles le filment. Des femmes en robe colorée se joignent à la scène tandis qu'un autre homme se présente en uniforme militaire. Une minute plus tard, le premier homme est nommé nouveau commandant de la 114ème brigade du Nduma Defence of Congo-Rénové (NDC-R) [voir box 1]⁴.

Cette vidéo est l'une des nombreuses diffusées sur les réseaux sociaux dans l'est du Congo. L'homme en costume bleu est Guidon Shimiray Mwissa, commandant du NDC-R. Et cette mise en scène est emblématique, non seulement de son importance, mais aussi de l'image de nouveau type de rebelle qu'il tente de se donner.

En éclipsant les images de commandants désordonnés avec des amulettes magiques, Guidon Shimiray incarne un nouvel hybride : homme d'État, homme d'affaires et rebelle en costume, recevant des honneurs militaires et le respect de la population locale. Pourtant, il fait face à un mandat d'arrêt émis en juin 2019 par la justice militaire congolaise et a été sanctionné par le Conseil de sécurité des Nations unies en 2018.

La façon dont il en est arrivé là est une histoire qui implique des sociétés minières internationales, la politique de l'identité et de la terre, la complicité du gouvernement congolais, des intrigues entre chefs rebelles et une violence brutale.

Ce rapport retrace la trajectoire du NDC(-R), ses racines historiques et son expansion spectaculaire. En examinant l'évolution de ce groupe, ce rapport met en lumière la manière dont les dynamiques conflictuelles bien ancrées, tournant autour de la terre, de la politique ethnique et des conflits régionaux plus larges, sont reconfigurées : l'expansion du NDC-R a brisé la domination des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), qui fut pendant une longue durée, l'acteur armé le plus important dans les territoires du sud Lubero et du nord Masisi. Ce rapport couvre environ trois décennies, depuis les précurseurs du NDC jusqu'à janvier 2020.

Objet : Exécution mandat d'arrêt

J'ai l'honneur de vous saluer et vous informer qu'un dossier judiciaire est ouvert et instruit à mon office à charge du Colonel autoproclamé **SHIMIRAYI MWISHA Guidon**, fondateur et commandant du groupe rebelle **NDUMA Defens of Congo rénové (NDCR)** et consort.

Consécutivement à ce fait, j'ai décerné le mandat d'arrêt que je vous transmets en annexe pour exécution contre le précité.

Les Chefs des bureaux MONUSCO/GOMA et BENI qui me lisent en copie sont aussi, chacun en ce qui le concerne, priés de mettre en contribution les différents services et sections de la MONUSCO pour l'exécution de ce mandat d'arrêt.



- Vu la loi n° 023/2002 du 18 Novembre portant code judiciaire Militaire ;
 - Vu la loi n°15/022 du 31 Décembre 2015 modifiant et complétant le décret du 30 Janvier 1940 portant Code Pénal Congolais ;
 - Vu l'Ordonnance n°16/025 du 1 Mars 2016 portant nomination des Magistrats Militaires du Ministère Public ;
 - Vu la décision n°AG/007/2016 du Aout 2016 portant affectation de l'Auditeur Militaire Supérieur près la Cour Militaire Opérationnelle du Nord-Kivu ;
- I. **Dossier Judiciaire RMP 1185/NDM/018.**
 - II. A charge de **SHIMIRAYI MWISHA Guidon.**
 - III. **Prévenu de :**
 - Participation à un mouvement insurrectionnel ;
 - Crime de guerre par recrutement d'enfants ;
 - Crime contre l'humanité par viol.

Fait à Goma, le 07/06/2019



(Captures d'écran du mandat d'arrêt de l'armée congolaise contre Guidon Shimiray)

LA COMMUNICATION DU NDC-R

CAPTURES D'ÉCRAN D'UNE VIDEO PARTAGÉE SUR LES RESEAUX SOCIAUX

Troupes avec uniformes de l'armée



Journalistes locaux couvrant l'événement



Guidon Shimiray avec le drapeau du NDC-R



Nomination d'un nouveau commandant de bataillon

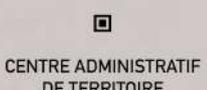


PROVINCE DU NORD-KIVU

ORGANISATION ADMINISTRATIVE DES TERRITOIRES ET VILLES



18 kilomètres
18 milles



2. Contexte : la politique violente au Nord-Kivu

Dans les entretiens, les combattants du NDC-R décrivent souvent leur combat comme une lutte d'autodéfense communautaire contre des « gens de l'extérieur ». Il s'agit d'une référence aux vieux conflits entre les populations dites indigènes et non indigènes et qui remontent en grande partie à la période coloniale, lorsque l'administration coloniale belge a forcé des centaines de milliers de personnes à quitter l'actuel Rwanda pour s'installer dans l'est du Congo. Ces antagonismes ont joué un rôle crucial dans l'explosion de violence des années 1960 connue sous le nom de la « guerre Kanyarwanda », puis à nouveau lors de récentes guerres du Congo qui ont débuté en 1993⁵. Depuis lors, la région du Kivu a connu des mobilisations armées presque ininterrompues⁶. Au Nord-Kivu, trois territoires ont été les plus touchés par la violence : Walikale, où se trouvent les origines du NDC, Masisi et Lubero, dans lesquels le NDC-R a connu une expansion entre 2015 et 2019⁷. Cette section présente les principales dynamiques de mobilisation armée dans ces trois territoires, en analysant l'histoire récente de la mobilisation de l'identité ethnique dans le Kivu, et comment les conflits violents autour des droits fonciers et du pouvoir local ont été mêlés aux conflits politiques nationaux et régionaux.

Les tensions dans les deux Kivu ont souvent été créées et attisées par des forces extérieures. C'était le cas au début des années 1990, lorsque Mobutu Sese Seko a encouragé le divisionnisme ethnique à la périphérie de l'État pour tenter de s'accrocher au pouvoir. Lorsque l'économie s'est effondrée, ses alliés de la guerre froide l'ont abandonné, et il a été contraint de permettre le multipartisme. Au cours de la Conférence nationale souveraine de 1992, organisée pour rédiger une nouvelle Constitution et une nouvelle orientation pour le pays, les hommes politiques des deux Kivu ont ainsi commencé à alimenter les tensions ethniques, cherchant à renforcer leurs bases de pouvoir locales en vue d'une transition politique turbulente. Des groupes Maï-Maï sont apparus et ont lancé un appel aux armes pour protéger leurs proches contre les menaces qui venaient, selon eux, des populations parlant le kinyarwanda. Nombre de commandants actuels de groupes armés ont connu leur première expérience sur le champ de bataille pendant cette période ([voir tableau 2](#)). En 1994, l'arrivée de l'armée et de milices rwandaises qui venaient de perpétrer un génocide, camouflées parmi plus d'un million de réfugiés, a remodelé l'équilibre ethnique et militaire en faveur de la communauté hutu et a encore aggravé les tensions communautaires. Lorsque la coalition de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL) - soutenue par le Rwanda et l'Ouganda - a envahi les camps de réfugiés afin de les démanteler, en 1996, le vent a tourné une fois de plus : certains Maï-Maï ont rejoint l'AFDL et de nombreux Hutu rwandais - anciens génocidaires mais aussi des milliers de civils - ont été tués ou ont fui⁸.

Après avoir renversé Mobutu en 1997, le leader de l'AFDL et nouveau président, Laurent-Désiré Kabila, s'est brouillé avec ses alliés rwandais et ougandais, déclenchant de nouvelles rébellions en 1998. Le Nord-Kivu a finalement été divisé entre le Rassemblement congolais pour la démocratie–Goma (RCD-Goma), soutenu par le Rwanda, et le RCD/Kisangani-Mouvement de libération, soutenu par l'Ouganda. En réponse à cette nouvelle agression, Laurent-Désiré Kabila a conclu une alliance avec les milices hutu et Maï-Maï pour monter une nouvelle insurrection dans les deux Kivu. Réalisant qu'il serait impossible de contrôler la partie sud du Nord-Kivu, Kigali a coopté les milices locales et a aidé à placer le gouverneur hutu Eugène Serufuli au pouvoir. Cela a remodelé les alliances ethniques et a ravivé la violence à caractère ethnique entre les communautés parlant le kinyarwanda et les peuples dits indigènes : Hunde, Nande, Nyanga, Kano, Kumu, Kobo et Tembo.

Un processus de paix lancé en 1999 - après une série d'accords - a conduit à une transition démocratique qui a unifié le pays en 2004 et, en 2006, a produit les premières élections libres et multipartites depuis plus de quarante ans. Cependant, de nouvelles rébellions menées par des déserteurs du RCD - le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) entre 2006 et 2009 et le M23 en 2012-2013 - ont ancré la rhétorique de l'appartenance, opposant les locuteurs du kinyarwanda aux communautés « indigènes ». Alors que les locuteurs du kinyarwanda dominent le Petit Nord (Walikale, Masisi, Nyiragongo, Rutshuru et Goma), depuis la guerre de l'AFDL, une majorité nande

Pour l'armée, avec l'armée, comme l'armée ?

prévaut dans le Grand Nord (Beni, Lubero et Butembo)⁹. La transition a donné aux Nande la majorité démographique dans l'ensemble de la province ; depuis 2006, le gouverneur est toujours un Nande et le président de l'assemblée provinciale un Hutu. Les politiciens rivaux des deux côtés ont souvent utilisé le populisme ethnique pour renforcer leurs soutiens, parfois en encourageant ou en soutenant des groupes armés qui prétendent défendre leurs communautés.

Walikale et Masisi : les berceaux de la rébellion dans l'Est

Dans le Petit Nord, des tensions existent entre les Banyarwanda (Hutu et Tutsi) et d'autres communautés depuis la période coloniale. Comme ailleurs, ces antagonismes ont tourné à la violence en 1993¹⁰. Au départ, la mobilisation armée sous-jacente tournait principalement autour des milices hutu, s'opposant aux groupes « autochtones¹¹ ». Avec l'invasion de l'AFDL en 1996, des groupes armés mieux organisés sont apparus, souvent soutenus par des pays de la région, intensifiant la violence - en particulier dans le Masisi.

De nombreux groupes d'autodéfense locaux se sont transformés en groupes Maï-Maï plus structurés vers l'an 2000¹². Les groupes hutu ont également persisté, divisés entre ceux qui sont soutenus par le gouvernement rwandais et ceux qui s'y opposent. Beaucoup de ces groupes ont pris part aux différentes phases de la guerre par procuration que se sont menés les gouvernements congolais et rwandais entre 2003 et 2013, date à laquelle le M23 a finalement été battu. Depuis lors, le paysage des groupes armés s'est fragmenté dans les deux Kivu. Une nouvelle génération de groupes armés ancrés dans la communauté hutu - les Nyatura (« frapper fort ») - a fait son apparition, tandis que des groupes d'autodéfense Raia Mutomboki (« citoyens en colère ») ont émergé dans les communautés tembo et rega, et que le commandant hunde Janvier Karairi a créé l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS). C'est à cette période qu'a émergé le NDC de Sheka à Walikale.

Lubero : terre, politique ethnique et couches de mobilisation armée

Une grande partie du conflit dans le Lubero s'appuie sur des tensions similaires. Le sud du Lubero - en particulier les chefferies de Batangi et de Bamate - était autrefois un lieu de mélange ethnique, avec un grand nombre de « rwandophones » qui y ont été déplacés par l'administration coloniale belge ou venus des territoires de Masisi ou de Rutshuru à une date ultérieure. C'est après la Conférence nationale souveraine de 1992 que les premiers groupes armés sont apparus, lorsque les Maï-Maï Bangilima ont émergé autour de la vallée de la Semuliki, près de l'Ouganda. Un autre groupe clé était les Maï-Maï Kasindiens¹³. Recrutant au sein de la communauté nande, ces groupes ont projeté leur hostilité envers les personnes parlant le kinyarwanda, mêlant une rhétorique de résistance populaire à des revendications d'appartenance territoriale.

Ces affrontements étaient essentiellement liés à la terre. Comme pour les autres communautés, la pensée traditionnelle nande considère la terre comme une propriété collective, gérée par les chefs coutumiers au nom de la communauté. Entre les années 1960 et 1990, la plupart des Hutu du sud du Lubero ont dû passer par les chefs nande pour y accéder¹⁴. Si les tensions ont persisté, elles se sont considérablement atténuées après la période tumultueuse de l'indépendance, comme en témoigne en partie le fait que des parents hutu vivant à Lubero ont donné des noms nande à leurs enfants. Cependant, pendant les violences de 1993, les Nande ont chassé de nombreux Hutu de Lubero vers le Petit Nord. Les bouleversements qui ont suivi les deux guerres du Congo ont provoqué de nouveaux déplacements.

Après des années de déplacement, et seulement vers 2011, de nombreux paysans hutu sont retournés dans le sud du Lubero. Cependant, ces rapatriés étaient accompagnés de familles hutu inconnues des chefs locaux. En plus, le changement des dynamiques sécuritaires plus au sud a poussé les troupes des FDLR dans le Lubero¹⁵. Leurs familles, ainsi que les civils hutu congolais, dépendaient des FDLR et d'autres milices hutu pour leur sécurité, y compris pour l'accès aux terres agricoles. Ces nouveaux arrivants ont déclenché la méfiance et la peur chez les Nande, ce qui a conduit les jeunes à se mobiliser et à former leurs groupes armés respectifs.

3. La trajectoire du NDC-Rénové

Comme son nom composé le suggère, le NDC-Rénové est apparu comme une faction dissidente du NDC en 2014. Cette section analyse le contexte dans lequel le NDC a été constitué en 2008 et retrace l'origine des tensions qui ont fini par diviser le groupe - le NDC-R émergeant finalement comme l'aile dominante. Elle décrit comment les tensions au sein du NDC sur le partage des revenus et autour du leadership ont conduit Guidon à se séparer et à former son propre groupe - un exploit qu'il a pu réaliser, en partie, grâce à la faiblesse et à l'impopularité de Sheka ainsi que grâce à ses propres contacts dans divers réseaux politiques et militaires.

Le parcours de Sheka : du commerce au commandement (2002-2007)

C'est dans une zone peu peuplée des plaines de l'intérieur du Kivu dans la région de Bisie à Walikale que le NDC trouve son origine, caractérisée par un épais couvert forestier et certaines des plus grandes mines d'étain de la région. Cette zone était contrôlée par la 85e brigade de l'armée congolaise entre 2005 et 2009, sous le commandement du colonel Samy Matumo, un ancien commandant Mai-Mai local. Cette brigade était « non-intégrée », ce qui signifie qu'elle était composée d'anciens Mai-Mai qui avaient été incorporés à la hâte dans l'armée nationale en 2003 sans qu'ils aient été mélangés à d'autres unités¹⁶. Bisie était en grande partie une zone périphérique, avec peu de groupes armés et à laquelle les politiciens provinciaux accordaient peu d'attention. La situation a changé avec la découverte d'un important gisement d'étain par des mineurs artisanaux locaux en 2002. En 2004, Walikale était devenu le centre d'une compétition militaire et politique, alors que les prix mondiaux de l'étain augmentaient de façon spectaculaire, jusqu'à tripler de valeur en 2008¹⁷. Pendant cette période, la 85e brigade s'est imposée comme l'acteur le plus influent autour de Bisie, contrôlant l'accès à la mine et cohabitant avec les groupes armés¹⁸.

Ntaberi Sheka ([voir box 2](#)) a commencé sa carrière comme négociant en minerais autour de Bisie, en fondant une association professionnelle, le Groupe minier Bangandula (GMB) au milieu des années 2000¹⁹. Lorsque Sheka est venu s'installer autour de Bisie, il a établi une relation avec le colonel Samy Matumo, lui aussi originaire de Walikale, qui taxait les mineurs locaux mais manquait de contacts pour vendre le minerais au-delà de la région. Matumo assurait la protection, tandis que Sheka apportait ses relations avec les mineurs locaux et les négociants régionaux.

Le GMB a travaillé à Bisie, achetant des minerais grâce à des accords de préfinancement avec des hommes d'affaires de Goma. Étant donné l'importance de l'exploitation minière artisanale pour la création d'emplois pour des dizaines de milliers de personnes, les recettes fiscales et les bénéfices des entreprises, les coopératives minières jouent un rôle clé dans l'économie politique locale²⁰. Sheka a aussi contribué à la création de la Coopérative minière de Mpama/Bisie (COMIMPA)²¹. Alors que le GMB était composée de commerçants locaux, la COMIMPA était une coopérative de mineurs artisanaux opérant sur les mêmes sites.

NTABO NTABERI SHEKA

« GÉNÉRAL » ET CHEF DU NDC



NDC

Qui est Sheka Ntabo Ntaberi²² ?

Né en 1976 à Binyampuri, dans le secteur Wanianga de Walikale, Sheka est titulaire d'un diplôme d'études secondaires en pédagogie de l'Institut Wema de la ville de Walikale et il a plusieurs épouses avec lesquelles il a eu des enfants. Ses proches disent de lui qu'il est un joueur de football, passionné d'arts martiaux mais aussi « un homme turbulent²³ ». Sheka est du clan Munyambe de la communauté nyanga. Il est aussi pasteur dans son église locale de Neno. Pendant la majeure partie de sa vie adulte, Sheka a travaillé comme négociant en minerais dans la région de Bisie. Il a cofondé le GMB et la coopérative COMIMPA. En 2007, il a lancé la rébellion MC45 qui s'est transformée en 2008 en Nduma Defence du Congo (NDC), dont il est devenu le commandant.

Après que le GMB a reçu l'autorisation de prospecter des mines à Bisie en mai 2006, Sheka a quitté la coopérative pour se concentrer sur cette association professionnelle²⁴. Quatre mois plus tard, Mining and Processing Congo (MPC) - une entreprise de commerce international avec des ambitions industrielles - recevait un permis d'exploration pour la zone autour de Bisie²⁵. Entre-temps, la COMIMPA obtenait son enregistrement officiel en fin 2006 et demandait à Sheka de revenir pour servir de médiateur dans la contestation des permis d'exploitation minière²⁶. Malgré un accord entre toutes les parties prenantes, le MPC commençait à empiéter sur les mines et les marchés locaux, bénéficiant du soutien des commerçants de Goma avec lesquels Sheka avait des dettes²⁷.

Cette lutte pour le contrôle des mines d'étain, ainsi qu'une dette de 40 000 dollars américains, poussèrent Sheka à la rébellion²⁸. S'appuyant sur les liens avec les combattants Maï-Maï de la région, il constitua son mouvement avec des objectifs attrayants sur le plan local - comme celui d'une opposition à un empiètement des Banyarwanda²⁹. Il s'empara d'une rumeur selon laquelle des familles tutsi allaient être réinstallées à Walikale, créant le Mouvement contre les 45 000 familles tutsi (MC45) en avril 2007. Le moment critique de son ascension fut la marginalisation de Walikale lors de la Conférence de paix de Goma en 2008, qui a conduit les dirigeants coutumiers et politiques de la région à appuyer le MC45³⁰.

Le colonel Samy Matumo - qui, malgré les rackets de protection de sa 85e brigade - était généralement en bons termes avec la population de Bisie, a collaboré avec Sheka et lui a fourni des conseils jusqu'au départ de sa brigade de la région en 2009³¹. Les politiciens et les chefs coutumiers ont également soutenu « le fils du pays », craignant que le MPC ne les prive des bénéfices des mines d'étain. Le slogan de Sheka à l'époque était « les minerais de Walikale doivent d'abord servir Walikale, avant de servir ailleurs », et Sheka a pu rallier les combattants démobilisés à cette cause³². Avec quelques armes et - selon la légende fondatrice de la milice - seulement une douzaine de collaborateurs, Sheka s'est rendu dans la forêt d'Obaye et a créé le MC45, qui a commencé à lancer des attaques contre le MPC et les unités locales des FARDC³³.

Les témoignages diffèrent sur la création de la Nduma Defence of Congo (NDC). « Nduma » signifie « un trou profond dans une rivière où tout disparaît » en kinyanga et a été utilisé à l'époque coloniale pour décrire la région de Walikale³⁴. Certains témoins datent le début du mouvement d'avril 2007, quand un groupe Maï-Maï dirigé par un commandant nommé Sengi, avec lequel Sheka avait des liens étroits, s'est rendu³⁵. D'autres affirment que Sheka a lancé le MC45 en avril 2007, mais que la création officielle du NDC a eu lieu en janvier 2008 dans une localité appelée Bujumbura/Ngereza. Cependant, tous ces interlocuteurs s'accordent sur le fait qu'à cette époque, Sheka aurait reçu un afflux de commandants chevronnés venus d'autres groupes armés : Guidon Shimiray et quelques autres combattants des Maï-Maï Simba, ainsi que Gilbert Bwira venant du Pareco³⁶. Même si le NDC a toujours été un groupe assez mobile, son quartier général était à Irumba à cette période et il s'est ensuite déplacé vers l'ouest à Irameso, où le NDC-R allait célébrer son dixième anniversaire en 2018³⁷.

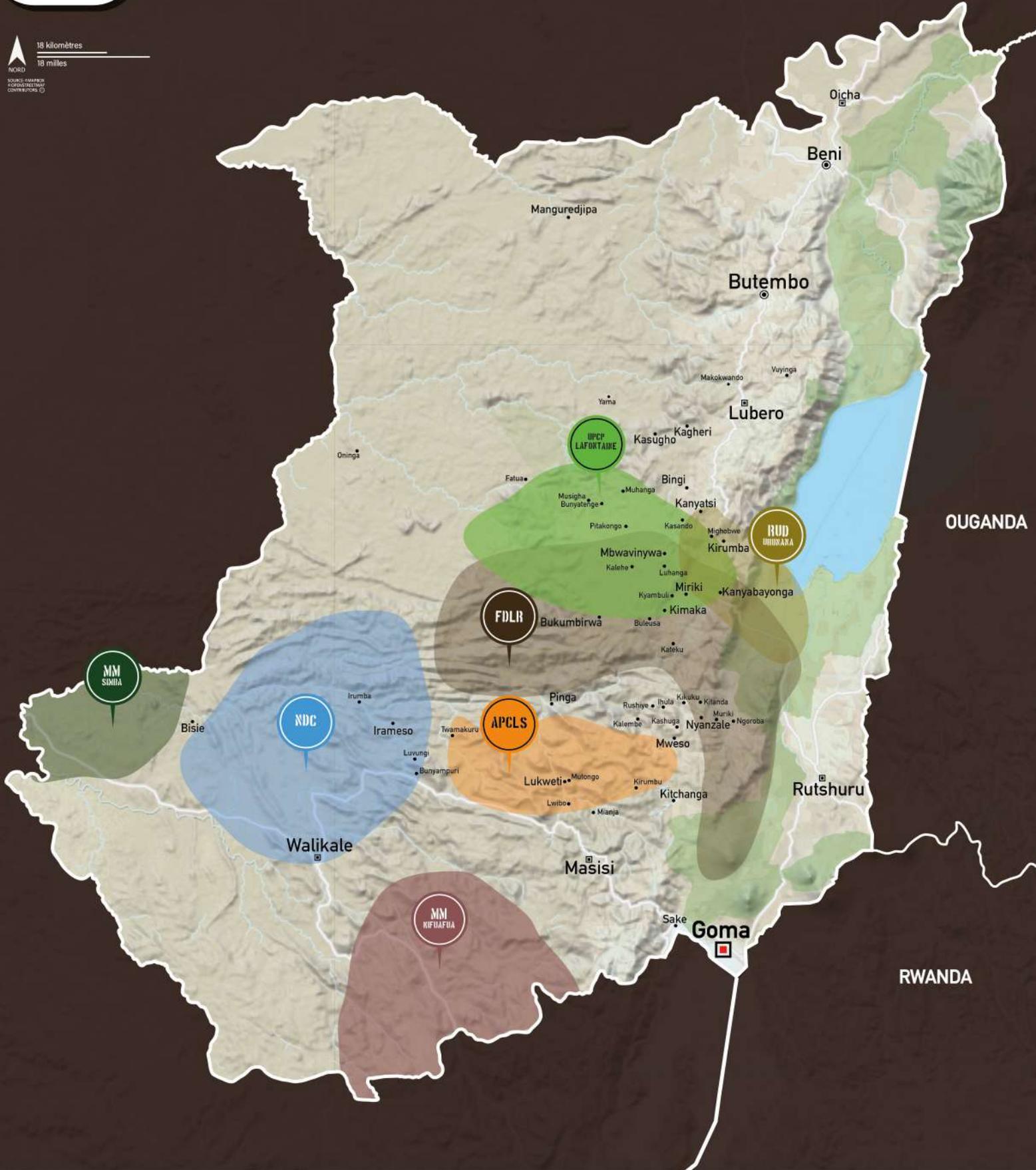
GROUPES ARMÉS EN 2009

RECONSTRUCTION DES ZONES D'INFLUENCE



18 kilomètres
18 milles

Source : ICG/HRG
© 2009/2010/2011
Carte 2/10/09 (C)



- 
NDC
 Nduma Defence of Congo
- 
APCLS
 Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain
- 
RUD-URUNANA
 Rassemblement unité et démocratie
- 
FDLR
 Forces démocratiques de libération du Rwanda
- 
MAÏ MAÏ KIFUAFUA
- 
UPCP LAFONTAINE
- 
MAÏ MAÏ SIMBA

La construction du NDC : violence, indigénité et exploitation minière (2008-2013)

À partir d'une poignée de combattants, Sheka a pu constituer un groupe armé impressionnant qui a fini par dominer une grande partie du territoire de Walikale. Sa capacité à tirer un profit substantiel des mines locales et son soutien par les dirigeants politiques et militaires locaux et provinciaux ont été cruciaux pour la constitution de ses forces. Dès ses premières années, et comme la 85e brigade avant lui, le NDC a imposé des taxes aux personnes impliquées dans l'économie minière locale. Cela constituait sa principale source de revenus, en plus des monopoles locaux sur les biens de consommation. Pour imposer ces taxes, le NDC a principalement forcé les mineurs à payer des jetons (sorte de reçu papier pour les impôts payés) pour garantir leur protection³⁸. Cette focalisation sur l'exploitation minière est devenue primordiale pour l'organisation. Un interlocuteur souligne que « même le siège du NDC était simplement une mine³⁹ ». Entre 2008 et 2013, les intermédiaires locaux du NDC ont transporté des minerais par voie aérienne et terrestre à des négociants régionaux, dont la plupart étaient basés à Goma⁴⁰. De même, les armes et munitions achetées hors de Walikale ont été réacheminées par ces intermédiaires, tandis que le NDC faisait également des raids pour récupérer des armes et munitions d'autres groupes armés⁴¹. Néanmoins, le NDC avait des sources de revenus diverses : Sheka organisait une taxe sur les ventes d'alcool, tandis que son adjoint, Guidon, était chargé de taxer les cigarettes⁴². Le NDC avait même un compte bancaire à Goma dans la coopérative d'épargne et de crédit Imara, aujourd'hui en faillite.

Malgré les abus et la taxation illégale, le NDC a conservé une certaine popularité. Les chefs coutumiers et les notables étaient une source de sa légitimité, consultés pour toute « décision importante⁴³ ». Le NDC a également travaillé à la réparation et à l'entretien des routes et des centres de santé dans sa zone d'influence⁴⁴. Le plus important est peut-être le fait que le NDC a formulé sa lutte en termes populaires, en déclarant se battre pour Walikale contre les « gens de l'extérieur », en particulier contre ce qui est perçu comme un empiètement par les « rwandophones », notamment les Tutsi. Toutefois, malgré cette diatribe anti-rwandaise, le NDC a conclu une alliance avec les FDLR, un groupe presque exclusivement hutu, entre 2009 et 2011, et même, plus tard, avec des réseaux ex-CNDP dirigés par des Tutsi, révélant une flexibilité idéologique typique de nombreux groupes armés congolais⁴⁵. Pendant cette période, les unités du NDC et des FDLR ont coordonné des opérations contre les positions des FARDC ou du CNDP, ce qui leur a souvent permis de saisir des équipements militaires⁴⁶. La [carte 2](#) donne une représentation approximative des zones d'influence de ces groupes autour de 2009⁴⁷.

En juillet et août 2010, une force conjointe du NDC et des FDLR a mené des attaques contre les FARDC autour de Kibua et Luvungi, le long de la route principale Masisi-Walikale, au cours desquelles leurs membres ont violé et tué des dizaines de civils⁴⁸. Ces abus, que le NDC a imputés aux FDLR, ont provoqué des dissensions entre le NDC et les rebelles rwandais. Sheka a arrêté son propre chef d'état-major, Sadoc Kikunda Mayele, et l'a livré à un tribunal gouvernemental, où il est mort en attendant son procès⁴⁹. Ces atrocités ont terni la réputation du NDC et renforcé l'hostilité des populations locales contre les FDLR, qu'elles accusaient d'avoir déraciné l'ordre coutumier à Walikale⁵⁰.

De plus, le changement des dynamiques de pouvoir dans la région a entraîné une reconfiguration des alliances pour Sheka. En 2009, la rébellion du CNDP soutenue par le Rwanda a été démantelée grâce à un accord entre les gouvernements de Kigali et de Kinshasa ; les commandants du CNDP ont été intégrés dans les FARDC dans le Kivu, occupant des postes importants dans toute la région, y compris à Walikale. En outre, les forces spéciales rwandaises ont lancé des opérations contre les FDLR dans cette région au cours du premier semestre 2009, en coordination avec les FARDC. Alors que les frustrations contre les ex-CNDP s'accroissaient au sein des FARDC, Kinshasa a ordonné une restructuration de ses troupes en 2011, appelée « régimentation ». Cela a conduit de nombreuses unités FARDC à quitter leurs positions, et a entraîné un vide de pouvoir temporaire. Alors qu'il était désireux de se dissocier des FDLR et courtisé par d'anciens réseaux du CNDP à la recherche d'alliés locaux, Sheka a commencé à se tourner vers des hommes d'affaires de Goma avec lesquels il entretenait des relations.

GUIDON SHIMIRAY MWISSA

« GÉNÉRAL » ET CHEF DU NDC-R

NDC
RENOVE

Qui est Guidon Shimiray Mwissa⁵¹ ?

Nyanga (bien que sa mère soit kumu du clan Batiri), Guidon est né en 1980 à Kigoma, près de Mpofi à Walikale. Il a grandi avec sa mère et sa tante, est allé à l'école à Binyampuri et affirme avoir obtenu une licence en sciences politiques et administratives à l'Université libre des pays des Grands Lacs (ULPGL) à Goma. Fait que le GEC n'a pas pu confirmer. Après avoir participé au groupe Maï-Maï dirigé par She Kasikila dans les années 1990, Guidon a été intégré avec le grade de capitaine dans la 14ème brigade des FARDC déployée dans l'ancienne Province orientale. Il a également suivi un entraînement des forces spéciales avec les FARDC. Il a fait défection en 2007 - en raison de « mauvaises politiques » dans l'armée et supposément après avoir été blessé au combat - pour rejoindre le groupe Maï-Maï de Mando Mazeri opérant entre l'ouest de Walikale et la province de la Tshopo⁵². Il a rejoint le NDC de Sheka environ un an plus tard en tant que commandant en second. En 2014, il a lancé une dissidence contre Sheka, devenant le commandant du NDC-R. Guidon se dit musulman⁵³.

Pour l'armée, avec l'armée, comme l'armée ?

Ces derniers l'ont mis en contact avec des réseaux autour du général Bosco Ntaganda, ancien chef d'état-major du CNDP devenu commandant adjoint des opérations des FARDC dans les deux Kivu. En novembre 2011, Sheka a mené une embuscade contre les FDLR en collaboration avec ses nouveaux alliés, tuant l'influent commandant Colonel Sadiki Soleil⁵⁴. À partir de ce moment, le mouvement a conçu sa lutte comme étant dirigée contre les FDLR⁵⁵.

Au cours des années suivantes, Sheka s'est montré extrêmement pragmatique et opportuniste dans ses alliances. Lorsque les milices Raia Mutomboki - motivées par leur opposition aux « rwandophones » et inspirées par leurs homologues du Sud-Kivu - ont commencé à balayer la région, il a travaillé avec certains de leurs commandants (Shebitembe et Ngowa notamment), ainsi qu'avec les Maï-Maï Simba de Mando Mazeri et le Mouvement acquis au changement (MAC)⁵⁶. En même temps, Sheka a poursuivi sa collaboration avec d'anciens officiers du CNDP et des groupes proches d'eux, tels que les Forces de défense du Congo (FDC) de Butu Luanda.

Le « comportement déviant » de Sheka et la création du NDC-Rénové en 2014⁵⁷

Finalement, des désaccords internes sur le partage des revenus et le leadership ont conduit à une scission décisive du NDC. Les associés de Sheka ont commencé à s'irriter de sa prétendue tendance à s'attribuer le mérite de leurs exploits et de la répartition inégale des fonds⁵⁸. Sans le vouloir, Sheka avait encore affaibli sa position en ne payant pas les salaires de base - ce qui a permis à son adjoint Guidon Shimiray ([voir box 3](#)) et à d'autres co-conspirateurs d'intégrer plus facilement la plupart d'entre eux dans leur nouveau groupe. La scission reflétait également les clivages internes aux Nyanga entre le clan Munyambe de Sheka et une mutualité kobo appelée Bindundani, proche de Guidon, qui était soutenue par plusieurs chefs coutumiers.⁵⁹ Le fait que Sheka, candidat malheureux aux élections législatives de 2011, ait été inculpé par un tribunal militaire congolais et sanctionné par le Conseil de sécurité des Nations unies pour son rôle dans les viols de Luvungi en 2010 ne l'a pas aidé.

Certains officiers des FARDC, qui avaient joué un rôle essentiel dans la création du NDC, ont, de manière similaire, contribué à sa scission. Désabusé par Sheka, Guidon a demandé conseil aux commandants locaux FARDC, notamment à des colonels nyanga, tembo et hunde comme César Nkoyo, Dodet Kamanda, Damiano Mbaenda et Akilimali Shemondo⁶⁰. Les relations entre Guidon et les FARDC, qui étaient discrètes jusque-là, sont alors devenues « plus concrètes » selon un dirigeant du NDC-R⁶¹. Un ancien agent de renseignement basé à Walikale explique comment les FARDC ont l'habitude d'opérer dans de telles situations :

Les FARDC considèrent ces situations comme des opportunités commerciales, utilisant les stocks de l'armée comme capital. Walikale est considéré comme une « zone opérationnelle », mais il n'y a jamais d'opérations contre des groupes armés. Néanmoins, des fonds opérationnels existent [accordés uniquement aux unités en « opération »], mais ils sont consommés par les officiers supérieurs et leur hiérarchie⁶².

En même temps, Guidon a également obtenu le soutien des entrepreneurs miniers de la coopérative Cemika à Walikale et des hommes politiques locaux qui craignaient de plus en plus que le mandat d'arrêt et la notoriété de Sheka ne deviennent une entrave à la défense des intérêts de Walikale⁶³.

Fin 2014, Guidon se sépare de Sheka et crée une faction rivale appelée NDC-Rénové (souvent aussi appelée NDC-Guidon, Maï-Maï Guidon ou Ndime Ndime dans les médias et par les populations locales) avec d'autres commandants du NDC, en particulier le chef des services de renseignement du mouvement, Gilbert Bwira Chuo, qui devient son adjoint. Guidon commence ensuite à attaquer les positions de Sheka autour de Misau, recevant le soutien d'officiers des FARDC des 802e et 804e régiments, basés respectivement à Pinga et à Walikale-centre⁶⁴.

Plusieurs facteurs semblent avoir motivé l'implication de ces officiers de l'armée : ils étaient soupçonnés d'être les partenaires de Guidon dans le commerce de l'or, et étaient énervés par les escarmouches de Sheka avec les FARDC dans la région. Sheka lui-même a probablement déclenché la série d'événements qui ont conduit à sa propre chute en dénigrant publiquement le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, à Binyampuri en avril 2014. Selon plusieurs sources au sein du NDC-R, le gouverneur a ensuite encouragé les FARDC à soutenir Guidon. Selon un commandant du NDC-R :

L'armée ne nous a pas poussés à nous séparer du NDC au début mais après la réunion de Binyampuri, le gouverneur Julien Paluku Kahongya a appelé les dirigeants des FARDC à soutenir Guidon contre Sheka⁶⁵.

Le GEC a contacté Paluku, entre-temps ministre national, au sujet de ces allégations, mais n'a pas reçu de réponse. Fin juillet 2014, Guidon a organisé une réunion dans le village de Twamakuru, où il a annoncé publiquement son nouveau mouvement. Puis, en septembre 2014, il a officialisé sa structure et l'a baptisée NDC-Rénové⁶⁶. Il a réussi à convaincre une majorité de combattants de le suivre, s'appropriant ainsi l'essentiel des stocks d'armes et de munitions du NDC. S'en est suivie une série de batailles acharnées qui ont renforcé Guidon, et - bien plus tard, après une répression importante du NDC par les FARDC - ont finalement déclenché la reddition de Sheka à la Monusco en juillet 2017. Depuis lors, la branche initiale du NDC est dirigée par Mandaima, mais continue à subir la pression militaire du NDC-R. Fin 2014, le NDC-R avait établi le contrôle du groupement Ihana, le bastion historique de Sheka, et du groupement Kisimba II au nord-est de Walikale. Guidon a défini une série de priorités, notamment la lutte contre les FDLR, la garantie que la population autochtone puisse contrôler ses terres et ses ressources, et la représentation accrue des Nyanga au sein du gouvernement et de l'armée congolaise⁶⁷.



(Guidon Shimiray lors d'une conférence de presse improvisée en mai 2020)

4. De Lubero à Masisi : les opérations militaires et la montée des conflits

Alors que le NDC se désagrègeait, le gouvernement congolais a lancé une nouvelle vague d'opérations contre les FDLR fin 2015. Baptisées Sukola II, ces opérations sont devenues cruciales pour la trajectoire du NDC-R et sa spectaculaire expansion, car le groupe a reçu un soutien important de l'armée nationale. Ces opérations des FARDC ont également modifié le paysage sécuritaire autour de la zone où les territoires de Masisi, Rutshuru, Lubero et Walikale se rejoignent au Nord-Kivu - refuge des FDLR pendant de nombreuses années. Alors que le NDC-R avançait dans le territoire de Lubero, la communauté nande a également lancé une nouvelle vague de mobilisation armée⁶⁸.

Ce chapitre décrit la dynamique de la sécurité, la politique locale et les relations économiques de 2015 à 2019. Ces développements se sont produits en parallèle et se sont mutuellement influencés. Cependant, pour plus de clarté, ils seront abordés en cinq parties : les opérations Sukola II, l'expansion de Guidon dans le Lubero, la milice Mazembe dans le Lubero, l'enracinement de la collaboration FARDC/NDC-R, et l'avancée de Guidon dans le Masisi et le Rutshuru⁶⁹.

4.1 Les opérations Sukola II et le sort des FDLR

Au cours des deux dernières décennies, les FDLR ont été le pivot de la politique armée dans une grande partie des territoires de Lubero, Rutshuru, Masisi et Walikale. Leurs unités ont conservé une importante présence autour des mines d'or et des routes principales de la région, et tissé un réseau d'alliances avec d'autres groupes armés - le RUD-Urunana, différents groupes Nyatura et les Mai-Mai dirigés par Kakule Sikuli « Lafontaine » ([voir box 4](#)) – qui ont consolidé leur domination dans la région⁷⁰. Leur alliance sporadique avec les unités des FARDC, ancrée dans leur lutte commune contre le CNDP entre 2004 et 2009 et le M23 en 2012 et 2013, a également renforcé les FDLR. Cependant, depuis les opérations Umoja wetu (Notre unité) menées par les FARDC et l'armée rwandaise en 2009, l'emprise des FDLR sur de grandes parties du Nord-Kivu a été brisée. Les revers causés par Umoja wetu ont été aggravés par l'émergence d'un nouveau type de groupes armés, les Raia Mutomboki⁷¹. Ces derniers ont ciblé les FDLR tout au long de 2012 et de 2013, les obligeant à quitter les territoires de Walikale et Shabunda pour se concentrer dans le nord du Masisi, le sud du Lubero et l'ouest du Rutshuru. Ces évolutions ont également engendré d'importants mouvements de réfugiés rwandais ainsi que de Hutu congolais, arrivés dans le sud du Lubero aux côtés des FDLR, ce qui a aggravé les tensions existantes entre les populations hutu et nande dans cette région et déclenché la mobilisation d'une milice locale, appelée Mai-Mai Mazembe⁷². Bien que l'intensité et la provenance de ces mouvements de population Hutu soient mal connues, le GEC a constaté que, contrairement aux périodes précédentes, les hutu revenus ont préféré s'installer en dehors des communautés locales, ce qui a créé des frictions avec les agriculteurs locaux.

Poussées par la pression internationale sur le gouvernement congolais, les FARDC ont mené une nouvelle série d'opérations militaires axées sur cette zone, visant à capturer les positions et les dirigeants clés des FDLR. Baptisées Sukola II, ces opérations ont été préparées fin 2015 après de longs retards dus à la réticence des FARDC et à des dissensions entre l'armée congolaise et les troupes de l'ONU⁷³.

KAKULE SIKULI VASAKA « LAFONTAINE »

CHEF REBELLE DE LONGUE DATE DANS LA RÉGION DE LUBERO

FPP-AP

Kakule Sikuli Lafontaine - un « tireur de ficelles » sur le déclin ?

Kakule Sikuli Lafontaine a commencé sa carrière de rebelle vers 1993 en rejoignant les premiers groupes Maï-Maï d'appartenance nande à Lubero, qui seront absorbés par l'AFDL en 1996. Vers 2000, il est devenu le chef d'un groupe Maï-Maï local avant d'entamer une collaboration distante mais persistante avec les FDLR. En 2002, il a été intégré dans l'armée nationale avant de faire défection deux ans plus tard. Le groupe de Lafontaine a fait partie du Pareco entre 2005 et 2008, avant qu'il ne crée l'UPCP. Cet homme qui est l'un des plus anciens commandants rebelles de l'est du Congo a été arrêté et libéré plusieurs fois par le gouvernement au fil des ans, et s'est récemment exilé alors que le NDC-R progressait vers Lubero en 2015, laissant derrière lui des troupes et des mines d'or. À son retour début 2018, le sud du Lubero était sous le contrôle du NDC-R, de diverses factions de Mazembe et d'unités des FARDC. Son retour a de nouveau secoué les alliances locales. Bien qu'il ait peu de troupes, Lafontaine continue d'être l'un des entrepreneurs militaires les mieux connectés du Lubero, conservant un rôle clé en coulisses au sein du FPP-AP⁷⁴. Pourtant, il a dû se montrer prudent et a évité de proposer ouvertement son leadership, car de nombreux Nande critiquent son ancienne alliance avec les FDLR, et une telle tentative pourrait l'exposer à des représailles de la part de ses anciens alliés FDLR⁷⁵. Lafontaine s'est rendu au gouvernement début mai 2020.



L'armée congolaise a avancé du nord du Masisi vers les villages de Mumo, Ihula et Rushiye - trois des principaux bastions des FDLR en 2015. Travaillant en tandem avec le NDC-R (voir section suivante), les opérations Sukola II ont également poussé les réfugiés et les civils hutu plus loin dans le sud du Lubero. Les FDLR étant soumises à une pression croissante, le groupe s'est scindé à la mi-2016, lorsqu'une aile dissidente emmenée par Wilson Irategeka « Lumbago » a créé le Conseil national pour le renouveau et la démocratie (CNRD)⁷⁶. Ce groupe a ensuite également soutenu les FARDC dans leur offensive contre les FDLR tout au long du second semestre 2016⁷⁷.

4.2 L'expansion du NDC-Rénové dans le sud de Lubero

Le NDC-R de Guidon est devenu un autre partenaire clé dans la série de récentes campagnes contre-insurrectionnelles des FARDC. Comme nous l'avons vu ci-dessus, ses relations au sein des FARDC, tant avec les officiers nyanga qu'avec les réseaux des ex-CNDP, ont été déterminantes pour lui permettre de se séparer de Sheka en 2014. Les opérations Sukola II ont davantage renforcé son influence et sa stature.

Lorsque ces opérations ont été lancées en 2015, le NDC-R a largement collaboré avec l'armée nationale, se déplaçant vers le nord et l'ouest de sa zone d'opérations traditionnelle, jusqu'à atteindre le sud du Lubero. Alors que les Maï-Maï Mazembe ont attaqué les FDLR à Buleusa en novembre 2015, le NDC-R a repris leurs positions dans le village de Bukumbirwa⁷⁸. Ces deux partenaires ont uni leurs forces : Marungu Muliru, l'ancien commandant des Maï-Maï Mazembe, a envoyé une délégation au quartier général du NDC-R à Irameso, proposant un effort commun contre les FDLR⁷⁹. Au final, ces négociations ont abouti à l'intégration de Marungu et de la plupart de ses hommes dans les rangs du NDC-R.

Ce déplacement loin de leur zone d'opérations initiale était inhabituel : à quelques exceptions près, la plupart des groupes armés dans le Kivu recrutent au sein de leurs communautés ethniques respectives et s'aventurent peu au-delà de leur zone d'origine. Faire cela suppose en effet de parvenir à extraire des ressources de communautés qui parlent des langues différentes et ont des coutumes différentes. Le NDC-R, qui à l'époque était principalement dirigé par des Nyanga, a pourtant déplacé un grand nombre de ses officiers supérieurs – et le quartier général de Guidon – dans des zones principalement habitées par les communautés kobo et nande du Lubero. D'abord bien accueillis par ces communautés, en raison de leur succès contre les FDLR, les NDC-R ont imposé un régime de gouvernance et de taxation sévère, ce qui a fini par les faire apparaître comme une force d'occupation de plus aux yeux des communautés locales⁸⁰. Comme ailleurs, la stratégie du NDC-R a consisté à imposer d'abord un système de gouvernance sévère avant d'essayer de rallier la population locale à sa cause.

Pendant ce temps, d'autres factions Mazembe - dirigées par Kitete Bushu, Albert Kasheke, Safari Buligho et Kasereka Kabidon - ont pris le leadership de la lutte contre les FDLR dans le nord-ouest de Rutshuru. Guidon, pour sa part, a progressé vers le nord dans le territoire de Lubero, en restant à l'ouest de la route Kanyabayonga-Butembo et en allant jusqu'à Mangurejipa, où un colonel du NDC-R connu sous le nom de « Foudre » s'est fait connaître en volant des kits électoraux début de 2017⁸¹. Ces actions auraient également reçu le soutien des FARDC⁸².

La migration du NDC-R vers le nord a créé des frictions avec les groupes armés qui étaient basés dans la région depuis de nombreuses années, en particulier l'Union des patriotes congolais pour la paix (UPCP), dirigée par le vétéran rebelle Kakule Sikuli « Lafontaine ». Pendant une dizaine d'années, les unités de Lafontaine ont contrôlé les collines riches en or entourant Bunyatenge et Pitakongo, et ont été un allié des FDLR. Après avoir pu compter sur le parrainage de certains dirigeants politiques et religieux de Butembo pendant des années, Lafontaine a perdu une partie de ces soutiens suite à son flirt éphémère avec le M23 en 2012 et 2013 - la plupart des élites politiques et militaires nande s'opposant à ce mouvement – et à l'émergence des milices de Mazembe.

Au même moment, le NDC-R s'est installé dans le nord de la chefferie de Bwito (territoire de Rutshuru), où la guerre par procuration entre les FARDC et les FDLR a entraîné des représailles inter-communautaires. Le NDC-R s'est associé à la milice Mazembe pour attaquer les groupes Nyatura, qui avaient été soutenus et entraînés par les FDLR dans son « groupement des écoles » et formaient une zone tampon autour des rebelles rwandais. Début juillet 2016, le NDC-R et Mazembe ont attaqué la faction Nyatura dirigée par Muhawenimana Bunombe « John Love » à Kitanda, à quelques kilomètres de Kikuku.

Ils ont tué plusieurs civils et déplacé les populations hutu locales vers la ville de Nyanzale. Dans les combats qui ont suivi, les deux camps ont maltraité la population locale et de nombreux villages ont été incendiés⁸³. Selon un combattant Mazembe de l'époque :

Il y avait deux lignes de front différentes, l'une dirigée par nous et l'autre par Guidon. Ils portaient des uniformes [...] similaires aux anciens uniformes de l'armée rwandaise, du style « tâche-tâche ». Ils avaient des PKM, des AK et des RPG [types d'armes]. Ils ont essayé de nous recruter mais nous ne voulions pas de cela. Mais sinon nous n'avions aucun problème avec eux⁸⁴.

Ces opérations ont encore affaibli les FDLR, qui ont été forcées de se retirer de certaines de leurs positions les plus stratégiques, et ont conduit à l'effondrement de l'UPCP de Lafontaine. Certains des lieutenants de Lafontaine, désabusés par sa gestion de mines d'or telles que Musigha, ont fait défection et devriendront, plus tard, des dirigeants clés de Mazembe. Cette réorganisation du contrôle militaire a finalement déclenché une fragmentation des groupes armés dans le sud du Lubero.

Alors que Marungu et certains de ses combattants ont été intégrés dans les forces de Guidon, d'autres ont continué à opérer seuls. Entre-temps, l'UPCP a continué de se désintégrer, et ses combattants ont rejoint plusieurs groupes armés nouvellement créés dans les territoires de Beni et de Lubero, tandis que Lafontaine lui-même a disparu de la scène publique⁸⁵. Une connaissance proche rapporte qu'il « est tombé amoureux d'une femme qui lui a volé son argent, le poussant à négocier une rançon pour des prêtres enlevés à Bunyuka pour toucher un pourcentage » et a ensuite travaillé « principalement comme « commissionnaire » d'or entre l'Ouganda et le Congo⁸⁶ ». Les quelques unités restantes de l'UPCP ont été expulsées de la région par le NDC-R peu après.

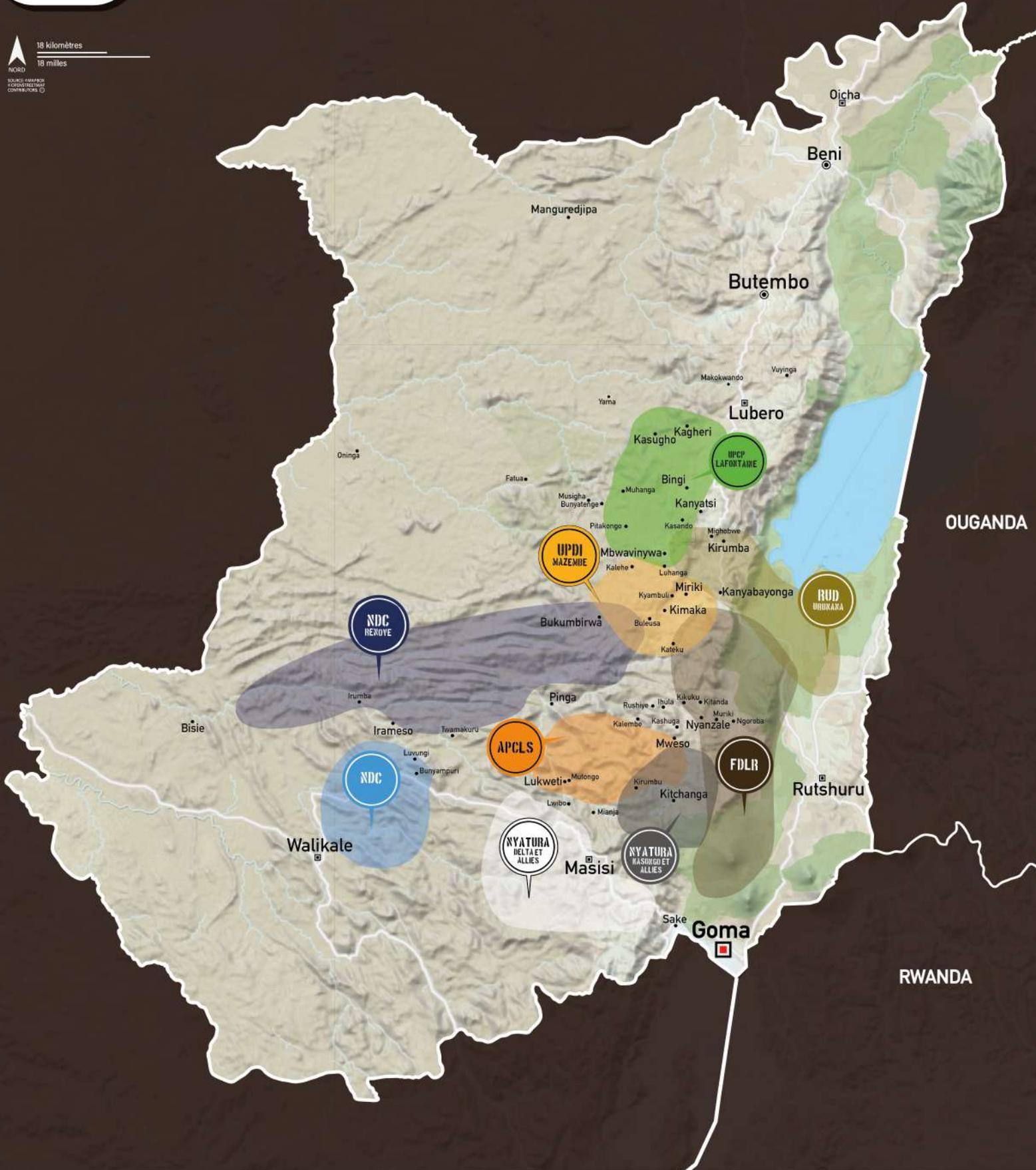
En 2017, le NDC-R a commencé à s'extraire de la querelle entre les Hutu et les Nande, se concentrant plutôt sur la reprise des mines d'or et des rackets précédemment gérés par Lafontaine et les FDLR. Comme ailleurs, le NDC-R a établi un système de gouvernance relativement violent, en partie parce qu'il jouissait d'une moindre légitimité et avait moins de relations à Lubero qu'à Walikale⁸⁷. Cela a renforcé l'hostilité de nombreuses factions de Mazembe, ce qui a conduit à des affrontements fin 2016 et début 2017. Finalement, le NDC-R a pris le contrôle des zones d'extraction d'or les plus lucratives du sud du Lubero, au prix de lourdes pertes. Par exemple, des unités de Mazembe ont affirmé avoir tué environ 40 éléments du NDC-R en août 2017 lors de la bataille pour le village de Kateku.

GROUPES ARMÉS EN 2015

ZONES D'INFLUENCE SELON LES DONNÉES DU GEC



18 kilomètres
18 milles



NDC-RENOVÉ
NDC-R
Nduma Defence
of Congo-Renové

NDC
NDC
Nduma Défence
of Congo

APCLS
Alliance des patriotes
pour un Congo libre et souverain

RUD-URUNANA
Rassemblement unité
et démocratie

FDLR
Forces démocratiques
de libération du Rwanda

UPDI MAZEMBE
Union patriote pour la
défense des innocents

UPCP LAFONTAINE

NYATURA KASONGO ET ALLIÉS

NYATURA DELTA ET ALLIÉS

KYAGHANDA YIRA

ASSOCIATION CULTURELLE DES YIRA



Association culturelle
KYAGHANDA asbl
 Obughuma bw'aba YIRA
MANGINA 2019
 thème central de la conférence
 " LA RESPONSABILITE DE LA COMMUNAUTE YIRA
 ET DE L'ETAT POUR LE BIEN-ETRE DE LA RDC "

Qu'est-ce que le Kyaghanda Yira ?

Kyaghanda Yira est une association culturelle, fondée sur l'idée d'un conseil des anciens et d'une identité Yira partagée, c'est-à-dire des traditions culturelles que l'on retrouve chez les Nande au Congo et les Konjo en Ouganda, ainsi qu'un mythe commun de création⁸⁸. Parlant généralement la même langue, ces communautés ont été divisées par les démarcations coloniales en 1885, mais les populations des deux côtés de la frontière se réfèrent à la notion Yira, représentée par un conseil d'anciens et un comité dirigé par un secrétaire général. Kyaghanda Yira existe à différents niveaux, de comités locaux à une fédération internationale. Si certaines branches locales sont proches du mouvement Mazembe (par exemple la branche de Mighobwe), d'autres se sont officiellement dissociées du mouvement⁸⁹. Au-delà de la protection des coutumes et des terres des Nande, Kyaghanda Yira est connu pour sa position critique envers le Rwanda et les « rwandophones⁹⁰ ».

4.3 Les Mai-Mai Mazembe et la fragmentation de la politique armée à Lubero

Cette section décrit comment un mouvement armé assez peu structuré a commencé en tant que force d'autodéfense, puis a été absorbé par le NDC-R, pour se scinder à nouveau et se fragmenter en un ensemble de milices nande. Mazembe - ou Mai-Mai Mazembe - est un terme générique pour désigner un groupe de milices décentralisées qui a émergé au sein des communautés nande et kobo du Lubero. Leur nom a été emprunté au Tout Puissant Mazembe, l'équipe de football la plus populaire du Congo, de la ville de Lubumbashi dans le sud du pays, ce qui est une référence aux succès de cette milice. Il existe actuellement deux factions principales : l'Union des patriotes pour la défense des innocents (UPDI) et le Front patriotique pour la paix-Armée du peuple (FPP-AP). La milice de Mazembe a fait son apparition mi-2015, lorsque les jeunes Nande se sont mobilisés contre les FDLR qui fuyaient l'avancée des groupes Raia Mutomboki à Masisi et Walikale. Au départ, ces jeunes ont utilisé l'étiquette de Kyaghandanda Yira, une association culturelle nande (voir box 5). Ils se sont ensuite regroupés au sein de l'UPDI en août 2015, sous la direction de Marungu Muliro⁹¹. Avec le NDC-R, l'UPDI s'est engagé dans une série de combats avec les FDLR et ses alliés.

La mobilisation a été rendue possible par deux facteurs. Premièrement, ces nouveaux groupes armés se sont appuyés sur un sentiment anti-FDLR et anti-Hutu, après des années de présence des FDLR dans cette zone⁹². Ces mécontentements ont souvent été instrumentalisés par des politiciens ayant l'intention de se mêler à la mobilisation armée, comme le feu député Vénant Tshipasa, certaines branches de l'association Kyaghandanda Yira et - dans une moindre mesure - des groupes de jeunes urbains à Butembo, comme Veranda Mutsanga et le Parlement debout de Furu⁹³. La mobilisation a souvent fait référence à des vagues antérieures de mobilisation armée au sein de la communauté nande, notamment les groupes Mai-Mai Bangilima et Kasindiens dans les années 1990. Deuxièmement, les revenus lucratifs tirés de l'exploitation des mines, du bois et de la taxation illicite ont fortement incité les jeunes chômeurs et les anciens combattants Mai-Mai à rejoindre les rangs de cette nouvelle milice.

L'Union patriotique pour la défense des innocents (UPDI)

Basée à Katundula, une colline près de Miriki, la mobilisation initiale de l'UPDI trouve ses racines dans les tensions entre Hutu et Nande dans le sud du Lubero. En réponse aux fréquentes attaques des FDLR, un petit groupe autour de Marungu Muliro et quelques anciens combattants et féticheurs Mai-Mai (les soi-disant « sorciers » qui préparent le dawa, médicaments et fétiches censés protéger les combattants) ont commencé à organiser des embuscades à petite échelle contre des unités FDLR et des civils hutu en juin 2015, qui ont rapidement fait l'objet de représailles des FDLR ainsi que du RUD-Urunana⁹⁴. Ces villageois, de l'ethnie kobo et nande, ont souvent servi d'éclaireurs pour les FARDC. Initialement composé de sept hommes, ce groupe comprenait David Kasereka Kasayi « Mbisi » (un ancien officier de Lafontaine), Albert Kasheke, et Kitete Bushu (voir box 6). Un combattant se souvient des débuts et de cas de recrutement d'enfants :

Elle a débuté en juillet 2015 dans le groupement Ikobo. Les FDLR ont pris nos champs et violé nos femmes. Les choses étaient devenues insupportables. Nous avons commencé notre guerre sans armes à feu, mais nous avons ensuite capturé un fusil des FDLR. Nous avons continué à tendre des embuscades et à faire des raids en récupérant d'autres armes. Avec trois fusils, nous avons commencé à tendre des embuscades dans les camps des FDLR. Les gens ont vu cela et ont rejoint notre mouvement. En octobre 2015, les FDLR ont commencé à fuir Ikobo. Nous avons eu beaucoup d'écoliers dans nos rangs qui nous avaient rejoints pendant leurs vacances. Mazembe n'a pas de cahier des charges (liste de revendications), juste des cahiers d'appel (appels aux armes) pour les combattants. Nos aînés de Kyaghandanda Yira désapprouvaient notre combat, mais nous avons continué⁹⁵.

MUHINDO LUANZO KITETE BUSHU

« GÉNÉRAL » ET CHEF DE L'UPDI-MAZEMBE

UPDI
MAZEMBE

Qui est Muhindo Luanzo Kitete Bushu ?

Kitete Bushu est un ancien kadogo dawa - enfant portant des potions magiques pendant les opérations - du groupe Mai-Mai d'Ushindi⁹⁶. Après avoir rejoint la vie civile, il a repris les armes lors de l'émergence du mouvement Mazembe. C'est un Nande d'âge moyen qui est devenu un leader de Mazembe au début de 2016 et a établi le siège du mouvement à Kyambuli. Dans l'un des rares entretiens qu'il a accordés, Kitete a souligné que son mouvement n'avait pas de programme xénophobe contre les Hutu, tant qu'il s'agit de ceux qui « ont toujours été là⁹⁷ ». L'objectif de l'UPDI est plutôt d'expulser les FDLR. Comme pour les autres groupes armés profondément enracinés dans leurs communautés locales, l'UPDI a créé une branche distincte chargée d'administrer le dawa, sous l'autorité de Kitete. Jusqu'à aujourd'hui, Kitete est considéré comme le seul « général » de l'UPDI⁹⁸.

KASEREKA KASYANO « KABIDON »

« GÉNÉRAL » ET CHEF DES FPP/AP

FPP-AP

Qui est Kabidon⁹⁹ ?

Né à Kateku, dans le groupement Ikobo, territoire de Walikale, Kasereka Kasyano « Kabidon » a rejoint une rébellion dirigée par un certain Kaganga vers 2000, où il a travaillé sous la direction d'Ushindi, qui produisait le dawa pour ce groupe Maï-Maï. Il a servi en tant que kadogo dawa - enfant portant des potions magiques pendant les opérations - lui donnant le nom de Kabidon (« petit bidon »). À la mort d'Ushindi, Kabidon lui succède en tant que féticheur (producteur de dawa), rôle qu'il a également joué plus tard pour la faction Pareco de Lafontaine et Muhamba Lyaki. Plus tard, il refuse de s'engager dans l'armée et retourne à Bunyatenge où il fonde une famille. Il a rejoint la rébellion UPCP de Lafontaine vers 2012, dans le but apparent d'obtenir un certificat de démobilisation. Lafontaine avait promis ces certificats à ses combattants, mais il n'a pas tenu parole, essayant de recruter de force ses anciens combattants en 2013. Kabidon s'est enfui à Mambasa, dans la province d'Ituri, où il a travaillé comme agriculteur, avant de revenir comme féticheur dans la milice Corps de Christ vers 2016. Après l'arrestation des dirigeants du Corps de Christ, Baraka Lolwako et David Maranatha, Kabidon s'est enfui à Kateku pour se cacher. Confronté à la violence du NDC-R dans la région, il a rejoint Mazembe en 2016, et a contribué à la création du FPP-AP en 2018.

À ses débuts, le groupe autour de Marungu et Mbisi a reçu des contributions de politiciens nande ainsi que de villageois, de commerçants et de certains membres de Kyaghandanda Yira¹⁰⁰. Plus tard, en mai 2019, Mbisi a été arrêté, revenant de Goma, avec 2000 cartouches de munitions achetées à un officier des FARDC¹⁰¹. Comme Lafontaine pensait que Safari avait donné des informations aux services de renseignements des FARDC, il a ordonné aux escortes de Mbisi de tuer Safari. Blessé, Safari s'est rendu et est actuellement en prison¹⁰². Vers fin 2015, les Mazembe ont pris le contrôle du village de Buleusa, chassant l'unité FDLR dirigée par « Gouverneur Kizito », connu pour sa pratique de « la logistique non-conventionnelle », comme les FDLR appellent en interne leur système de racket et de génération de revenus. L'UPDI s'est ensuite repliée vers l'ouest et a rejoint le NDC-R, à l'exception des troupes de Kasheke qui ont continué à travailler comme guides locaux pour aider les FARDC à trouver des positions FDLR.

Les Maï-Maï Mazembe et la prolifération de la résistance armée

Lorsque Marungu a rejoint le NDC-R, une nouvelle branche est apparue début 2016 sous le nom de Maï-Maï Kyaghandanda Yira, dirigée par Albert Kasheke et Kitete Bushu. Après une série d'attaques brutales contre les FDLR, l'association culturelle Kyaghandanda Yira s'est ouvertement dissociée du groupe et a dénoncé l'utilisation de son nom¹⁰³. Les attaques, qui avaient réussi à repousser les FDLR hors de la région, ont donné au groupe de Kasheke le nom de Mazembe, car l'équipe de football éponyme a la réputation de perdre rarement¹⁰⁴. Le 6 janvier 2016, des éléments de Mazembe ont tué un soldat FARDC qui escortait des déplacés hutu sur la route Kimaka-Busimba. Cet incident avait été déclenché par l'arrivée des Hutu dans la région. Les dirigeants locaux nande accusaient les déplacés, dont certains camps étaient protégés par la Monusco et les FARDC, de s'emparer de leurs terres¹⁰⁵. Les FARDC ont réagi à l'assassinat de leur camarade en arrêtant des jeunes hommes soupçonnés de travailler avec Mazembe à Kimaka et Miriki. La nuit suivante, les FDLR ont également lancé une attaque de représailles sur Miriki, à proximité d'une position de la Monusco, tuant vingt habitants nande, dont les familles de deux chefs locaux¹⁰⁶.

Les Mazembe ont tenté de consolider leurs forces lors d'une rencontre à Kyambuli en avril 2016. Kitete a été élu commandant, avec Alpha Katoto et Kasheke comme adjoints. Peu de temps après, les Mazembe ont intensifié leurs opérations contre les FDLR, les chassant de Buleusa¹⁰⁷. Le 27 novembre 2016, les Mazembe ont attaqué Luhanga, un village principalement habité par des Hutu, tuant 35 civils. À peu près au même moment, les relations entre les Mazembe et leurs alliés du NDC-R sont devenues de plus en plus tendues, ce qui a conduit à un affrontement majeur à Kyambuli¹⁰⁸.

En 2016, deux anciens commandants de Lafontaine - Buligho Jacques « Safari » ([voir box 8](#)) et Kasereka Kasyano « Kabidon » ([voir box 7](#)) – ont rejoint le mouvement Mazembe, répondant à l'appel des chefs locaux de Kateku à exercer des représailles contre le NDC-R, dont la gouvernance était de plus en plus marquée par une approche musclée envers les civils¹⁰⁹. Muni d'armes que des chefs locaux auraient achetées à des officiers de la justice militaire des FARDC à Kanyabayonga, Kabidon a lancé ses premières opérations contre le NDC-R. Peu de temps après, il a contacté Lafontaine pour obtenir son soutien. Ce dernier a chargé son ancien assistant Kasayi Mbisi, qui avait lui-même quitté le groupe de Lafontaine en 2015 pour rejoindre le groupe Mazembe de Kitete, d'aider et d'organiser l'approvisionnement. Cette collaboration est devenue le fondement d'une fusion entre les groupes de Kabidon et de Kitete. Cependant, le mouvement manquait de cohésion et était éparpillé sur une large zone¹¹⁰.

JACQUES BULIGHO « SAFARI »

« COLONEL » ET ANCIEN NUMÉRO DEUX DES FPP/AP

FPP-AP

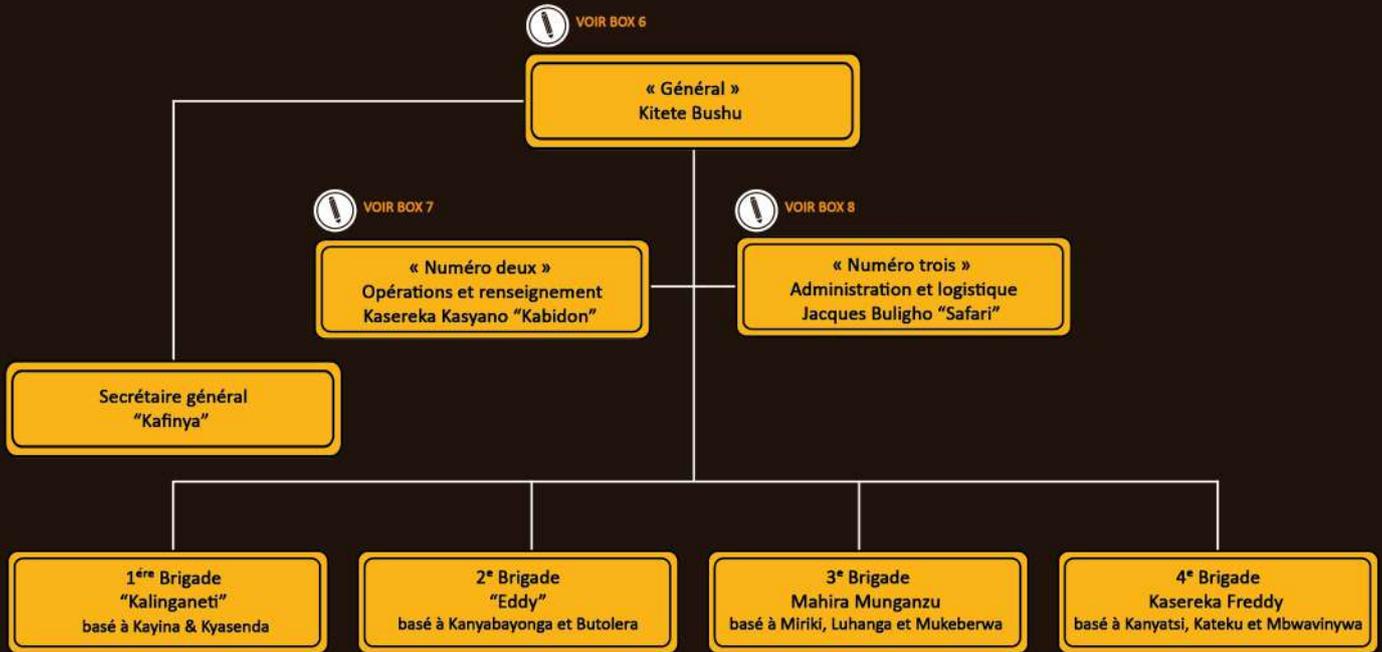
Qui est Jacques Buligho « Safari » ?

Jacques Buligho, dit « Safari », est un commandant qui a gravi les échelons des Maï-Maï Lafontaine, de l'UPDI et du FPP-APP. Avec Muhamba Lyaki, Kabidon Kasereka et Kasayi Mbisi, Safari fait partie des proches collaborateurs qui ont accompagné le « général » Lafontaine pendant de nombreuses années de rébellions et de mobilisation armée. Safari a une grande cicatrice sur le visage due à des blessures de combat et parle - comme de nombreux chefs miliciens nande - couramment l'anglais avec un fort accent ougandais. Lorsque l'UPCP de Lafontaine s'est dissous sous la pression croissante du NDC-R fin 2015, Safari a rejoint le mouvement Mazembe mais a gardé un contact régulier avec son ancien chef. Aux côtés de Kabidon, Safari a été une force majeure derrière la scission entre l'UPDI et le FPP-AP - divisant effectivement l'univers de Mazembe en une faction pro et anti-Lafontaine en 2018. En 2019, Safari a été blessé dans une embuscade - prétendument orchestrée par Lafontaine, doutant de sa loyauté - et s'est rendu aux FARDC. Actuellement, il est en prison à Beni.



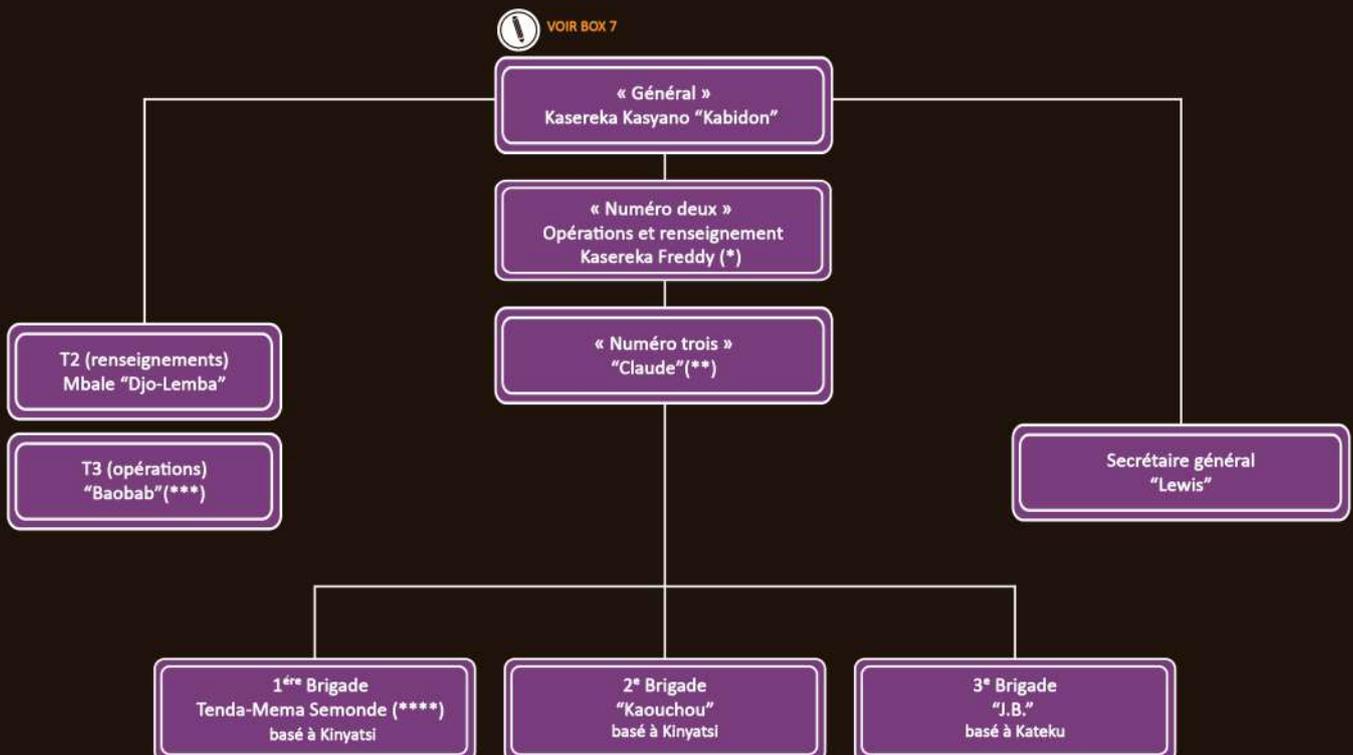
HIERARCHIE MILITAIRE DE L'UPDI

STRUCTURE UNIFIÉE DES MAZEMBE AVANT LA SCISSION UPDI/FPP
EN SEPTEMBRE 2018



HIERARCHIE MILITAIRE DES FPP-AP

STRUCTURE MILITAIRE À LA SUITE DE LA SCISSION



(*): Remplace Jacques Buligho « Safari » arrêté en juin 2019
 (**): A fait défection en décembre 2019
 (***): Remplace Humba, tué en janvier 2020
 (****): Remplace Mbisi, arrêté en mai 2019

L'ombre de Lafontaine, l'UPDI et le FPP/AP

Kitete est resté à la tête de Mazembe jusqu'à la mi-2018, lorsque les tensions sont devenues plus aiguës en raison d'objectifs militaires divergents. Alors que l'objectif de Kitete était de déplacer les FDLR une fois pour toutes hors du sud du Lubero, Kabidon ciblait le NDC-R¹¹¹. Un autre point majeur de discordance entre ces deux anciens kadogo dawa a été de savoir s'il fallait ou non autoriser le retour de Lafontaine à la tête du groupe¹¹². Alors que certains de ses anciens lieutenants insistaient pour cela, d'autres dirigeants de Mazembe étaient hostiles en raison de ses alliances passées avec les FDLR. En juin 2018, la section Mighobwe de Kyagghanda Yira a aidé à organiser un raid sur la ferme de Cascotte près de Mbughavinywa, où Lafontaine se cachait¹¹³.

En août 2018, les tensions étaient devenues visibles et Kabidon, Safari et Kasayi ont quitté l'UPDI pour créer le FPP-AP peu de temps après. Ils ont établi leur zone d'influence autour de Mbughavinywa, Kanyatsi et Pitakongo où ils ont reçu le soutien de la section locale de Mighobwe du Kyagghanda Yira ainsi que de quelques anciens membres du Corps de Christ. Pendant ce temps, l'UPDI a maintenu sa base à l'est, vers Bingi, avec son siège à Kimaka¹¹⁴.

L'UPDI a entretenu des relations cordiales avec les Mai-Mai de feu Charles Bokande ainsi qu'avec ceux dirigés par Jackson Muhukambuto - un ancien allié de Lafontaine - mais a rejeté les tentatives de Lafontaine de se réaffirmer dans le sud du Lubero. L'UPDI se distinguait ainsi du FPP-AP, ce dernier étant considéré comme proche du vétéran rebelle ([voir box 4](#))¹¹⁵.

Le FPP et l'UPDI organisent tous deux des réunions régulières avec les autorités locales, comprenant parfois de petites unités des FARDC positionnées dans leur zone d'influence, afin de légitimer leur propre mission de défense des populations locales et d'établir un niveau de contrôle. Alors que l'UPDI semble être en train de rétablir une alliance avec le NDC-R (voir ci-dessous), le FPP a subi une grande vague de reddition en janvier 2020. [Le tableau 3](#) illustre leur hiérarchie et énumère les principaux dirigeants.

4.4 Le NDC-Rénové comme mandataire de l'armée congolaise

Après son implantation dans de grandes parties du sud du Lubero, le NDC-R a commencé à étendre sa portée dans le nord du Masisi fin 2018. Le soutien que lui apportent les FARDC y devint plus visible que lors des opérations menées dans le Lubero. Les combattants du NDC-R se déplacent librement dans les zones des FARDC et portent différents types d'uniformes de l'armée régulière lors des défilés. En divers endroits, les deux forces se sont pacifiquement cédées des positions et ont effectué des patrouilles conjointes¹¹⁶. Un humanitaire basé à Masisi a déclaré au GEC :

Je n'ai pas connaissance d'affrontements entre le NDC-R et les FARDC. Ils ont presque les mêmes équipements. J'ai parlé à des personnes qui ont vu des éléments du NDC-R revenir avec des sacs depuis les positions des FARDC à Pinga et Nyabiondo. Les civils ont du mal à faire la différence entre les deux forces. Fin avril, lorsque le NDC-R a attaqué Mianja près de Masisi, les gens ont cru qu'il s'agissait des FARDC¹¹⁷.

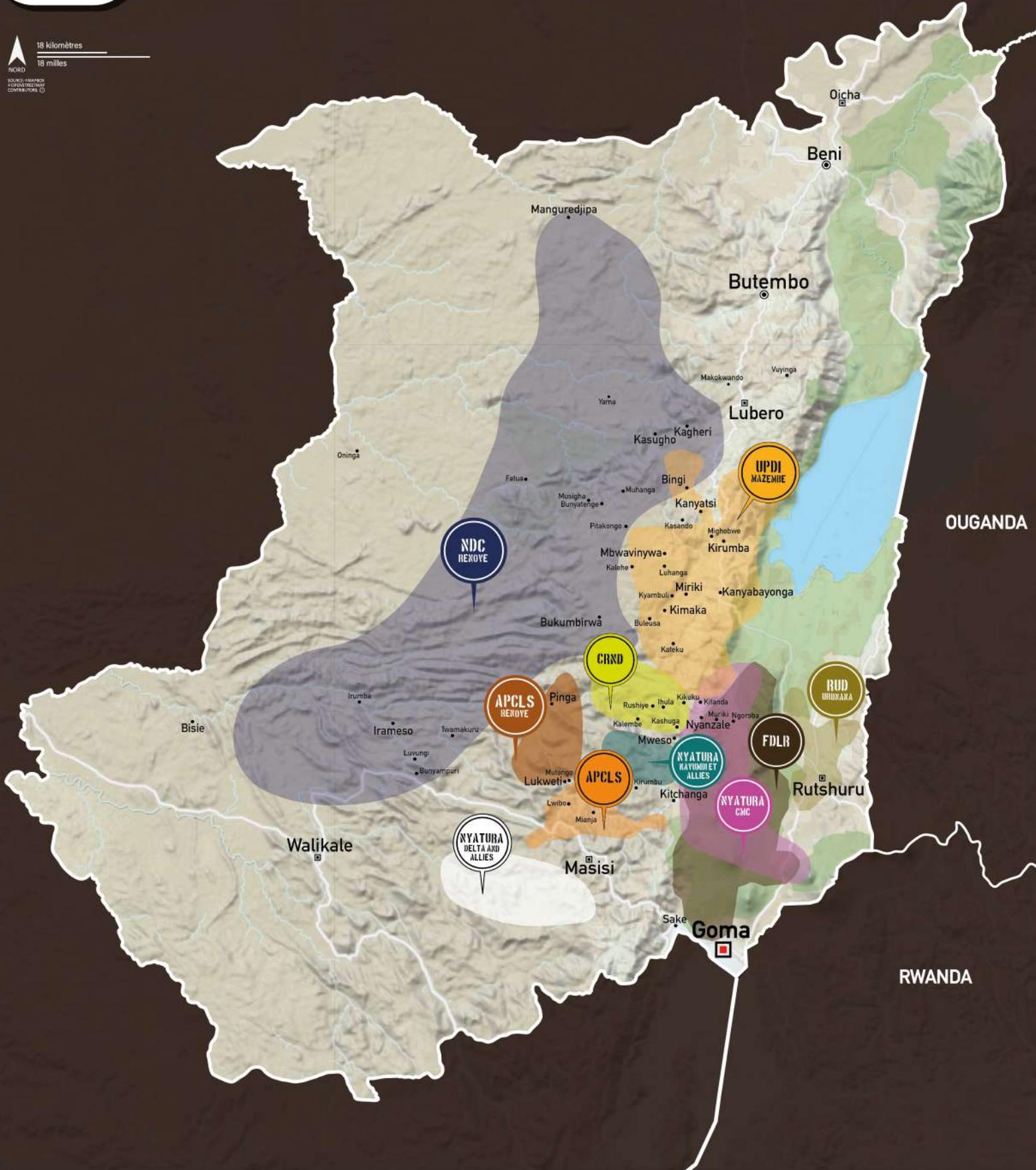
Les FARDC accordent le libre passage aux NDC-R, leur permettant de passer par des points de contrôle officiels avec des armes et en uniforme¹¹⁸ : selon les termes de l'un des recruteurs du groupe, « c'est comme si l'ennemi de mon ennemi était mon ami et le courage du NDC-R a également impressionné les politiciens et les dirigeants locaux qui les invitent¹¹⁹ ». Les officiers du NDC-R rencontrent leurs homologues des FARDC pour planifier conjointement les opérations ou discuter d'autres questions. Un témoin oculaire à qui le GEC a parlé a rapporté ce qui suit :

GROUPES ARMÉS EN 2018

ZONES D'INFLUENCE SELON LES DONNÉES DU GEC



18 kilomètres
18 milles



UGANDA

RWANDA

- 
NDC-R
 Nduma Defence of Congo-Renové
- 
APCLS
 Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain
- 
CRND
 Conseil national pour le renouveau et la démocratie
- 
RUD-URUNANA
 Rassemblement unité et démocratie
- 
FDLR
 Forces démocratiques de libération du Rwanda
- 
UPDI/MAZEMBE
 Union patriote pour la défense des innocents
- 
APCLS-R
 Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain-Renové
- 
NYATURA KAVUMBI ET ALLIÉS
- 
NYATURA DELTA ET ALLIÉS
- 
NYATURA CMC
 Collectif des mouvements pour le changement

MAPENZI LIKUHE

NUMÉRO TROIS DU NDC-R

NDC
RENOVE

Qui est Mapenzi Likuhe¹²⁰ ?

Mapenzi est originaire de la communauté hunde de Masisi. Il est né à Lwibo vers 1990 et a été adopté par Joseph Likuhe (« Baba Mulishi »), du clan Banyabiancha, un fonctionnaire local et directeur d'école qui a épousé la mère de Mapenzi, Maria. Mapenzi serait titulaire d'une licence en pédagogie, et aurait ensuite rejoint la police congolaise où il a atteint le grade de major. Il a aussi fait partie du détachement de sécurité du parlementaire national Dieudonné Mithondeke et de l'ancien vice-gouverneur du Nord-Kivu, Feller Lutaichirwa. Après avoir été arrêté pour contrebande de munitions, il a quitté la police pour rejoindre l'APCLS, devenant le numéro trois de ce groupe. Mapenzi a ensuite quitté l'APCLS pour rejoindre le NDC-R, devenant à nouveau le numéro trois, chargé de l'administration et de la logistique. Les troupes de Mapenzi ont aidé à manipuler les élections de 2018 en faveur de Feller et Marie Shematsi, une autre personnalité politique hunde influente, dans le nord du Masisi¹²¹. Ces deux politiciens ont nié ces allégations au GEC. Mapenzi parle anglais et son adhésion a « amélioré la diplomatie du NDC-R¹²² ».

J'ai vu Mapenzi [Likuhe, le numéro trois du NDC-R (voir box 9)] à Goma, assis dans la voiture du général Gahizi [le commandant adjoint des FARDC au Nord-Kivu].

[GEC : Comment pouvez-vous le savoir ?]

Eh bien, je connais la voiture de Gahizi et j'ai déjà rencontré Mapenzi. Gahizi gère le dossier NDC-R au niveau provincial¹²³.

Le GEC a contacté Gahizi, ainsi que le porte-parole national des FARDC, au sujet de ces allégations mais n'a pas reçu de réponse. Deux des nombreuses sources qui ont parlé au GEC de la collaboration NDC-R/FARDC - un analyste onusien et un membre de la société civile locale - ont précisé qu'elle est gérée par le commandement de Sukola II et de la 34^e région militaire à Goma, et qu'elle remonte à l'avancée du NDC-R dans le Lubero¹²⁴. L'avancée du NDC-R de Pinga à Kalembe, où se trouve un rond-point tenu par les FARDC quelques mètres derrière un point de contrôle du NDC-R, est illustrative, tout comme les opérations conjointes au cours desquelles le NDC-R a récupéré des territoires aux Nyatura du CMC pour les remettre aux FARDC¹²⁵. Les FARDC et le NDC-R gèrent également conjointement des positions le long de la route Pinga-Mweso, comme à Karto, Kiusha, Kirumbu, Kibachiro, Lufunda/Bumumba et Kasura¹²⁶. Dans son avancée vers Mweso, le NDC-R a reçu le soutien et les instructions d'officiers supérieurs de l'armée, et a ensuite partagé le contrôle de la zone de Mweso avec les FARDC. L'un des principaux commandants du NDC-R a déclaré au GEC :

Les FARDC sont des alliés du NDC-R, elles nous offrent un soutien total. Le 6 janvier 2019, elles ont fourni une cargaison d'armes et de munitions pour attaquer le quartier général des FDLR [CNRD] à Faringa [...]. Nous recevons du matériel et des instructions des FARDC. Le régiment de Kitchanga du colonel Yves collabore avec nous, il envoie régulièrement des délégations pour nous rencontrer et discuter. Son officier logistique apporte des fournitures par véhicule. Le régiment de Nyanzale a également reçu l'ordre de la 34^{ème} région militaire de collaborer avec nous. Leur hiérarchie à Kinshasa nous connaît et notre coordinateur se déplace régulièrement pour les rencontrer sur place. Le Rwanda est aussi notre allié dans les opérations, mais en termes de diplomatie, nous attendons toujours que leurs promesses se concrétisent et soient tenues¹²⁷.

Ce soutien a été confirmé par d'autres témoignages de la société civile locale ainsi que par des membres haut placés du NDC-R, et a été précédé par une visite de haut niveau des FARDC en décembre 2018 au cours de laquelle du matériel militaire a été remis¹²⁸. Le commandant sortant du 3411^e régiment des FARDC à Kitchanga, le colonel Yves Kijenga et le colonel César Nkoyo, fils du chef coutumier de Munsanga à Walikale, sont le plus souvent mentionnés à propos de cette collaboration¹²⁹. Kijenga et d'autres officiers des FARDC ont rencontré les hauts responsables du NDC-R à de multiples reprises pour leur remettre du matériel militaire¹³⁰.

Une autre source locale à Masisi a rapporté :

Près de Kitchanga, il y a un poste de contrôle des FARDC où les éléments de l'armée et du NDC-R se rencontrent souvent pour boire un verre. Ils ont également préparé des opérations conjointes à l'hôtel Nyarusumba à Kitchanga. J'ai moi-même vu comment les uniformes des FARDC y étaient distribués. Mapenzi, Poyo, et d'autres étaient dans les parages. Il y a plusieurs façons de faire la différence entre le NDC-R et les FARDC : les combattants du NDC-R parlent le swahili avec un accent kinyanga et beaucoup d'entre eux utilisent des produits cosmétiques pour blanchir leur peau et ont les cheveux tressés. À Kalembe, les gens [doivent] acheter des jetons du NDC-R malgré la présence des FARDC dans la ville. En mars 2019, les FARDC ont mené des opérations contre l'APCLS à Ngingwe, mais plus tard, le NDC-R a repris les positions conquises¹³¹.

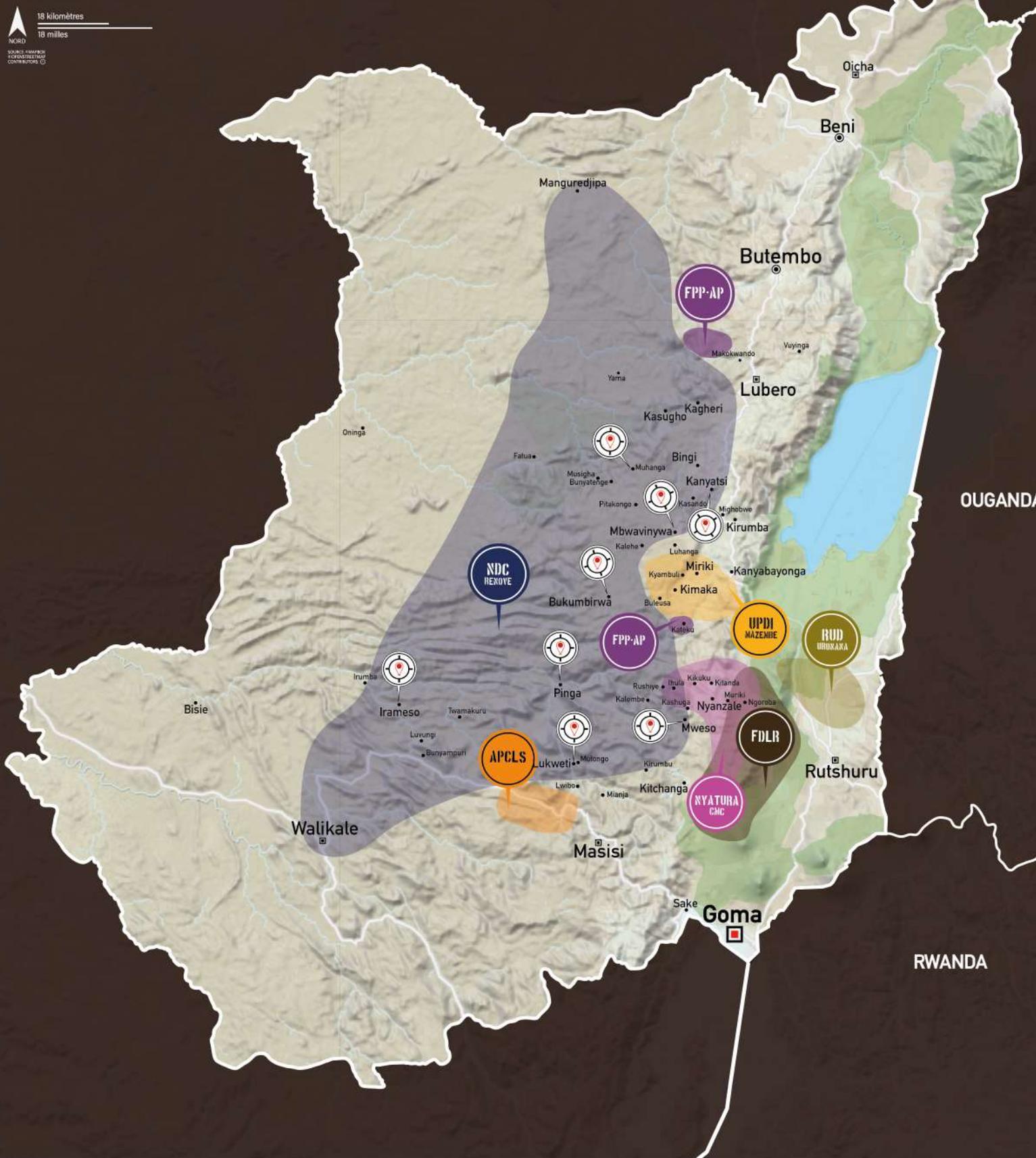
Cette collaboration a été beaucoup moins visible lors de l'avancée initiale du NDC-R dans le Lubero, bien que la plupart des sources aient fait état de dynamiques largement similaires, comme les uniformes de l'armée remarquablement neufs du NDC-R et l'absence - sauf à Kasugho et Kagheri en août 2018 - de tout combat significatif entre les troupes de Guidon et les forces gouvernementales.

GROUPES ARMÉS EN 2019

ZONES D'INFLUENCE SELON LES DONNÉES DU GEC



18 kilomètres
18 milles



UGANDA

RWANDA



NDC-R
Nduma Defence
of Congo-Rénové



CAMP NDC-R
(VOIR TABLEAU 4)



APCLS
Alliance des patriotes pour
un Congo libre et souverain



RUD-URUNANA
Rassemblement unité
et démocratie



FDLR
Forces démocratiques
de libération du Rwanda



UPDI/MAZEMBE
Union patriote pour la
défense des innocents



NYATURA CMC
Collectif des mouvements
pour le changement



FPP-AP
Force patriotique pour
la paix/Armée du peuple

LES CAMPS DU NDC-R

POSITIONS CLÉS DU GROUPE EN 2019



IRAMESO

1° 2'2.83"S 28°15'44.70"E 



Ancien QG de Sheka
devenu QG du NDC-R

BUKUMBIRWA

0°42'0.41"S 28°53'59.94"E 



QG du 11e Secteur du NDC-R

LUKWETI

1°13'49.78"S 28°44'46.19"E 



Ancien QG de l'APCLS,
position stratégique du NDC-R
le long de la rivière Osso

MBWAVINYWA

0°33'47.77"S 29° 0'14.44"E 



Ancien QG de l'UPCP,
de l'UPDI-MAZEMBE et des FPP/AP

KANYATSI

0°32'24.65"S 29° 2'12.77"E 



Ancienne position des FARDC et
de l'UPDI-MAZEMBE

MUHANGA

0°24'54.35"S 28°55'11.13"E 



Ancienne position des FARDC et
de l'UPCP

KIVUYE

1°7'17.06"S 28°55'15.73"E 



Nouvelle position du NDC-R

MUTONGO

1°10'22.60"S 28°47'26.01"E 



Nouvelle position du NDC-R

Pour l'armée, avec l'armée, comme l'armée ?

Cependant, c'est au cours de la campagne du NDC-R dans le Masisi que l'étendue de la collaboration avec les FARDC est devenue claire. Lors d'une conférence de presse locale en juillet 2019, dans la « Salle Bunyakima » à Mweso, les responsables des FARDC basés à Kitchanga n'ont pas nié leur soutien au NDC-R, déclarant que :

Cela dépasse nos compétences, mais vous devez comprendre que certains groupes armés ne dérangent pas la population et visent simplement à intégrer l'armée nationale¹³².

À plusieurs reprises, notamment fin août 2019, les commandants Mapenzi et Bwira du NDC-R se sont rendus au Rwanda et à Goma. Les FARDC ont également transporté des combattants du NDC-R et leurs biens dans leurs véhicules¹³³. La déclaration suivante d'un commandant du NDC-R explique leur relation avec l'armée :

Le NDC-R n'est pas contre le gouvernement, nous sommes des révolutionnaires qui visent l'intégration dans l'armée nationale. Nous ne pouvons pas considérer l'armée comme notre ennemi - seulement les FDLR, qui sont un ennemi commun, d'où notre bonne collaboration avec les FARDC. Les autorités savent où nous sommes, elles nous rendent visite lorsque nous collaborons aux opérations anti-FDLR. Leur soutien est important, et nous pouvons aller partout où il y a des opérations contre les ennemis de l'État¹³⁴.

Malgré les fréquentes affirmations selon lesquelles le NDC-R va bientôt déposer les armes et rejoindre l'armée nationale, ils reçoivent un soutien sporadique depuis au moins trois ans.

Le NDC-R a également bénéficié de défections d'autres groupes armés qu'il combattait, dont certains issus de la communauté hutu, comme le CNRD et certains Nyatura¹³⁵. Par exemple, le 25 mai 2019, les FARDC et le NDC-R ont tendu une embuscade au CNRD - qui s'était séparé des FDLR en juin 2016, prenant environ la moitié de ses troupes et de son matériel - au nord de Masisi-centre, tuant 26 personnes¹³⁶. Guidon a ensuite été chargé par certains officiers des FARDC à Kinshasa d'approcher les dirigeants hutu locaux dans le Bashali pour solliciter un ralliement des combattants hutu au NDC-R¹³⁷. En avril 2019, le colonel Kijenga a même assisté à la cérémonie marquant la fin de l'entraînement militaire d'un groupe hétéroclite d'anciens Nyatura intégrant le NDC-R¹³⁸. La section suivante et la dernière section de ce chapitre retracera l'évolution du NDC-R au cours de 2019.

4.5 Le NDC-Rénové à Masisi : fin de partie pour les FDLR ?

Après son incursion réussie dans le sud du Lubero, le NDC-R a commencé à s'étendre dans le Masisi fin 2018. Ici, Guidon a profité d'une scission au sein de l'APCLS, un groupe armé dirigé par Janvier Karairi. Collaborant avec une faction dissidente – qui a même imité le nom de son partenaire, se faisant appeler l'APCLS-Rénové, ou Lola Hale (« voir loin » en kihunde) – les forces de Guidon ont avancé dans le nord du Masisi¹³⁹.

Basée principalement sur le territoire de l'ouest de Masisi, l'APCLS recrute dans la communauté hunde et a été un des principaux belligérants dans le Masisi au cours de la dernière décennie. Depuis 2015, les tensions se sont accrues au sein du groupe : Mapenzi Likuhe et d'autres commandants étaient mécontents du refus de Janvier d'utiliser leur influence militaire pour négocier des postes au sein des FARDC. À la mi-2018, Mapenzi a fait défection avec Buuma Poyo, le chef de la police de l'APCLS et beau-frère de Janvier.

Bien que cette agitation soit en partie due à des conflits internes - similaires à la scission du NDC en 2014 - des politiciens ont joué un rôle essentiel. Certaines élites, dont Feller Lutaichirwa, vice-gouverneur du Nord-Kivu de 2007 à 2019, Marie Shematsi, ministre provinciale de 2013 à 2018, et des hommes d'affaires locaux, ont contribué à provoquer la scission en alimentant la discorde interne¹⁴⁰.

LA FORMATION AU SEIN DU NDC-R

CAMP D'ENTRAÎNEMENT MILITAIRE PRÈS DE PINGA

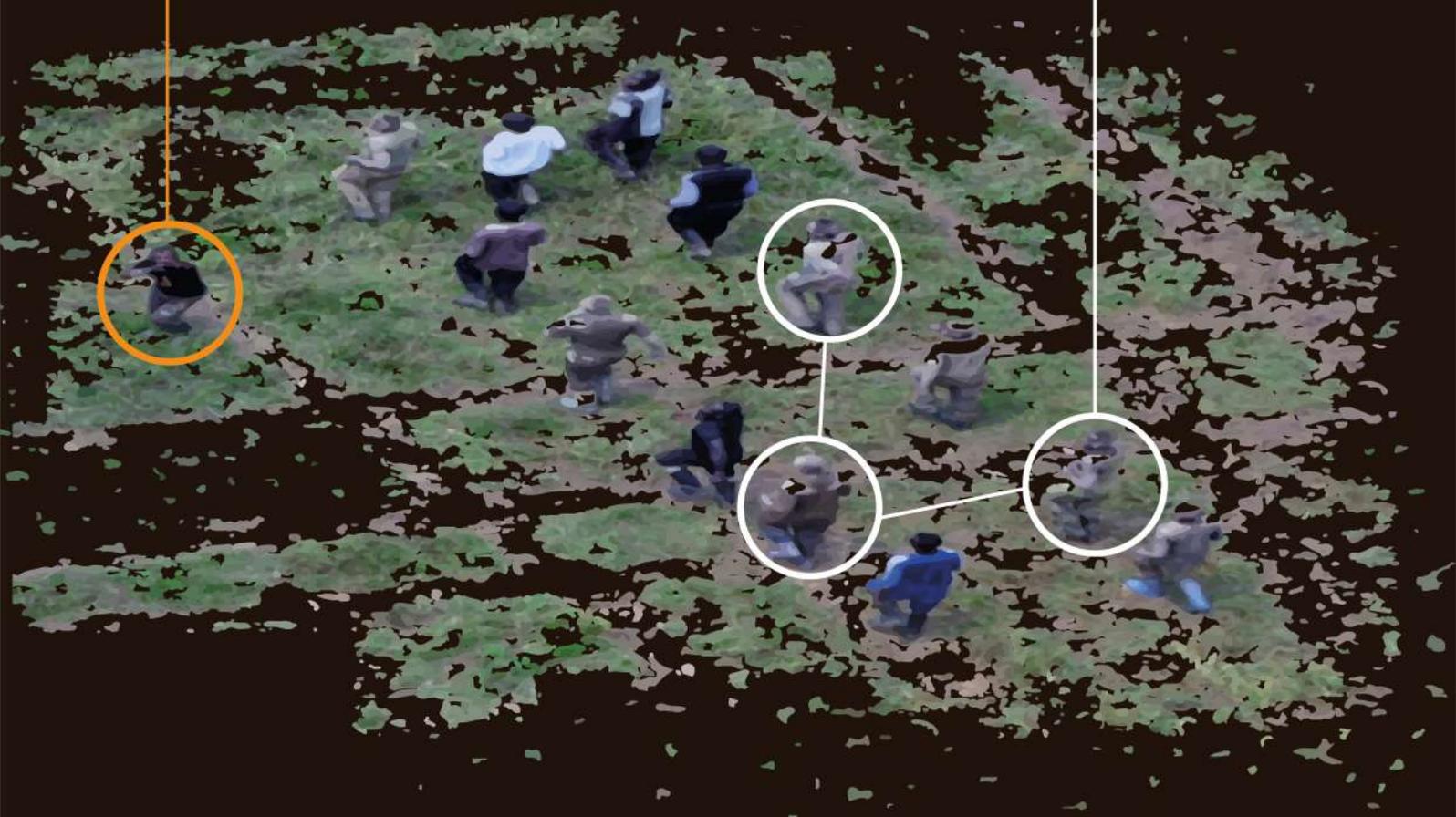
11^e secteur du NDC-R



0°59'47.89"S 28°41'17.61"E

RECRUTE

INSTRUCTEUR



Pour l'armée, avec l'armée, comme l'armée ?

Contactés par le GEC, Lutaichirwa et Shematsi ont rejeté ces allégations. Entre-temps, les officiers des FARDC ont saisi l'occasion d'affaiblir Janvier, un adversaire de longue date, en soutenant Mapenzi¹⁴¹.

Au départ, Mapenzi a établi sa base près de Lwibo, au nord des principales positions de l'APCLS. Plus tard, Mapenzi et Poyo ont rencontré Guidon à Mutongo, non loin de Lwibo. Plusieurs chefs locaux avaient précédemment approché Guidon pour lui demander de soutenir la campagne de Mapenzi contre les FDLR¹⁴². Certains officiers des FARDC ont organisé une rencontre entre la milice Lola Hale de Mapenzi et le NDC-R à Goma, qui a abouti à une alliance faisant de Mapenzi le numéro trois du NDC-R et son commandant des opérations, tandis que Poyo prenait le commandement d'une brigade, renforçant ainsi considérablement les effectifs du NDC-R dans le nord du Masisi¹⁴³.

Après avoir absorbé l'APCLS-Rénové à la fin de 2018, un NDC-R redynamisé a commencé à progresser sur la route Pinga-Mweso, se heurtant à une série de groupes armés hutu, et à tisser des relations cordiales avec certains chefs locaux¹⁴⁴. En novembre 2018, les troupes du NDC-R ont formé une brève coalition avec les Nyatura de John Love - membre de la coalition appelée Collectif des mouvements pour le changement (CMC) contre lequel elles avaient combattu en 2016 et 2017 (voir 4.2) - afin d'attaquer le CNRD, le groupe dissident des FDLR opérant autour de Kashuga et Mweso. Un commandant du CMC raconte la séquence des événements :

Les FARDC ont utilisé le NDC-R et Mazembe pour nous attaquer (CMC et FDLR) près de Ngoroba et Muriki. Le NDC-R nous a également attaqués à plusieurs reprises en descendant de Buleusa. Fin 2018, le NDC-R a pris contact et a proposé de combattre conjointement le CNRD. Nous avons accepté et les avons aidés à chasser le CNRD en janvier 2019, en cachant cette collaboration à nos alliés des FDLR. Plus tard, le NDC-R nous a demandé de combattre [les FDLR] ensemble. Guidon a approché John Love et lui a offert des armes, mais John a refusé. Nous avons ensuite affronté le NDC-R, et John Love a finalement été tué dans un complot interne¹⁴⁵.

Après avoir poussé le CNRD vers le Sud-Kivu, le NDC-R a commencé à se battre avec divers petits groupes de Nyatura dans le nord-est du Masisi, autour de Kashuga et de Mweso. En janvier, certains Nyatura dirigés par Kavumbi se sont rendus aux FARDC et ont été transportés vers la lointaine base militaire de Kamina pour rejoindre l'armée. Cependant, Mapenzi et d'autres sources ont affirmé que d'autres combattants de Kavumbi, ainsi que des déserteurs d'autres groupes Nyatura et du CNRD, avaient rejoint le NDC-R¹⁴⁶. Selon un officier supérieur du NDC-R, la portée actuelle du NDC-R à Masisi s'étend sur presque toute la moitié nord du territoire¹⁴⁷. [La carte 5](#) donne une approximation des zones d'influence de différents groupes armés dans cette région en novembre 2019.

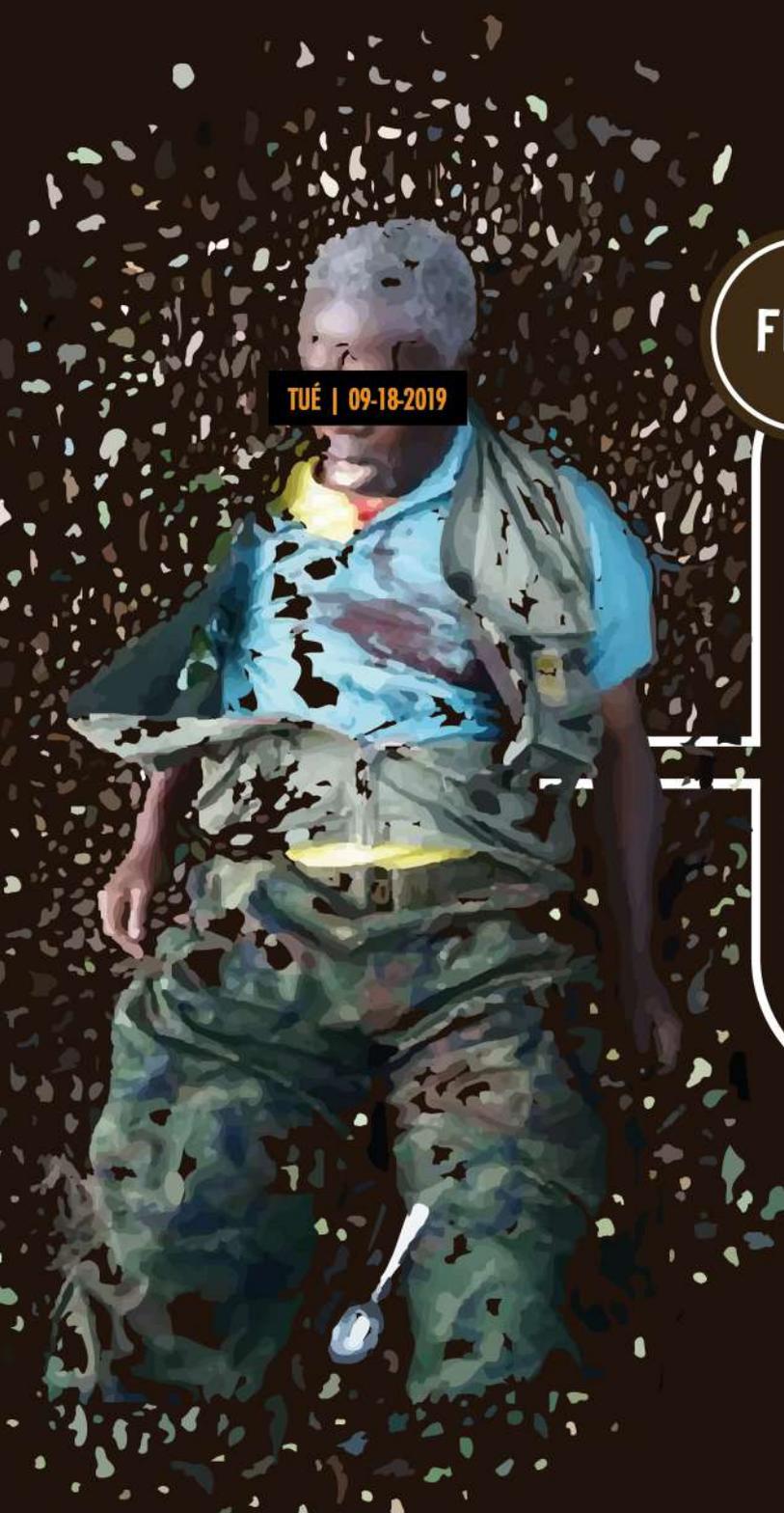
Au milieu de l'année 2019, les principaux opposants au NDC-R à Masisi étaient des groupes armés faisant partie du CMC¹⁴⁸. Cette coalition Nyatura, apparue vers 2016, inclut les groupes dirigés par Dominique Ndaruhutse Kamanzi (connu sous le nom de Domi) et feu Muhawenimana Bunombe (connu sous le nom de John Love¹⁴⁹). Le CMC comprend aussi un certain nombre de factions Nyatura plus petites, et un grand nombre de ses combattants - presque exclusivement des Hutu congolais - ont suivi une formation militaire des FDLR.

De nombreux Nyatura hors du CMC ont rejoint le NDC-R au cours de l'année 2019, malgré les attaques passées de ce dernier contre les groupes armés hutu, car il leur offrait à la fois un moyen de subsistance et la sécurité relative de vivre à proximité de leurs communautés. Se rendre aux FARDC signifie, a contrario, être transféré vers des bases militaires dans l'ouest du Congo, à plus de 1 000 km¹⁵⁰.

Tout au long de l'année 2019, le NDC-R a poursuivi cette stratégie d'avancée vers l'est en direction des bastions des FDLR dans le sud de Bwito, tout en incorporant des transfuges d'autres groupes armés. Néanmoins, cette croissance a également présenté des défis. Son expansion rapide et l'absorption de groupes armés issus de différentes communautés ethniques ont érodé une partie de sa cohésion interne.

SYLVESTRE MUDACUMURA

« GÉNÉRAL » ET CHEF MILITAIRE DES FDLR



FDLR

Qui était Sylvestre Mudacumura ?

Mudacumura était le commandant militaire général des FDLR depuis le début des années 2000. Il était l'un des rares commandants actuels des FDLR à avoir joué un rôle important dans l'ancienne armée rwandaise (FAR) pendant le génocide de 1994 - Mudacumura était major dans la garde présidentielle de Habyarimana - il était recherché depuis 25 ans. La photo de son cadavre a été la première photo publique de lui depuis deux décennies. Mudacumura représentait l'aile dure des FDLR et était un protagoniste clé dans le groupe des « nordistes », parmi les identités régionalistes rwandaises au sein des FDLR.

Malgré la formation que ces nouvelles recrues du NDC-R ont reçue - en présence d'officiers des FARDC - à Nkasa en août 2019, les unités dirigées par les Nyatura semblent être moins disciplinées sur le terrain¹⁵¹ ([voir tableau 5 pour les formations militaires du NDC-R](#)). De plus, l'un des administrateurs financiers du NDC-R aurait fait défection fin août 2019 avec une importante somme d'argent, déclenchant le non-paiement temporaire des troupes à Masisi. Depuis lors, des rumeurs concordantes ont aussi circulé sur la défection possible du numéro deux du NDC-R, Gilbert Bwira Chuo¹⁵². Sans relâche, le NDC-R a continué à étendre son territoire tout au long de 2019. Le 18 septembre 2019, la nouvelle du décès du commandant suprême des FDLR, Sylvestre Mudacumura ([voir box 10](#)), a été annoncée et attribuée par certains au NDC-R.

L'équipe de communication de Guidon a habilement géré la tempête médiatique, en ne confirmant pas, ni niant sa responsabilité. La plupart des sources disponibles conviennent maintenant que le NDC-R était engagé dans l'offensive militaire plus large qui a conduit à la mort de Mudacumura, mais qu'il n'a pas perpétré le meurtre – le coup de grâce a très probablement été porté par un des soldats de Mudacumura. La seule personne à qui le GEC a pu parler qui a confirmé avoir vu le cadavre de Mudacumura avant sa disparition a fourni un témoignage crédible selon lequel aucune trace de combat n'était visible à l'endroit où le chef des FDLR est mort¹⁵³.

Le rôle du NDC-R en tant que force supplétive des FARDC a coïncidé avec un effort plus important pour démanteler les FDLR, ses groupes dissidents tels que le CNRD et le RUD-Urunana ainsi que leurs réseaux respectifs. Alors que le NDC-R a mené l'essentiel des combats contre les alliés des FDLR, l'armée congolaise a lancé une série d'opérations ciblées dans le Nord et le Sud-Kivu - impliquant de petits détachements rotatifs des forces spéciales rwandaises. De caractère intermittent, ces opérations ont commencé depuis début 2019. Le GEC a triangulé des témoignages fiables confirmant cette collaboration, notamment des observateurs locaux des membres des armées congolaises et rwandaises et des sources proches de ces armées. Au Sud-Kivu, les opérations ont conduit à la dispersion et à la capture de combattants, d'officiers et de dépendants civils du CNRD, et à la disparition du chef du CNRD, Laurent Ndagijimana alias Wilson Irategeka ou Lumbago, dont le sort n'est toujours pas clair. Au Nord-Kivu, des exemples notables incluent la pression militaire menant à la mort de Mudacumura en septembre 2019 et à l'assassinat de Juvénal Musabyimana alias Jean-Michel Africa, ancien commandant du RUD-Urunana, en novembre 2019¹⁵⁴.

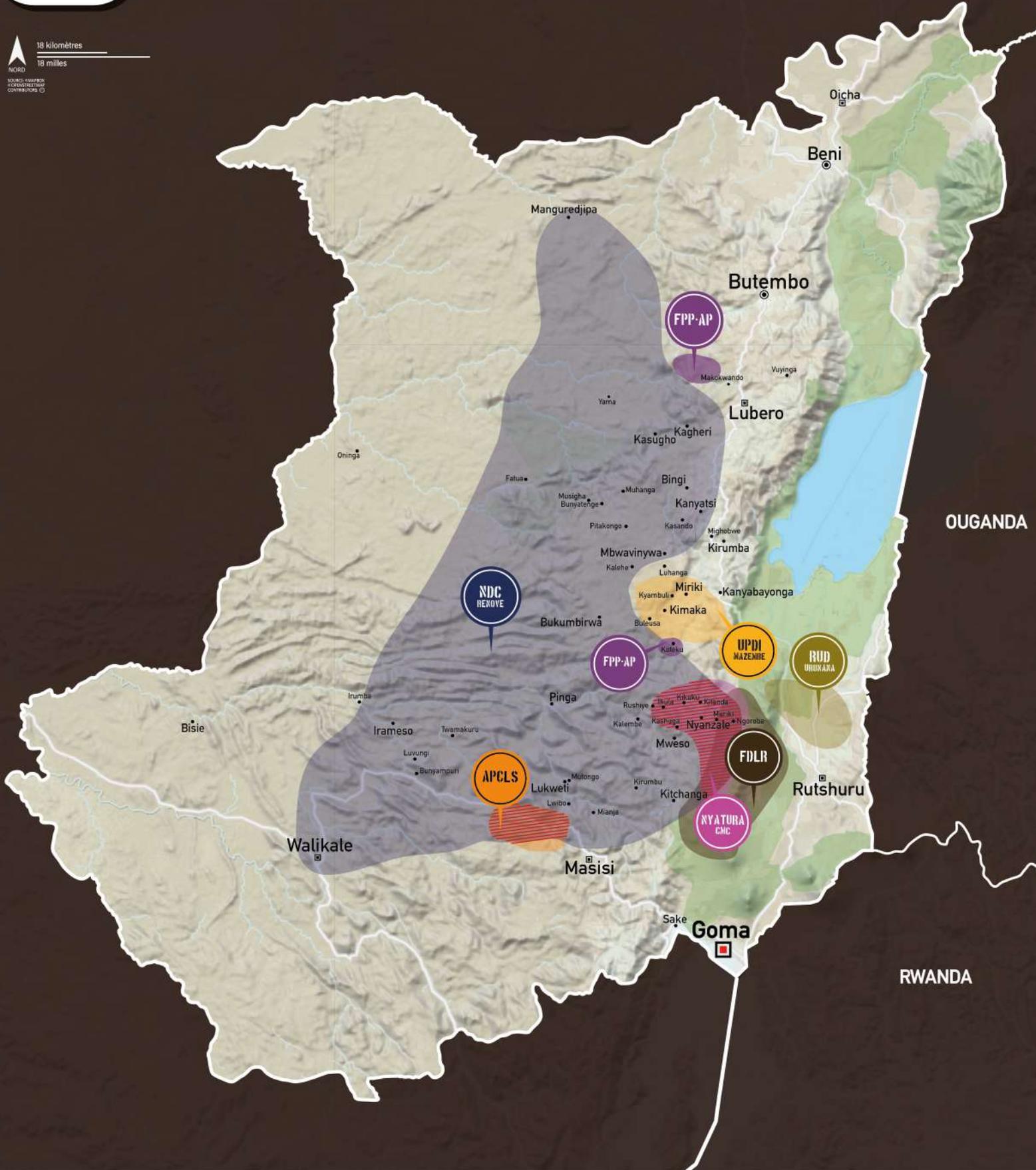
La mort de Mudacumura a été suivie de brefs revirements sur le champ de bataille, le CMC ayant pu infliger une série de pertes à un NDC-R jusqu'alors imbattable. Vers le 12 novembre 2019, le NDC-R - soutenu par les FARDC et des Nyatura hors du CMC - a pénétré une seconde fois dans la chefferie Bwito pour attaquer le CMC. Opérant sur plusieurs fronts, le NDC-R a forcé le successeur de John Love, Nzeyimana Heri, à se rendre aux troupes de l'ONU et a délogé Domi de Bukombo. De fréquents affrontements se sont poursuivis tout au long du mois de décembre et jusqu'en janvier 2020. Bien qu'ils aient entraîné des pertes des deux côtés, le nombre important de redditions de combattants du CMC et l'installation temporaire du NDC-R dans l'ancien fief du CMC autour de Bukombo suggèrent que le NDC-R a pris le dessus. Néanmoins, des troupes de l'APCLS et du CMC ont été capables de continuer leurs attaques sur des positions NDC-R dans le nord du Masisi en début 2020.

GROUPES ARMÉS EN 2020

ZONES D'INFLUENCE SELON LES DONNÉES DU GEC



18 kilomètres
18 milles



UGANDA

RWANDA



NDC-R
Nduma Defense of Congo-Renové



APCLS
Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain



RUD-URUNANA
Rassemblement unité et démocratie



FDLR
Forces démocratiques de libération du Rwanda



UPDI/MAZEMBE
Union patriotique pour la défense des innocents



NYATURA CMC
Collectif des mouvements pour le changement



FPP-AP
Force patriotique pour la paix/Armée du peuple



ZONES
où le contrôle des groupes armés se chevauche et où il est ouvertement contesté

Pour l'armée, avec l'armée, comme l'armée ?

Entre-temps, depuis début décembre 2019, Guidon avait rallié les chefs d'autres groupes armés pour les fédérer autour du NDC-R. Le GEC est en possession de vidéos dans lesquelles Guidon annonce sa nouvelle coalition du Réseau des patriotes résistants congolais (RPRC) et confirme l'adhésion de l'UPDI-Mazembe. Peu de preuves solides existent à ce jour pour les autres groupes armés cités comme membres du RPRC, notamment les Maï-Maï Simba et Kifuafua. Et des rumeurs persistent concernant une scission imminente entre les principaux dirigeants du NDC-R, Bwira et Mapenzi étant alternativement désignés comme potentiels comploteurs contre Guidon.

5. Guerre par procuration, gouvernance expérimentale et autorité extractive

Après cinq ans d'existence, le NDC-R est devenu l'un des groupes armés les plus redoutables de l'est du Congo. Trois facteurs peuvent expliquer son expansion et son succès spectaculaire : la sous-traitance de la contre-insurrection par les FARDC, une organisation relativement sophistiquée et multiethnique, et sa capacité à exploiter à la fois revendications et ressources locales.

5.1 Guerre par procuration et alliances : transactions, cooptation et opérations parallèles

Depuis que Kinshasa a décidé d'attaquer sérieusement les FDLR en 2015, l'armée a utilisé différentes alliances et mené des offensives par procuration. Cependant, aucune n'a été aussi organisée et réussie que sa collaboration avec le NDC-R. Celle-ci était visible lors des opérations du NDC-R dans le sud du Lubero et est devenue plus évidente à mesure que Guidon progressait dans le nord du Masisi¹⁵⁵. Une telle stratégie n'est pas inhabituelle pour l'armée congolaise. Au cours des 25 dernières années de conflit dans l'est du Congo, les principaux belligérants ont tous cherché à étendre leur pouvoir par le biais d'alliances et de procurations. Bien qu'entre 1996 et 2013, les pays de la région ont joué un rôle crucial, les FARDC sont devenues depuis la plus importante source de soutien aux groupes armés.

Ce soutien a été essentiel pour l'évolution du NDC-R, même si les officiers des FARDC ont souvent nié toute collaboration. Certains officiers des FARDC l'ont toutefois admis en privé - en particulier sous la forme d'appui en munitions pour armes légères¹⁵⁶ ([voir tableau 6](#)). Un ancien haut responsable du renseignement militaire l'a formulé de façon diplomatique : « Ce ne sont pas des opérations conjointes, ce sont des opérations parallèles¹⁵⁷. » Du côté du NDC-R, la prudence est moins grande. Le témoignage suivant d'un combattant du NDC-R l'illustre :

Nous n'avons pas eu de conflit avec les FARDC, car « biko wazazi yetu » (ce sont nos parents). Parfois, nous avons des « remise-reprises » (changement de garde) avec des unités de l'armée sur certaines positions. Nous avons aussi des accords sur qui prend quelle position. Lorsque nous rencontrons des unités des FARDC, nous traînons avec aisance et prenons des verres ensemble. Nous pouvons passer les zones FARDC avec nos armes. Lorsque nous avons combattu le CMC/FDLR et que nous manquions de munitions, les FARDC nous aidaient. Pareil lors de nos opérations contre le CNRD¹⁵⁸.

Le groupe de Guidon a bénéficié de fournitures et d'un soutien matériel, d'un pacte de non-agression et de complicités dans divers rackets de taxation, dont certains sont des « co-entreprises » avec des commandants FARDC. À quelques rares exceptions près, comme les affrontements de Kagheri et Kasugho en août 2018 - déclenchés par la conviction du NDC-R que les troupes des FARDC incitaient la population locale à résister à ses taxes jetons (voir ci-dessous), les deux forces étant également en concurrence pour les mines d'or de la zone¹⁵⁹ – aucun affrontement n'a été signalé entre l'armée et les troupes de Guidon¹⁶⁰.

Cette collaboration repose souvent sur des relations personnelles entre les officiers de l'armée et les commandants du NDC (devenu NDC-R), qui impliquent souvent des rackets conjoints. Au cours de la phase initiale autour de 2011, le NDC s'est appuyé sur des réseaux d'anciens officiers intégrés du CNDP autour de Bosco Ntaganda, notamment les colonels Bahame et Kijenga, qui ont fourni des soutiens via la milice d'Erasto Ntiburana dans le nord du Masisi¹⁶¹. En outre, le NDC avait des liens avec des officiers de Walikale, tels que Kasikila, Bindu et d'autres, mais aussi possiblement avec des commandants de haut niveau de l'armée, même si le GEC n'a pas pu obtenir de preuve définitive¹⁶². Lorsque Guidon s'est séparé de Sheka, un certain nombre d'officiers des FARDC basés à Walikale ont soutenu la création du NDC-R, tout comme des officiers des FARDC ont contribué à susciter une dissidence au sein de l'APCLS par la suite¹⁶³.

Pour chacun de ces officiers, le GEC a obtenu au moins trois témoignages indépendants et fiables de soutien et, dans certains cas, beaucoup plus. Au total, sur les 90 entretiens qui soutiennent ce rapport, 29 sources ayant une connaissance directe ont témoigné du soutien de l'armée congolaise au NDC-R de multiples façons et par différents intermédiaires. Le GEC a contacté le gouvernement congolais au sujet de principales allégations mais n'avait pas encore reçu de réponse au moment de la publication.

Pourquoi les FARDC soutiennent-elles le NDC-R, malgré les risques qui y sont associés ? Il semble y avoir plusieurs raisons. Paradoxalement, les mandataires armés peuvent être plus faciles à contrôler que les unités des FARDC elles-mêmes, ce qui permet aux officiers des FARDC de projeter des forces dans des zones difficiles d'accès. Les FARDC actuelles sont un amalgame d'anciens belligérants qui ont participé à la transition de 2003 à 2006, ainsi que des groupes qui ont depuis été intégrés en son sein. Il en résulte un mélange de différentes chaînes de commandement et de loyauté. En outre, l'armée congolaise dispose de ressources limitées - elle est la troisième plus grande armée d'Afrique subsaharienne, mais se classe au 38e rang en termes de dépenses militaires¹⁶⁴.

Le manque de moyens est accentué par la corruption et la désorganisation. Les bataillons sont souvent en sous-effectif par rapport aux listes officielles, les salaires arrivent rarement à temps sur le front, et les commandants sur le terrain se plaignent fréquemment de détournements des fonds opérationnels. De plus, les commandants des FARDC se méfient souvent de leurs propres unités, à moins qu'elles ne fassent partie de leurs chaînes de commandement parallèles respectives. Au niveau des troupes, la qualité du leadership militaire varie selon les commandants, et le moral est compromis par des problèmes logistiques - en particulier pour les unités déployées loin des centres urbains. Ceci est au moins en partie intentionnel de la part du gouvernement et des hauts gradés militaires, car une armée plus forte peut mettre en danger leur survie. Une armée fragmentée est plus facile à contrôler. Le recours à la guerre par procuration est également une source de revenus pour les officiers de l'armée, qui peuvent tirer des profits substantiels du commerce illégal de minerais et d'autres biens (voir 5.3).

DÉTOURNEMENT DE STOCKS DE L'ARMÉE

MUNITIONS FARDC TROUVÉES EN 2019 À MASHANGO



0°42'0.41"S 28°53'59.94"E

Désignation du produit : Cartouche ordinaire 7,62 x 39 mm, type 56
(munition standard AK47)

Nom du bénéficiaire : MDNAC-R/RDC
(Ministère de la défense de la RDC)

Numéro de série : 20170223/FP/CK/MOD/GDW

Au cours des entretiens, trois sources (dont FARDC et CMC) confirment la découverte d'une boîte de munitions. La boîte a des tampons sur deux côtés. Elle a été abandonnée par le NDC-R dans la localité de Mashango, groupement de Bukombo (chefferie de Bwito, Rutshuru) après des affrontements opposant le NDC-R au CMC.

Désignation du produit: Cartouche ordinaire 7,62x39mm type 56
Nom du destinataire: MDNAC-R/RDC
Numero du central: 20170223/FP/CK/MOD/GDW

L'utilisation d'un tel système de procuration permet donc d'accroître l'efficacité et de réduire les coûts. Cependant, si cette stratégie a réussi à infliger une série de défaites aux FDLR, elle a eu des effets secondaires dangereux, exacerbant les violences à caractère ethnique. D'un côté du champ de bataille se trouvait une série de milices dominées par les Nyanga, les Nande et les Kobo, qui affrontaient les FDLR et leurs milices satellites, toutes enracinées dans la communauté hutu congolaise. Cette situation a engendré un cycle de violence brutale qui a entraîné la mort de centaines de civils. Cette approche a également érodé la légitimité du gouvernement. Le manque de présence et d'action des FARDC dans ces zones a progressivement sapé l'autorité de l'État. De plus, comme d'autres forces supplétives, le NDC-R a commencé à développer ses propres intérêts et ambitions qui pourraient ne pas rester alignés sur ceux des dirigeants des FARDC à long terme. Cela pourrait finalement contraindre les FARDC à affronter un ancien allié, avec le risque de subir des pertes engendrées par ses propres munitions, ou à chercher un autre supplétif pour contrer ses anciens partenaires.

Les allégations de collaboration entre le gouvernement rwandais et le NDC-R ont été plus difficiles à confirmer. Jusqu'à récemment, le porte-parole du NDC-R vivait à Gisenyi et a déclaré au GEC qu'il n'avait jamais eu de difficultés à communiquer avec les dirigeants du mouvement sur le terrain. Comme d'autres personnalités du NDC-R, il s'est également vanté d'effectuer des voyages réguliers à Kinshasa et d'organiser des réunions du NDC-R au Rwanda¹⁶⁵. Bien que nous n'ayons pas pu vérifier cette affirmation, trois sources ont spécifiquement affirmé que le Rwanda aurait aussi fourni un soutien matériel au NDC-R via les FARDC¹⁶⁶. Comme de nombreuses autres sources ont fourni des descriptions d'un soutien des FARDC au NDC-R acheminé par des unités dirigées par des officiers parlant le kinyarwanda, il n'est pas certain que Guidon ait reçu un quelconque soutien étranger direct. Un commandant supérieur du NDC-R a décrit les relations avec le Rwanda comme suit :

Aujourd'hui, nous avons un soutien matériel (armes et munitions) des FARDC et nous collaborons bien avec les Rwandais - en fait, notre porte-parole vit au Rwanda pour sa sécurité. Les FARDC nous utilisent dans le cadre de leurs opérations. Nous ne recevons pas d'argent, mais plutôt un soutien logistique par le biais du régiment FARDC de Kitchanga. Nous sommes des alliés¹⁶⁷.

Le Rwanda a une longue histoire de soutien aux groupes armés dans l'est du Congo¹⁶⁸. Si ses efforts se sont généralement concentrés sur les groupes ayant des racines dans la communauté rwandophone, ils ont également eu des contacts périodiques avec d'autres groupes pour tenter de maintenir leur influence dans la région, de recueillir des renseignements et de mener des frappes ciblées - en particulier contre les FDLR.

5.2 Gouvernance, légitimité et idéologie au sein du NDC-Rénové

Comme pour l'armée congolaise elle-même, il serait erroné de considérer le NDC-R comme une entreprise purement militaire. Les objectifs des groupes armés, leurs alliances et leurs relations avec les communautés locales sont profondément façonnés par la dynamique sociale et économique des zones où ils émergent et opèrent. Dans l'est du Congo, la résistance armée a tendance à être façonnée en tant que résistance contre les « gens de l'extérieur », qui peuvent être le gouvernement central ou un groupe armé rival, les membres de la communauté rwandophone étant souvent appelés à jouer ce rôle. Néanmoins, les groupes armés rejettent rarement l'idée d'une gouvernance de type étatique ou la légitimité globale d'un État congolais. Cela les conduit à imiter les pratiques de l'État, telles que celles décrites dans la section 5.3 sur la fiscalité et la taxation.

Pour l'armée, avec l'armée, comme l'armée ?

Par rapport à la plupart des autres groupes armés dans l'est du Congo, le NDC-R a réussi à mettre en place des structures de gouvernance locale, ce qui lui a permis de gagner en légitimité (au moins aux yeux d'une partie de la population) et de mieux communiquer ses objectifs. Le pilier de cette gouvernance a été sa cohésion militaire, qui - malgré les tensions décrites ci-dessus - est restée remarquablement intacte malgré son expansion territoriale et l'absorption d'autres groupes armés d'origines diverses. Au fur et à mesure de sa croissance, il a élaboré un ensemble de documents de gouvernance, dont un cahier des charges, décrivant son orientation politique sur les questions clés. Nombre de ses revendications officielles sont liées à la « mauvaise gouvernance » de Sheka avant la défection de Guidon. Ce dernier l'a déclaré à un groupe local de défense des droits de l'homme dans un entretien :

Sheka m'a négligé, malgré les bons conseils que je lui ai donnés. D'autres officiers l'ont accusé de beaucoup de choses - détournement de fonds, retards de salaire, comportement déviant, mauvaise gestion. Ces mêmes officiers m'ont choisi pour diriger le NDC-R, bien que je n'aie pas assisté à la réunion de Twamakuru, car j'étais à Irumba. Le 30 juillet 2014, ils m'ont nommé commandant du NDC-R. Le NDC-R ne considère pas les FARDC comme un ennemi, ni le gouvernement dans son ensemble. Nous collaborons bien avec les autorités et l'armée, mais ils ne nous fournissent pas de matériel. Notre objectif final est de rejoindre les FARDC tout en tenant compte de nos revendications¹⁶⁹.

Une grande partie de l'identité du groupe est enveloppée dans des récits d'autodéfense au nom des communautés indigènes contre les FDLR. Alors que dans ses interactions avec ses troupes, Guidon a justifié la scission et la création de son mouvement par les échecs de Sheka, la légitimité externe du NDC-R était basée sur sa campagne contre les FDLR. L'utilisation des sentiments anti-rwandais est typique de nombreux groupes armés congolais, mais le NDC-R est - à l'exception des groupes Raia Mutomboki, beaucoup moins structurés - l'un des rares acteurs à avoir su faire correspondre sa rhétorique à une action.

Nous pouvons donc observer différents types de justification : à Walikale, le groupe met l'accent sur ses racines indigènes au sein de la communauté nyanga, tandis qu'en dehors de son territoire, le sentiment anti-rwandais domine. Cette citation d'un combattant résume parfaitement l'idéologie du NDC-R :

L'idéologie consiste à combattre les FDLR et leurs alliés qui violent les membres des communautés du Nord-Kivu, et à protéger nos communautés. En outre, nous nous battons pour que Walikale soit entendu aux niveaux provincial et national. Les richesses de Walikale devraient aider Walikale à se développer¹⁷⁰.

Malgré cette noble rhétorique, le groupe fait preuve d'autoritarisme envers les populations locales, en particulier lors des phases de conquête où un nouvel ordre doit être établi. Les membres dirigeants du NDC-R ont tenté d'expliquer cette violence en déclarant qu'au début de leur expansion dans le Lubero, un code de conduite n'avait pas encore été finalisé, l'un d'entre eux avouant que « le pillage était la base de nos revenus¹⁷¹ ». Par la suite, la mise en place du système de taxation à travers les jetons et des monopoles autour des zones minières a créé des sources de revenus plus stables et moins violentes. Ce système a permis au NDC-R de déplacer son centre opérationnel de Lubero à Masisi sans perdre son emprise dans les zones où l'autorité était déjà établie¹⁷².

Dans la plupart des régions où le NDC-R opère, des institutions de l'État restent présentes. Souvent, l'autorité locale se négocie entre rebelles et chefs locaux, fonctionnaires et d'autres institutions de l'État¹⁷³. Par exemple, à l'approche des élections de 2018, le NDC-R a arrêté un agent de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) à Walikale, car le NDC-R et les autorités locales n'étaient pas d'accord sur le lieu où les électeurs devaient s'inscrire¹⁷⁴.

GENRE, FAMILLE ET VIOLENCE

DYNAMIQUES SOCIALES AU SEIN DU NDC-R

NDC
RENOVE

Genre et dynamique familiale au sein du NDC-R¹⁷⁵

Bien qu'il n'y ait pas de figure féminine connue au sein du haut commandement du NDC-R, les femmes occupent des rôles importants. Comme dans de nombreux groupes armés, elles sont impliquées dans les activités économiques, comme la vente d'alcool et de tabac dans les mines contrôlées par le groupe. Au quartier général d'Irameso, on dénombre plusieurs femmes commandantes dans les rangs intermédiaires. De nombreux combattants du NDC sont polygames et ont plusieurs épouses et familles ; les membres de la famille travaillent souvent à la préparation de la nourriture ou au transport des marchandises. Le NDC-R prétend avoir une politique claire en matière de violence basée sur le genre, mais celle-ci n'est pas toujours pleinement respectée, comme l'explique la PNC locale sous les ordres du NDC-R¹⁷⁶. Au lieu de punir le coupable, les commandants offrent souvent une compensation aux familles des victimes de viol. Lors d'un cas de viol par un officier du NDC-R, début août 2019 près de Muhanga, la population s'est faite justice et l'a tué¹⁷⁷. Le GEC a également reçu de nombreuses informations sur des mariages forcés, y compris de jeunes filles mineures, et dans un cas, le colonel Ushindi du NDC-R aurait menacé de tuer une femme à Mweso si elle refusait de l'épouser¹⁷⁸.

Guidon et d'autres dirigeants du NDC-R ont organisé des réunions publiques avec les chefs et les administrateurs locaux, montrant clairement que le groupe armé est en fin de compte responsable, comme lors d'une réunion avec les autorités locales dans le nord du Masisi début 2019. Le NDC-R a forcé les officiers de police et les fonctionnaires judiciaires locaux à lui rendre des comptes et lui céder les prérogatives fiscales. Il dispose de ses propres unités de police, même si leur origine (nouvelles recrues ou personnel de la PNC coopté) n'est pas claire.

Dans les cas où la loi congolaise est violée - le NDC-R prétend respecter la Constitution et le code pénal congolais - il peut envoyer les contrevenants aux acteurs gouvernementaux. Il s'agit notamment des FARDC ou de la PNC dans les zones limitrophes du territoire du NDC-R, ou des tribunaux coutumiers et des tribunaux étatiques locaux connus sous le nom de « tribunaux de paix ». Mais le NDC-R s'occupe lui-même des autres affaires. Dans le sud du Lubero, il gère la plupart des centres de détention, qui sont souvent des structures improvisées¹⁷⁹. Ces dispositions en matière de gouvernance locale varient considérablement et semblent en partie dépendre de la personnalité ou de l'autorité du commandant local.

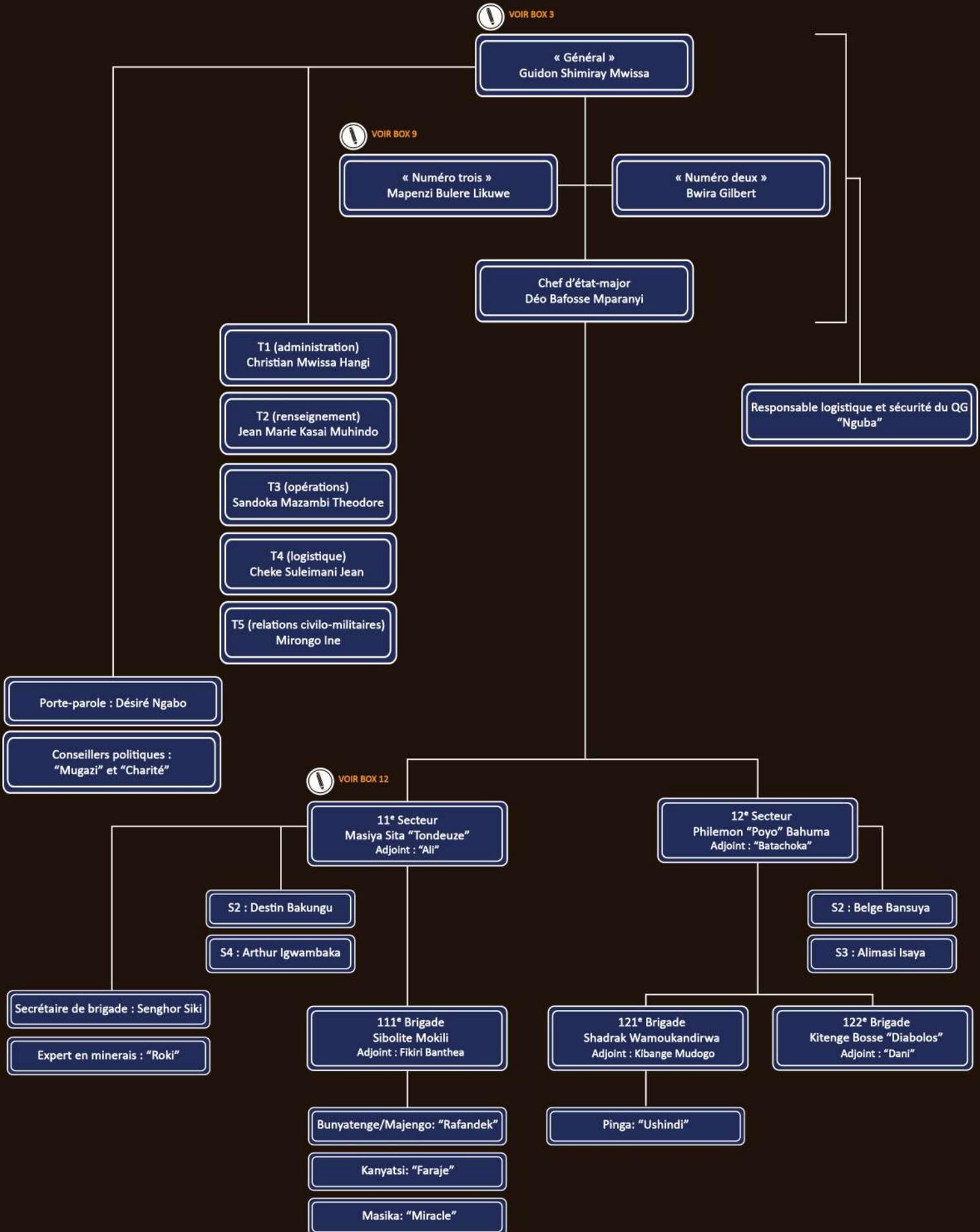
Le NDC-R a une approche tout aussi nuancée dans sa propre organisation interne. Il maintient un degré de différenciation relativement élevé, avec des hiérarchies et des responsabilités militaires claires ([voir tableau 7](#)). Cela a rendu le groupe plus efficace, lui a permis d'acquérir un territoire beaucoup plus vaste que d'autres milices, et a produit un certain degré de soutien populaire étant donné sa capacité à contrôler et sécuriser efficacement des zones, bien que les méconduites disciplinaires de certains de ses membres soient courantes. Selon les officiers supérieurs, les recrues sont tenues de signer un acte d'engagement, adhérant aux objectifs et aux règles du mouvement, mais offrant également une possibilité de déni de responsabilité aux dirigeants en cas de méfaits individuels. Cet acte est lié au code de conduite, qui, selon les membres du NDC-R, était encore en cours de finalisation fin 2019¹⁸⁰.

Le partage des revenus est essentiel à sa cohésion interne, comme le souligne la scission entre le NDC et le NDC-R. Le NDC-R centralise la plupart des recettes avant d'envoyer les salaires et les fonds opérationnels à ses unités. En cas d'urgence, les commandants peuvent demander la permission d'utiliser directement les revenus - par exemple pour acheter des munitions aux commandants des FARDC. Avant que Sheka et Guidon ne se séparent, les officiers supérieurs recevaient 150 000 FC par mois (environ 90 USD) et étaient autorisés à exercer un monopole du commerce de détail de certaines marchandises. Le NDC-R a temporairement doublé les salaires des officiers supérieurs, mais les a ensuite réduits à 120 000 FC (75 USD), auxquels s'ajoutent des avantages tels que le contrôle de secteurs spécifiques du commerce local. Les membres de la base reçoivent entre 10 000 FC et 40 000 FC (6 à 25 USD) chaque mois¹⁸¹. Bien que certaines sources affirment que ces salaires sont souvent versés en retard, leur existence est inhabituelle pour les groupes armés dans l'est du Congo.



HIERARCHIE MILITAIRE DU NDC-R

BASÉE SUR LES RECHERCHES ET ENTRETIENS DU GEC



Pour l'armée, avec l'armée, comme l'armée ?

Le système de revenus et de salaires du NDC-R repose sur une branche administrative distincte au sein du groupe. En collaboration avec le chef de l'administration générale du mouvement, le colonel Mwissa Hangi, et avec l'autorisation finale de Guidon Shimiray, les agents fiscaux des « brigades » et des « secteurs » organisent la collecte et la redistribution des impôts par l'intermédiaire des commandants de bas niveau du NDC-R et des autorités locales cooptées. Le coordinateur financier global reçoit toutes les recettes et, après approbation de Guidon, répartit les dépenses de chaque brigade. Ces administrateurs gèrent également le système des jetons expliqué ci-dessous.

Le caractère multiethnique du NDC-R le distingue des groupes armés congolais, qui recrutent généralement au sein d'une seule communauté ethnique. Bien qu'il ait commencé comme un groupe essentiellement nyanga, sa composition interne a changé au fur et à mesure de sa croissance, intégrant des officiers hutu tels que Batachoka, Kobo comme Tondeuze, et des officiers hunde comme Mapenzi ou Poyo. Cela est dû en partie à sa popularité reposant sur la lutte contre les FDLR et le rétablissement d'une autorité locale « autochtone », en plus de sa politique d'intégration d'autres groupes armés. Ces deux facteurs ont contribué à attirer les combattants hunde et nande, en particulier les troupes de l'APCLS sous Mapenzi et de l'UPDI. Lors de sa dernière expansion dans le nord du Masisi, le NDC-R a également réussi à recruter parmi plusieurs groupes Nyatura grâce à un mélange de motivations financières et de pression militaire.

5.3 Affaires, fiscalité et monopoles : "À chaque repas, on exige la sauce de la poule"¹⁸²

Le NDC-R taxe la plupart des activités économiques dans la zone qu'il contrôle et a encouragé l'émergence de monopoles commerciaux pour faciliter la collecte des recettes. Dans plusieurs de ces entreprises, le groupe s'associe à d'autres acteurs - notamment les autorités locales, d'autres groupes armés et des unités de l'armée nationale. Guidon (lui-même ancien officier des FARDC) et certains de ses principaux collaborateurs ont établi et maintenu des liens étroits avec des commandants de l'armée ; certains de ces liens semblent être ancrés dans des intérêts économiques. Ces arrangements sont loin d'être inédits. Avant Sukola II, les FARDC utilisaient par exemple les FDLR de la même manière - notamment dans le commerce lucratif du charbon de bois autour de Goma, comme le rapportent plusieurs rapports du Groupe d'experts des Nations unies¹⁸³.

Jetons, efforts de guerre et rations militaires

Sur l'ensemble du territoire qu'il contrôle, le NDC-R s'est détaché d'une entreprise économique purement axée sur les ressources : il a mis en place un racket fiscal sophistiqué en professionnalisant le système bien connu de taxation par le jeton appliqué par de nombreux groupes armés. Les civils âgés de 15 à 59 ans doivent acheter un jeton – un reçu fiscal - pour 1000 francs congolais (0,6 USD) chaque mois, puis conserver ce petit reçu pour prouver qu'ils ont payé. Les véhicules (30 000 francs congolais, 19 USD) et les transporteurs de marchandises telles que la viande, doivent payer davantage. En cas de non-paiement, des amendes de 10 000 FC (6 USD) ou plus s'appliquent, ainsi que des détentions et des chatiments corporels. Le NDC-R recueille ces taxes dans la plupart des zones sous son contrôle.

Les combattants vérifient la présence de jetons - dans certains endroits appelés « carte mémoire » - soit de manière aléatoire, soit aux barrages routiers. Chaque jeton n'est valable que pour une zone et une période

spécifique. Les commerçants doivent s'enregistrer auprès du NDC-R et payer une partie de leurs bénéfices ou des taxes fixes pour pouvoir opérer. Les jetons sont produits de manière centralisée sous la supervision de Guidon, mais ils sont ensuite distribués et collectés de manière décentralisée¹⁸⁴. La collecte des recettes est organisée au niveau des commandants locaux à la fin du mois, qui émettent et reprennent souvent les jetons par le biais de chefs locaux¹⁸⁵. Comme chez d'autres groupes armés de l'est du Congo, chaque jeton porte une date et un timbre. Jusqu'en juillet 2019, le NDC-R a exempté les enseignants, les élèves et les employés de l'État, mais il est depuis revenu sur cette exemption. La perception des impôts entraîne parfois des abus et des violations des droits de l'homme. Par exemple, en juillet 2019, un enseignant a été tué à Muhanga alors qu'il refusait de payer. En représailles, le combattant du NDC-R responsable a été brûlé vif par la population¹⁸⁶.

Avant et après les opérations militaires, le NDC-R collecte des contributions pour motiver les combattants ou acheter des munitions. Les populations locales doivent livrer des denrées alimentaires aux unités du NDC-R basées dans leur voisinage. Les grandes fermes ou ranchs, peu nombreux dans leur zone de contrôle, paient des taxes forfaitaires afin de pouvoir opérer sans embuscades ni intimidations¹⁸⁷. De temps en temps, les rebelles imposent une taxe de « fonds de guerre » (appelée mukongoro, « collecte »), qui peut aller de 3 000 à 6 000 FC (1,8-3,6 USD). Cette taxe - et le jeton qui l'accompagne - ne remplace pas la taxe mensuelle ordinaire. Chaque famille du territoire du NDC-R est invitée à verser une ration hebdomadaire de denrées alimentaires (telles que la farine de maïs et de manioc) au nyumbakumi, la plus petite unité administrative de chaque village¹⁸⁸. Les chefs coutumiers collectent également des marchandises telles que de l'huile, du savon ou du sel auprès des commerçants locaux et les livrent ensuite au commandant local du NDC-R. Les mineurs artisanaux paient une taxe de 7 000 FC (4,30 USD) par mois¹⁸⁹.

Cette collecte des revenus des jetons et des mukongoro a permis au NDC-R de payer régulièrement les combattants, faisant du groupe un employeur plus attractif que d'autres milices, où les salaires sont souvent versés rarement et irrégulièrement, ce qui favorise les pillages et abus commis par certains combattants.



L'or et les autres opérations minières

Le NDC-R a récupéré la plupart de précédentes exploitations minières de Sheka à Walikale, et son expansion dans le sud du Lubero lui a permis d'accéder aux nombreuses mines d'or artisanales de la zone de Kasugho et Kagheri¹⁹⁰. De plus, il contrôle et taxe l'approvisionnement en nourriture et en biens ménagers de nombreux travailleurs et creuseurs de la région. Avant l'arrivée du NDC-R en 2015 et l'émergence de Mazembe, la région de Kasugho a été contrôlée par les FDLR et les FARDC pendant plus d'une décennie.

Dans ces zones minières, les institutions de l'État sont souvent présentes, mais trop faibles pour résister aux groupes armés tels que le NDC-R. Des documents confidentiels des Nations unies suggèrent également que dans d'autres endroits, comme Vuyinga et Makokwando, le contrôle minier est partagé entre le NDC-R et les FARDC.

Les mineurs artisanaux des zones contrôlées par le NDC-R paient des impôts en fonction de leur production et de leurs revenus. Selon une source de la société civile, le groupe contrôle plus d'une centaine de sites miniers dans la seule région de Walikale¹⁹¹. Une comparaison de la cartographie des mines artisanales dans l'est du Congo établie par l'International Peace Information Service (IPIS) suggère qu'au moins 40 à 50 sites miniers connus sont à la portée du groupe¹⁹². Dans la mine de Musigha (Lubero), par exemple, un chef local doit payer 5 grammes d'or par mois, alors que les mineurs paient l'équivalent d'environ 10 000 FC (6 USD) en or. Le non-paiement des taxes peut entraîner des amendes allant de 5 à 15 grammes d'or. Dans d'autres mines, il existe également des taxes mensuelles, souvent désignées par des euphémismes tels que « ration » ou « sabuni » (le savon). En général, ces taxes sont perçues vers la fin du mois. Elles s'élèvent à 1,5 tiges, une unité de mesure locale qui vaut environ 10 000 FC (6 USD).

Le NDC-R impose également d'autres paiements ou restrictions. Les mineurs et les commerçants locaux doivent s'enregistrer par le biais d'un système qui ressemble à celui mis en place par les agences gouvernementales, et obtenir des permis d'exploitation et de commerce. En outre, le NDC-R contrôle les intermédiaires qui rachètent la production d'or aux mineurs. Le groupe exige aussi des « permis de commerce » pour les autres entrepreneurs de la région, tels que les commerçants de denrées alimentaires et d'autres marchandises.

Les mines d'or dans la zone contrôlée par le NDC-R comprennent Kitowa, Fatua, Oninga, Yama, Kanaana et Makokwando - certaines étant situées à plusieurs jours de marche de la route principale. Des milliers de mineurs sont impliqués dans l'exploitation alluviale et artisanale, principalement le long des rivières Tayna et Lubero. Les visites des différentes zones minières peuvent révéler des endroits reculés où la violence est monnaie courante et les profits parfois extrêmement élevés. À Musigha, par exemple, 32 kg d'or sont produits chaque mois, représentant environ 15 000 USD sur le marché local (contre 48 000 USD pour un kilogramme d'or raffiné sur le marché international). À Yama, autre site minier, il n'y a pas de monnaie, tout est payé en or. Les mineurs paient également la nourriture et l'entretien des combattants pour une valeur de jusqu'à 14 000 FC par mois (8 USD). En retour, le village a été reconstruit par le NDC-R après les raids des FDLR¹⁹³.

Depuis ces régions minières éloignées, une grande partie de l'or est acheminée à Kasugho, une ville animée accessible en voiture depuis la route principale Goma-Butembo. Un commerçant de la région a déclaré au GEC : « Vous avez juste besoin de capital, c'est tout » pour bien gagner votre vie. Par le biais d'intermédiaires locaux à Kasugho, la majeure partie de l'or est transportée vers les grandes villes de l'est du Congo. Parfois, les négociants sont arrêtés en chemin faute de licence de commerce, ce qui leur vaut des amendes pouvant aller jusqu'à 400 USD¹⁹⁴. Une grande partie de l'or arrive à Butembo, où il est acheté par différentes maisons de commerce - Congocom/Kisoni, Comiba, Glory Minerals -, tandis qu'une partie est également transportée à Goma, où elle est vendue à Comialo, Comadeco, ou à Comiski ou Comung à Bukavu.

MASIYA SITA « TONDEUZE »

COMMANDANT DU 12^E SECTEUR DU NDC-R

NDC
RENOVE

Qui est Tondeuze Siya Masita¹⁹⁵ ?

Tondeuze est un Kobo de Kisangani, de père grec et de mère congolaise. Ce commandant supérieur a occupé différents postes au sein du NDC-R. À la mi-2019, il était commandant de secteur, après avoir été responsable des relations civilo-militaires du groupe (T5) et commandant de secteur dans le sud du Lubero auparavant. Bien avant, il était soldat FARDC, et aurait fait du trafic d'armes pour le compte de ses supérieurs. Il a rejoint le NDC après avoir été capturé par Sheka lors de combats avec les FARDC dans les environs de Pinga en 2012. Il est l'un des commandants les plus avisés sur le plan commercial et entretient de bonnes relations avec l'armée et d'autres milices. Il gère également une entreprise personnelle de bois avec les officiers des FARDC à Kasando, vendant du bois à Goma. Récemment, il a été déployé à Kalembe dans le Masisi, où il continue à être impliqué dans le commerce du bois et du charbon de bois¹⁹⁶.

LES AFFAIRES AU SEIN DU NDC-R

HÔTEL « DEUXIÈME MONDE » À MUSIGHA

12^e secteur du NDC-R



0°25'0.24"S 28°50'59.65"E



Début 2019, Tondeuze Masita a commencé à construire un petit hôtel à Musigha. Appelé « Deuxième Monde », il offre des chambres à partir de trois dollars, ou son équivalent en or, mais sert également de lieu de rassemblement aux officiers du NDC-R déployés dans la région.



Bien que l'hôtel demeure en construction début 2020, 28 chambres sont déjà opérationnelles. L'hôtel est situé sur les collines qui descendent vers Musigha.

Monopoles locaux de commerce de détail

Une autre source de revenus importante pour le NDC-R provient des monopoles dans le commerce de détail local, en particulier pour les cigarettes, les piles, la bière et d'autres articles très recherchés sur les sites miniers¹⁹⁷. Cette pratique vient de l'époque du NDC, à laquelle Guidon avait déjà organisé un monopole du tabac à Walikale. Entre-temps, cette technique a été décentralisée, en associant d'autres commandants. Les monopoles sont structurés comme suit : personne ne peut vendre de produits du tabac sur le territoire contrôlé par le NDC-R sans une autorisation spéciale, qui coûte souvent environ 50 USD par mois, bien qu'il n'existe pas de prix fixe. Très peu d'autorisations sont accordées à des personnes qui ne sont pas membres ou proches du NDC-R. Le tabac produit localement est interdit, les contrevenants risquant une amende de 5 à 15 grammes d'or. Il existe un monopole similaire pour la vente d'alcool. Les deux monopoles s'appliquent sur la zone d'influence du NDC-R, à l'exception des grands centres urbains où cela pourrait déclencher un désaveu public important. Alors que Guidon et des officiers supérieurs clés supervisent le monopole du tabac, de l'alcool est décentralisé au niveau des commandants de bataillons. Souvent, les épouses des combattants s'occupent de la vente au détail de l'alcool dans les zones minières et sont exonérées d'impôts.

Tondeuze Masita ([voir box 12](#)), actuellement commandant de secteur, gère les monopoles autour du sciage et du commerce du bois. Il a commencé à le faire à Bukumbirwa, puis a mis en place un système similaire dans la région de Muhanga/Bunyatenge, proche de Musigha où il construit un hôtel ([voir tableau 8](#)), et plus récemment dans le nord du Masisi, en utilisant le travail forcé pour transporter le bois¹⁹⁸. Un officier des FARDC a reçu un pot-de-vin pour ne pas avoir attaqué les transports de bois de Tondeuze. Interrogé à ce sujet, Tondeuze a déclaré qu'« il est impossible d'arrêter mes camions parce que des officiers supérieurs [de l'armée] s'occupent de tout¹⁹⁹ ». Ces collaborations ont renforcé les relations NDC-R/FARDC dans le sud du Lubero et ont facilité la vente de munitions.

Taxes et recettes diverses

Enfin, il existe un certain nombre d'autres taxes dans la zone de contrôle du NDC-R. Dans les régions éloignées qui ne disposent pas d'un réseau de téléphonie mobile, les commerçants locaux ou les églises utilisent souvent des radios à haute fréquence (HF). Le NDC-R exige des autorisations pour ce type de communication, qui doivent être achetées contre paiement. Bien que cela procure des revenus supplémentaires, cela sert également de moyen de discipline et de contrôle - les radios sont souvent considérées comme du matériel militaire. En outre, le NDC-R perçoit une redevance pour l'enregistrement des fusils de chasse, qu'ils soient fabriqués de façon artisanale ou achetés. En outre, le groupe prélève des taxes sur la propriété des tronçonneuses. Alors qu'il était basé à Lubero, Tondeuze a supervisé cette taxe en collaboration avec deux grands négociants en bois de Kirumba, contrôlant une grande partie de ce commerce vers Muhanga et Bingi. Des revenus occasionnels proviennent de rançons imposées aux civils qui ne s'engagent pas dans le salongo (un type de « travail volontaire coercitif »), principalement pour la réparation et l'entretien des routes, et aux familles de déserteurs. Dans certaines régions, comme le nord du Masisi, le NDC-R prélève également des taxes de barrage routier de 200 FC en plus des jetons mensuels²⁰⁰.

6. Conclusion

Il y a dix ans, Guidon Shimiray était un personnage totalement inconnu. Aujourd'hui, il dirige l'un des plus importants groupes armés de l'est du Congo. L'histoire de cette réussite est en partie le fruit du hasard et des dynamiques structurelles du conflit, mais elle s'explique aussi par la personnalité de Guidon. C'est un orateur charismatique qui sait naviguer habilement dans la politique armée au Nord-Kivu. Il a mis en place une structure de gouvernance nettement plus sophistiquée que celle d'autres groupes armés dans l'est du Congo. Il utilise intelligemment les médias sociaux et la propagande pour diffuser les récits de ses exploits, tels que ces formations en droit international humanitaire dispensées à ses troupes. Pour traverser son territoire, de Walikale à Lubero, plus d'une semaine de marche est nécessaire. Pourtant, ses commandants locaux continuent à lui envoyer au moins une partie de leurs revenus et à obéir à ses ordres. Il a utilisé les demandes locales pour plus de protection et de dignité, tout en jouant sur la crainte démesurée d'une invasion rwandaise. Appelées collectivement « balkanisation » du Congo, ces craintes ont connu un regain important depuis fin 2019²⁰¹.

Mais il serait erroné de se focaliser sur l'image médiatico-compatible de ce personnage qui est, de fait, un chef rebelle brutal. Son ascension spectaculaire met en évidence des problèmes systémiques qui vont bien au-delà du NDC-R, qu'il n'est qu'un groupe armé parmi plus d'une centaine dans l'est du Congo²⁰². Le protagoniste le plus important de cette histoire, bien que souvent peu visible, est l'État congolais et son armée, qui ont traité Guidon avec un mélange de soutien ouvert et de tolérance. Même le mandat d'arrêt que le gouvernement a émis contre lui en juin 2019 l'illustre : alors que certains procureurs militaires semblent déterminés à mettre Guidon derrière les barreaux, d'autres réseaux de l'armée l'ont protégé et continuent de collaborer avec lui.

Si l'exemple de Guidon Shimiray représente un cas flagrant de complicité gouvernementale, de nombreux autres groupes armés bénéficient des largesses d'une armée qui a des difficultés à motiver et discipliner ses propres troupes. Les soldats ont un maigre salaire, peu de soins de santé et des conditions de vie misérables, pour eux comme pour leur famille. Les élites politiques hésitent à sévir contre les réseaux de clientélisme qui gangrennent les services de sécurité, encourageant leurs unités à se livrer à des activités criminelles et sapant un budget militaire déjà modeste. Le résultat est double. Premièrement, l'armée est relativement passive, voire complaisante : malgré des offensives militaires sporadiques, les commandants ont rarement les ressources ou le moral nécessaire pour lancer des opérations de contre-insurrection à haut risque. Au contraire, la guerre par procuration devient un *modus operandi* crucial : elle est moins coûteuse, plus efficace et souvent plus lucrative que les opérations militaires.

Le résultat est une sorte d'« État de franchise » dans lequel des groupes armés comme le NDC-R opèrent avec l'armée, en son nom, tout en imitant de plus en plus les FARDC et l'État – de leurs uniformes à la collecte des impôts en passant par la fourniture de services de base.

Cette collaboration présente une série de risques tant pour l'autorité de l'État que pour la sécurité humaine²⁰³. Comme elle est menée en dehors des canaux officiels, elle échappe à l'examen du public et à la transparence, tout en sapant l'autorité de l'armée et son acceptation populaire. Par exemple, lorsque l'armée a échoué à protéger les communautés locales du sud du Lubero en 2013 et 2014, alors que les FDLR migraient vers cette région, elle a vu la population locale se retourner contre elle et a accentué la rhétorique anti-Hutu chez les jeunes de la région. De manière plus flagrante, en soutenant les milices locales qui recrutent en grande partie sur des bases ethniques, les FARDC se sont rendues complices de violentes querelles ethniques qui ont fait des centaines de morts et provoqué le déplacement de dizaines de milliers de personnes.

Enfin, le cas du NDC-R offre un récit édifiant pour ceux qui sont engagés dans la restauration de l'autorité de l'État. Lorsqu'un gouvernement est si profondément enchevêtré avec des groupes armés, il participe plus à l'insécurité qu'à la monopolisation de la violence légitime. La souveraineté elle-même devient ainsi un objet de négociation constante entre les courtiers en pouvoir, et ainsi un concept de plus en plus fluide qui ne ressemble qu'en partie aux notions classiques de la relation entre l'État, territoire et contrôle des populations. Comme le montre cette étude, il n'est pas toujours évident de savoir qui contrôle - le mouvement rebelle, son parrain étatique, ou l'un des nombreux autres belligérants de la région. Il s'agit donc d'une situation de « souverainetés partielles et horizontales » qui existent à des degrés divers dans de nombreux contextes postcoloniaux²⁰⁴.

Pour démanteler ces réseaux de parrainage et « restaurer l'autorité de l'État » - un objectif central de la mission des Nations unies au Congo et de l'engagement international en général - il faudra une réforme globale de l'État congolais, qui comprend une plus grande redevabilité, un nouveau contrat social entre le peuple et ses dirigeants, ainsi que davantage de ressources et de formation. Ceci n'est pas un défi essentiellement technocratique; il est intensément politique, car il exige une reconfiguration complète des intérêts des élites politiques et militaires, ainsi que de leur culture politique. Comme le nouveau président Félix Tshisekedi l'a rapidement découvert, « déboulonner » les responsables de la violence sera probablement une bataille générationnelle.



Notes

- 1 Vogel, Christoph & Stearns, Jason (2018): Kivu's Intractable Security Conundrum, revisited. *African Affairs* 117(469) : 695–707.
- 2 Vlassenroot, Koen; Hoffmann, Kasper & Mudinga, Emery (2016): Contesting Authority. Armed rebellion and military fragmentation in Walikale and Kalehe, North and South Kivu. Rift Valley Institute, Londres.
- 3 Verweijen, Judith (2013): Military business and the business of the military. *Review of African Political Economy* 40: 67–82.
- 4 Raconté sur base d'un clip vidéo officiel du NDC-R déposé auprès du Groupe d'étude sur le Congo (GEC).
- 5 Mathys, Gillian (2017): Bringing History back in: Past, Present and Conflict in Rwanda and the eastern Democratic Republic of Congo. *Journal of African History* 58(3): 465–487.
- 6 Stearns, Jason (2012): North Kivu. The background to conflict in North Kivu province of eastern Congo. Rift Valley Institute, Londres.
- 7 En milieu rural, l'administration congolaise est organisée comme suit, par ordre décroissant de superficie : province, territoire, chefferie ou secteur, groupement, localité ; en milieu urbain, on trouve la ville et les communes en dessous de la province.
- 8 Alors que l'AFDL progressait vers l'ouest dans le but de renverser Mobutu, les éléments rwandais qui composaient cette coalition ont systématiquement essayé de rapatrier les réfugiés rwandais. Nombre de ces derniers étaient des civils dépendants de génocidaires, et donc visés par des représailles ou contraints de fuir plus à l'ouest.
- 9 Les Nande s'assimulent et coexistent avec d'autres communautés plus petites comme les Pere à Lubero, ou les Vuba, Talinga, Pakombe et Mbuti à Beni.
- 10 Bucyalimwe, Mararo (1997): Land, power and ethnic conflict in Masisi. *The International Journal of African Historical Studies* 30(3): 503–538.
- 11 Du côté hutu, les combattants, gardes civiles, Kibarizo, Mai-Mai Mongol. Ces groupes se sont mobilisés principalement à travers la mutualité MAGRIVI et ont été influencés par les leaders Hutu de Masisi tels que Emmanuel Munyamariba, Félicien Miganda, Hassan Mugabo, Janvier Mayanga, Bigembe Turinkinko et Robert Seninga. Du côté des autres communautés, les groupes principaux étaient les Batiri, Katuko et Kasindiens. Ces groupes ont recruté principalement dans les communautés Tembo, Nyanga et Kano.
- 12 Parmi eux, ceux dirigés par Akilimali Shemondo, She Kasikila, Padiri Bulenda et Delphin Mbaenda.
- 13 Comme les Bangilima, ce groupe était une alliance de différentes milices, dont émergeront les Résistants nationalistes Lumumbistes (RNL) à Vurondo, les Forces d'Autodéfense Populaire (FAP) de Kitambala Mwavita, et le Front de Résistance Populaire de Lubwe–Ruwendori (FRPL-L) de Bahandule et Fabien Mudoghu. Voir Mughendi, Nissé (2010) : *Guerres récurrentes en République démocratique du Congo. Entre fatalité et responsabilité*. L'Harmattan, Paris.
- 14 Kalenji (paiement d'une partie de la récolte sous forme de dîme) et muhako (une forme de redevance annuelle au chef) sont deux types de paiement de la gouvernance foncière locale.
- 15 La mobilisation de Raia Mutomboki entre 2011 et 2013 à Kalehe, Shabunda, Walikale et Masisi a poussé la quasi-totalité des FDLR à quitter ces territoires.
- 16 Alors que les Mai-Mai sous Matumo ont été intégrés à la 85e Brigade, ceux de She Kasikila (dont Guidon Shimiray faisait partie) sont devenus la 14e Brigade.
- 17 Une tonne coûtait 6 485 USD en janvier 2004 et 23 139 USD en juillet 2008.
Voir <https://www.indexmundi.com/commodities/?commodity=tin&months=240>
- 18 Il s'agissait notamment de la faction Mai-Mai Kifuafua du colonel Sengi et des FDLR. Le pillage de Bisie en 2006 aurait été coparrainé par la 85e brigade avec les Kifuafua-Sengi et les Sheka. Interviews n°09, juillet 2019, région de Goma, n°11, n°15, juillet 2019, région de Walikale
- 19 Entretien n°12, juillet 2019, région de Walikale. Cette société était auparavant connue sous le nom d'Association Bangandula.
- 20 Voir de Haan, Jorden & Geenen, Sara (2016): Mining cooperatives in Eastern DRC. The interplay between historical power relations and formal institutions. *Extractive Industries and Society* 3(3): 823–831.

- 21 Entretien n°12, juillet 2019, région de Walikale.
- 22 Compilé et triangulé sur la base des interviews n°01 à n°15.
- 23 Entretien n°08, juillet 2019, territoire de Walikale.
- 24 Nations unies (2009) : S/2009/603, par. 222–227. L'autorisation était (CAMI/AP/617/2006).
- 25 Ils ont reçu les permis suivants : 4246, 5266, 5267, 5279, 10346. Bisie se trouve sur le 5266.
- 26 Outre la COMIMPA, deux autres coopératives minières ont été officiellement enregistrées en 2009, la Coopérative minière des creuseurs artisanaux de Bisie (COCABI) et la Coopérative minière et de développement pour la reconstruction (COMIDER). Vers mi-2010, un nouveau protocole d'accord a été signé entre MPC et les trois coopératives. Un quatrième protocole a ensuite été signé en 2016, la concession de MPC ayant été reprise par Alphamin SA. Les relations entre la compagnie minière et la population sont restées tendues, mais un responsable du NDC-R a décrit une amélioration par rapport à l'époque de MPC, déclarant qu'« à l'époque, MPC méritait d'être prise en embuscade, mais maintenant les choses se sont calmées, si nous avons des différends avec Alphamin, nous pouvons leur parler ». Entretiens n°14, juillet 2019, région de Goma, n°12, juillet 2019, région de Walikale.
- 27 Ces dettes ont été contractées par Alexis Makabuza, un commerçant de Goma. Entretiens n°06, n°08, n°10, n°15, juillet 2019, territoire de Walikale, n°09, juillet 2019, ville de Goma.
- 28 Entretiens n°03, n°07, n°11, n°12, juillet 2019, territoire de Walikale.
- 29 En particulier, les groupes Mai–Mai dirigés par Kasikila et Sengi.
- 30 Les noms des principaux partisans figurent dans les dossiers du Groupe d'étude sur le Congo (GEC).
- 31 Entretiens n°01, n°03, juillet 2019, territoire de Walikale, n°04, juillet 2019, territoire de Masisi, n°06, n°10, n°07, n°12, juillet 2019, territoire de Walikale.
- 32 Entretiens n°06, n°07, juillet 2019, territoire de Walikale, n°14, juillet 2019, ville de Goma. La citation est attribuée à Sheka lui-même.
- 33 Entretiens n°02, n°05, n°06, n°15, juillet 2019, territoire de Walikale, n°14, juillet 2019, ville de Goma. Les noms spécifiques des premiers partisans du NDC figurent dans les dossiers de GEC.
- 34 Entretien n° 78, septembre 2019, territoire de Masisi.
- 35 Entretiens n°01, n°06, n°07, juillet 2019, territoire de Walikale, n°09, juillet 2019, ville de Goma.
- 36 Entretiens n°01, juillet 2019, territoire de Walikale, n°04, juillet 2019, territoire de Masisi, n°07, juillet 2019, territoire de Walikale, n°32, août 2019, territoire de Lubero.
- 37 Le NDC et le NDC-R font souvent référence à leur quartier général par les expressions en swahili hewani (« dans les airs ») et musituni (« dans les bois »). Entretiens n°03, n°07, juillet 2019, territoire de Walikale.
- 38 Cela a continué à être le cas plus tard à l'époque du NDC-R, notamment pour justifier les taxes de jeton de 1000 FC/mois et une taxe de 10% sur les ventes locales d'or et de cassitérite, mais aussi pour obtenir un soutien en nature (connu sous le nom de mukongoro ya boshu) pour les populations.
- 39 Entretiens n°09, juillet 2019, ville de Goma, n°12, juillet 2019, territoire de Walikale.
- 40 Entretiens n°01, n°04, n°05, n°07, n°10, n°13, n°15, juillet 2019, territoire de Walikale, n°09, juillet 2019, ville de Goma. Les noms de ces personnes figurent dans les dossiers du GEC.
- 41 Entretiens n°03, n°06, juillet 2019, territoire de Walikale, n°14, juillet 2019, ville de Goma.
- 42 Entretien n°06, juillet 2019, territoire de Walikale.
- 43 Entretien n°17, juillet 2019, territoire de Lubero. Les noms des personnes en question figurent dans les dossiers du GEC.
- 44 Entretiens n°01, n°02, n°04, n°05, n°07, juillet 2019, territoire de Walikale, n°09, juillet 2019, ville de Goma, n°11, n°12, n°15, juillet 2019, territoire de Walikale.
- 45 L'unité des FDLR en question était dirigée par le colonel Jean Marie-Vianney Kanzeguhera « Sadiki Soleil » et collaborait également avec l'APCLS dirigée par Janvier Karairi. Dans leurs opérations conjointes de l'époque, les FDLR conservaient tous les biens non militaires, tandis que le NDC gardait les armes et les munitions. Entretien n°07, juillet 2019, territoire de Walikale. Voir également les entretiens n°03, n°15, juillet 2019, territoire de Walikale, n°04, juillet 2019, territoire de Masisi, n°09, juillet 2019, ville de Goma.

Pour l'armée, avec l'armée, comme l'armée ?

- 46 Les exemples comprennent les attaques à Bisie en août 2009 où plus de 30 soldats ont été tués par les FDLR, le NDC et les combattants de l'ex 85e brigade ; Mubi en août 2009 et avril 2010 ; Biruwe, Ossokari, Ndjingala, Omate et Kilambo en juin 2010 ; et Luvungi, Binyampuri, Kembe et Kibua en juillet et août 2010. Entretiens n°08, n°16, juillet 2019, territoire de Walikale.
- 47 En l'absence d'exercices de cartographie systématique à l'époque, cette carte a été reconstruite à partir de témoignages et n'est pas établie selon la méthodologie habituelle du GEC.
- 48 Sur les viols de Luvungi et le nombre contesté de victimes, voir également <https://foreignpolicy.com/2013/03/04/what-happened-in-luvungi/>
- 49 Entretien n°10, juillet 2019, territoire de Walikale, ainsi que <http://www.afroamerica.net/AfricaGL/2011/11/21/fdlr-commander-colonel-sadiki-killed-by-mai-mai-cheka/index.html>
- 50 Entretien n°14, juillet 2019, ville de Goma.
- 51 Compilé et triangulé sur la base des entretiens n° 1 à 15, n° 76, n° 77, n° 78, n° 79
- 52 Entretiens n°02, juillet 2019, territoire de Walikale, n°32, août 2019, territoire de Lubero.
- 53 Entretien n°14, juillet 2019, ville de Goma.
- 54 Entretiens n°10, n°06, juillet 2019, territoire de Walikale, n°09, juillet 2019, ville de Goma. Ntaganda aurait invité Sheka à Goma à cette fin en 2011.
- 55 Entretiens n°01, n°02, n°03, n°04, n°05, n°06, n°07, n°10, n°11, juillet 2019, territoire de Walikale, n°14, juillet 2019, ville de Goma. Lors de discussions avec la société civile locale à Walikale, Guidon Shimiray a affirmé avoir été le premier officier du NDC à exprimer son inquiétude face à la collaboration avec les FDLR.
- 56 Entretiens n°01, n°03, n°06, n°07, n°10, juillet 2019, territoire de Walikale, n°09, juillet 2019, ville de Goma. Voir également Stearns, Jason et al. (2013): Raia Mutomboki: The flawed peace process in the DRC and the birth of an armed franchise. Rift Valley Institute, Londres ; Vogel, Christoph (2014): Contested statehood, security dilemmas and militia politics: The rise and transformation of Raia Mutomboki in eastern DRC. L'Afrique des Grands Lacs 2013/2014 : 307–331.
- 57 Un document de septembre 2014 signé par Guidon déplore le « comportement déviationniste de Sheka envers les objectifs [du NDC] ».
- 58 Entretiens n°03, juillet 2019, territoire de Walikale, n°04, juillet 2019, territoire de Masisi.
- 60 Entretiens n°03, n°06, n°07, n°15, juillet 2019, territoire de Walikale, n°09, juillet 2019, ville de Goma.
- 61 Entretien n°11, juillet 2019, territoire de Walikale.
- 62 Entretien n°15, juillet 2019, territoire de Walikale.
- 63 Entretiens n°07, n°12, n°13, juillet 2019, territoire de Walikale, n°32, août 2019, territoire de Lubero. L'inscription de Sheka sur la liste des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU peut être consultée sur <https://www.un.org/securitycouncil/sanctions/1533/materials/summaries/individual/ntabo-ntaberi-sheka>
- 64 Entretiens n°01, n°06, juillet 2019, territoire de Walikale.
- 65 Entretiens n°06, n°03, juillet 2019, territoire de Walikale.
- 66 Entretien n°06, juillet 2019, territoire de Walikale.
- 67 Cette scission a coïncidé avec des dynamiques sécuritaires connexes, comme l'arrestation de Shebitembe, un commandant Raia Mutomboki dans la région de Ntoto, en 2015. Shebitembe avait été allié à Sheka, tandis que son rival local, la faction Raia Mutomboki dirigée par Ngowa, collaborait avec Guidon.
- 68 Une autre complexe de mobilisation armée existe plus au nord-est et relie la politique armée du sud du Lubero avec la dynamique urbaine autour de Butembo ainsi que les problèmes de sécurité autour de Beni. S'inspirant des mobilisations historiques à Vurondo, la milice du Corps du Christ est issue d'une secte politico-religieuse basée près du Mont Carmel. Dirigé par Baraka Lolwako, le fils de Pokopoko, et de David Maranatha, ce groupe a réussi à contraindre les FARDC à une série d'affrontements importants à partir de la fin 2016. Pendant un bref moment, Kakolele Bwambale, un veteran parmi les entrepreneurs armés de la région, semble également avoir regagné le groupe du Corps du Christ. Presque simultanément, une autre rébellion se forme autour de Kilalo Katembo, un ancien fétichiste des Mai-Mai Morgan dans la région de Mambasa en Ituri, et de Kitelemire Saperita, un entrepreneur armé de longue date de Vurondo. Ce groupe, l'UPLC, a ensuite attaqué la prison de Butembo en décembre 2016. La branche « ouest » de Mazembe ainsi que le Corps du Christ et l'UPLC ont eu des échanges importants avec les groupes Nande opérant autour du lac Edouard, en particulier ceux dirigés par feu Charles Bokande, qui avait pris le contrôle du groupe armé dirigé par Shetani et Jackson Muhukambuto, un ancien Mai-Mai qui a fait défection des FARDC après dix ans dans l'armée. Voir également la section 4.3.

- 69 D'abord Mai-Mai Lafontaine, puis une partie du PARECO et enfin de l'UPCP. Voir Stearns 2013.
- 70 Voir Hoffmann, Kasper & Vlassenroot, Koen (2014): *Armed groups and the exercise of public authority: the cases of the Mayi-Mayi and Raya Mutomboki in Kalehe, South Kivu*. *Peacebuilding* 2(2): 202–220.
- 71 Verweijen, Judith (2016): *Stable Instability. Political Settlements and Armed Groups in the Congo*. Rift Valley Institute, Londres.
- 72 Muchukiwa, Bosco (2006) : *Territoires ethniques et territoires étatiques*. L'Harmattan, Paris.
- 73 Voir <http://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2015/02/26/why-was-un-sidelined-joint-drc-operation-against-rebels>
- 74 Des photos récupérées sur son téléphone portable et dans les dossiers du GEC montrent un petit groupe autour de lui en avril 2018.
- 75 Entretien n°33, janvier 2019, territoire de Lubero.
- 76 Outre les querelles personnelles, les avis divergeaient sur un projet de recensement biométrique des réfugiés rwandais par le HCR.
- 77 Voir Nations unies (2017) : S/2017/672.Rev1, par. 30–32.
- 78 Entretien n°68, janvier 2016, territoire de Lubero.
- 79 Entretien n°16, août 2019, ville de Goma.
- 80 Entretien n°32, août 2019, territoire de Lubero.
- 81 Il est également accusé d'avoir participé à l'évasion de Butembo en décembre 2016. Interview n°47, janvier 2017, territoire de Beni.
- 82 Entretien n°69, août 2016, ville de Goma.
- 83 Entretiens n°43, n°44, septembre 2016, territoire de Rutshuru.
- 84 Entretien n°45, septembre 2016, ville de Goma.
- 85 Lafontaine avait également perdu des combattants au profit d'Hilaire Kombi, un autre chef de groupe armé de la communauté Nande, entre 2013 et 2014.
- 86 Entretien n°87, partie b et c, octobre 2019, ville de Goma.
- 87 Pourtant, la main lourde du NDC-R restait relativement moins brutale que les modes de gouvernance précédents, comme avant fin de 2015, lorsque des unités des FDLR sous la direction de « Gouverneur Kizito », tristement célèbre pour ses exécutions extrajudiciaires et son racket omniprésent, gouvernaient la région.
- 88 Certains Nande prétendent, en invoquant un vieux conte de fées, que les Konjo n'ont pas osé traverser une rivière à la nage - probablement la Semuliki - et s'installer du côté ouest à cause des crocodiles. Cette légende est souvent évoquée lorsque les Nande parlent de leur propre courage.
- 89 Entretien n°39, août 2019, territoire de Lubero.
- 90 Entretien n°52, mars 2017, territoire de Lubero.
- 91 Après des années d'ingérence des FDLR, le pouvoir coutumier était faible à l'arrivée du NDC-R et lors de l'émergence de la milice de Mazembe. Cependant, l'institution Kyaghanda Yira, à la fois comme pivot du pouvoir politique local mais aussi par ses attributions plus « mystiques », avait conservé sa crédibilité auprès de la jeunesse Nande. Les sections locales de Kyaghanda Yira sont constituées d'une sorte de pavillon et réunissent les anciens ainsi que les chefs coutumiers. Certains chefs coutumiers ont également collaboré avec les FDLR et ont fait face à des représailles ultérieures de la part de Mazembe ou du NDC-R. D'autres, comme Musesea à Musigha, seront confrontés à des actes de vengeance de la part des FDLR pour s'être engagés avec le NDC-R.
- 92 Entretien n°37, août 2019, territoire de Lubero.
- 93 Voir Nations unies (2016) : S/2016/466, annexe 59.
- 94 Entretiens n°67, n°71, août 2019, territoire de Lubero.
- 95 Entretien n°45, septembre 2016, ville de Goma.

Pour l'armée, avec l'armée, comme l'armée ?

- 96 Un enfant soldat chargé de porter et d'appliquer les charmes et potions traditionnels aux combattants. Entretien n°47, janvier 2017, territoire de Beni, n°37, août 2019, territoire de Lubero.
- 97 Notes d'entretien partagé par un chercheur congolais au GEC.
- 98 Cet encadré est basé sur des recherches antérieures menées par le GEC.
- 99 Entretien n° 35, n° 37, juillet 2019, territoire de Lubero, n° 46, septembre 2016, ville de Goma.
- 100 Entretien n° 70, août 2019, territoire de Lubero.
- 101 Mbisi est originaire de Batangi, Lubero, et a rejoint sa première rébellion à 15 ans en 2000. Il est devenu le bras droit de Lafontaine mais a été blessé par le NDC-R à Pitakongo dans les derniers jours de l'UPCP en 2015, puis hospitalisé à Goma. Récupéré, il a rejoint Mazembe, et a livré des armes à Kabidon sur ordre de Lafontaine - dans le but de combattre le NDC-R. Pendant son séjour à Mbughavinywa, Mbisi a coopté Justin Mwanzala du Kyaghanda Yira Mighobwe (hostile au NDC-R et aux FDLR) et a aidé Lafontaine à se cacher dans la ferme de Cascotte. Plus tard, Cascotte a été tué lors d'un raid visant à rechercher Lafontaine.
- 102 Entretien n°36, juillet 2019, territoire de Lubero.
- 103 Au début, les Mazembe étaient souvent appelés « Mai-Mai Kyaghanda Yira ». Un chef coutumier de la région faisait la différence entre les « vrais Mai-Mai » qui les consultaient pour toute décision importante, et les autres qui ne le faisaient pas. Entretien n°37, août 2019, territoire de Lubero.
- 104 Entretien n°39, août 2019, territoire de Lubero.
- 105 Entretien n°41, n°71, n°35, juillet 2019, terrain de Lubero.
- 106 Entretien n°41, n°71, n°35, juillet 2019, terrain de Lubero.
- 107 Entretien n°47, janvier 2017, territoire de Beni.
- 108 Entretien n°72, août 2019, territoire de Lubero.
- 109 Entretien n°72, n°35, juillet 2019, territoire de Lubero.
- 110 Entretien n° 35, juillet 2019, territoire de Lubero.
- 111 Entretien n°72, août 2019, n°33, janvier 2019, territoire de Lubero.
- 112 Entretien n°37, août 2019, territoire de Lubero.
- 113 Entretien n°33, janvier 2019, territoire de Lubero.
- 114 Entretien n° 72, août 2019, territoire de Lubero, n° 34, février 2019, territoire de Lubero, n° 40, avril 2019, territoire de Lubero.
- 115 Entretien n°40, avril 2019, territoire de Lubero.
- 116 D'autres FARDC seraient en colère contre le NDC-R parce qu'ils tiennent des barrières routières alors que les FARDC locales ne sont pas autorisées. Entretien n°53, mai 2019, ville de Goma.
- 117 Entretien n° 62, août 2019, ville de Goma. Ce témoignage est confirmé par entretien n° 64, août 2019, territoire de Masisi. Les deux sources sont d'anciens CMC qui ont été formés par les FDLR et ont participé à l'alliance de courte durée du CMC avec le NDC-R contre le CNRD en décembre 2018.
- 118 Y compris à Pinga, Mweso, Busumba, Kalengera, Kirumba, Mpati et Kitchanga. Entretien n°81, septembre 2019, territoire de Masisi.
- 119 Entretien n°11, juillet 2019, territoire de Walikale, voir aussi n°60, juillet 2019, ville de Goma.
- 120 Entretien n° 74, n° 77, n° 79, n° 81, n° 83, n° 85, n° 86, septembre 2019, territoire de Masisi.
- 121 Matériel vidéo disponible auprès du GEC.
- 122 Entretien n° 78, août 2019, territoire de Masisi.
- 123 Entretien n°55, mai 2019, ville de Goma. Gahizi a également été vu lors d'une rencontre avec Mapenzi Likuhe à l'hôtel Nyarusumba à Kitchanga le 27 décembre 2018. Entretien n°86, septembre 2019, territoire de Masisi.
- 124 Les régiments 3307, 813 et 804 ont participé aux opérations à Buleusa. Depuis novembre 2018, il y a eu plusieurs réunions à Gisenyi, impliquant les services de renseignement rwandais et congolais. Entretien n°32, août 2019, territoire de Lubero, n°48, janvier 2017, ville de Goma.

- 125 Entretiens n°63, août 2019, ville de Goma, n°80, n°81, n°82, septembre 2019, territoire de Masisi. Voir également S/2019/469, par. 58–62. Selon ces sources, cela s'est produit à Kahungu en novembre 2018, Nyabiondo en janvier 2019, Ngingwe en mai 2019, Lushebere, Bumbasha en juillet 2019, Lukweti, Kyahemba, Mwe Kanyangohe et Ibuga en août 2019.
- 126 Entretien n°84, septembre 2019, territoire de Masisi. Voir aussi S/2019/469, par. 58–62.
- 127 Kijenga a déjà joué un rôle dans le soutien du NDC lorsqu'il était commandant d'un sous-secteur à Walikale. Entretien n°04, juillet 2019, territoire de Masisi, voir également les entretiens n°16, août 2019, ville de Goma, n°07, juillet 2019, territoire de Walikale, n°60, juillet 2019, ville de Goma.
- 128 Les entretiens n°86, septembre 2019, territoire de Masisi, n° 83, septembre 2019, territoire de Masisi, datent cette réunion de mars 2019.
- 129 Voir S/2019/469, paras. 58–62. Voir aussi United Nations (2009): S/2009/603, para. 46. Interviews #74, #76, #79, #81, Septembre 2019, Masisi area.
- 130 21 août 2018 à Kalembe ; décembre 2018 et janvier 2019 dans plusieurs villages ; 14 avril 2019 à Kalembe, 1er mai 2019 et 22 mai 2019 à Karto, 3 mai 2019 à Muhongozi. Entretiens n° 74, n° 75, n° 77, n° 79, n° 80, n° 83, n° 85, septembre 2019, territoire de Masisi. Voir également S/2019/469, par. 58–62.
- 131 Entretien n°60, juillet 2019, ville de Goma.
- 132 Entretiens n°73, n°81, n°85, septembre 2019, territoire de Masisi.
- 133 Entretiens n° 75, n° 77, n° 78, n° 79, n° 84, septembre 2019, territoire de Masisi.
- 134 Entretien n°14, juillet 2019, ville de Goma.
- 135 Entretien n°01, juillet 2019, territoire de Walikale.
- 136 Entretien n°56, juin 2019, ville de Goma.
- 137 Entretien n°53, mai 2019, ville de Goma. Les noms spécifiques sont dans les dossiers du GEC.
- 138 Entretiens n°53, mai 2019, ville de Goma, n°80, n°83, septembre 2019, territoire de Masisi. Les combattants sont issus des factions de Kavumbi, Batachoka, Apollo/Bohoza et Mudogo.
- 139 Entretien n°02, juillet 2019, territoire de Walikale.
- 140 Entretiens n°65, août 2019, territoire de Masisi, n°07, juillet 2019, territoire de Walikale, n°56, juin 2019, ville de Goma.
- 141 Plus particulièrement, les commandants locaux des FARDC basés à Masisi ont soutenu les premières opérations de Mapenzi à Lukweti, Kahira, Kilambo et Kalungu entre août et décembre 2018, avant que Mapenzi ne rejoigne effectivement le NDC-R. Voir l'entretien n°87, septembre 2019, territoire de Masisi.
- 142 Entretien n°16, août 2019, ville de Goma.
- 143 Entretiens n° 74, n° 75, n° 76, n° 77, n° 78, n° 79, septembre 2019, territoire de Masisi, n° 56, juin 2019, ville de Goma.
- 144 Entretien n°04, juillet 2019, territoire de Masisi
- 145 Entretien n° 58, juin 2019, territoire de Masisi, voir également l'entretien n° 89, janvier 2020, ville de Goma.
- 146 Cela inclurait les factions Nyatura démantelées de Bohoza, Kasongo, et Batachoka. Entretiens n°61, juin 2019, ville de Goma, n°60, juin 2019, territoire de Masisi, n°74, n°76, n°81, septembre 2019, territoire de Masisi.
- 147 Entretien n°14, juillet 2019, ville de Goma.
- 148 Entretiens n°53, mai 2019, ville de Goma, n°60, juillet 2019, ville de Goma, n°16, août 2019, ville de Goma, n°32, août 2019, territoire de Lubero.
- 149 Domi a fait partie du PARECO et des factions Nyatura qui ont suivi et a réussi à consolider les groupes Nyatura dans le sud de la région de Bwito après que ses précédents commandants, Muchoma et Bapfakurimi, se soient séparés vers 2013. John Love est un technicien informatique qualifié de Nyanzale. Après avoir servi entre 2 et 3 ans au sein des FDLR pour gérer leur informatique, John Love a créé sa propre faction Nyatura. Basée à Muriki (à l'est de la ville de Nyanzale et à proximité des positions principales des FDLR), l'unité de John Love a d'abord porté le poids des combats contre les unités du NDC-R et de Mazembe en 2016 et 2017 dans le nord de Bwito. Elle a ensuite collaboré brièvement avec le NDC-R contre le CNRD au début de 2019 avant de s'affronter à nouveau avec eux, ce qui a entraîné la mort de John Love.

Pour l'armée, avec l'armée, comme l'armée ?

- 150 Le NDC-R est attrayant pour sa part du butin (revenus du jeton, revenus miniers et dividendes de monopole), fournissant environ 100 000 à 150 000 FC/mois aux officiers et 10 000 à 50 000 FC/mois à la base. Entretiens n°16, août 2019, ville de Goma, n°32, août 2019, territoire de Lubero.
- 151 Entretien n°84, septembre 2019, territoire de Masisi.
- 152 Entretien n°87, septembre 2019, ville de Goma.
- 153 Entretien n°88, janvier 2020, territoire de Masisi.
- 154 Le GEC a parlé à plusieurs reprises avec plus de cinq sources du caractère et de la forme de ces opérations conjointes. Les responsables des armées concernées ont publiquement nié les opérations, mais ont été moins catégoriques dans des conversations officieuses.
Voir aussi <https://kivusecurity.org/incident/5539> et <https://kivusecurity.org/incident/5838>
- 155 Entretien n°15, juillet 2019, territoire de Walikale.
- 156 Deux des auteurs de ce rapport se sont entretenus à plusieurs reprises avec plusieurs officiers supérieurs des FARDC entre 2015 et 2018 sur ces dynamiques.
- 157 Un officier de haut rang de l'armée en 2017.
- 158 Entretien n° 66, août 2019, territoire de Masisi.
- 159 Entretien n°87, janvier 2020, territoire de Masisi.
- 160 Cette confrontation est étrange dans le contexte d'une collaboration sans autre accroc. Deux régiments des FARDC (3402e et 3301e) ont attaqué des positions du NDC-R gérées par Kamutoto, Bafosse, Nguba et Tondeuze à Kasugho et, une semaine plus tard, Kagheri. Situées dans la « ceinture aurifère » du sud de Lubero, ces deux localités sont des pivots clés du commerce local et sont situées sur des routes clés pour atteindre des mines plus éloignées. Il semble donc probable que les relations, habituellement cordiales, se soient tendues localement à la suite de désaccords sur le partage du butin, qui était réglé par un accord avec le colonel Bakavu et Deo Bafosse qui remonte à 2017, lorsque le NDC-R a soudoyé Bakavu. Quelques jours après les affrontements de Kagheri, une délégation des FARDC conduite par le général Amisi est arrivée dans les Kivus et une discussion animée aurait eu lieu entre le général Mbangi et Amisi, ce dernier opposant à Mbangi le fait que Kinshasa n'avait jamais autorisé d'opérations contre le NDC-R. Le NDC-R serait également capable de mener librement ses opérations bancaires dans les principales villes contrôlées par les FARDC, y compris au Rwanda. Entretiens n°54, mai 2019, ville de Goma, n°32, août 2019, territoire de Lubero, n°07, juillet 2019, territoire de Walikale.
- 161 Entretiens n°42, septembre 2016, ville de Goma, n°49, janvier 2017, ville de Goma.
- 162 Entretien n°32, août 2019, ville de Lubero.
- 163 Il était initialement prévu de diviser l'APCLS en utilisant le colonel Tito, qui a refusé. Par la suite, plusieurs hommes politiques du Nord-Kivu ont approché Mapenzi et Poyo (le beau-frère de Janvier). Entretiens n° 60, juin 2019, territoire de Masisi, n° 81, n° 83, septembre 2019, territoire de Masisi.
- 164 Stockholm International Peace Research Institute (2017): Military expenditure database, at <https://www.sipri.org/databases/milex>
- 165 Entretiens n°14, juillet 2019, ville de Goma, n°74, septembre 2019, territoire de Masisi.
- 166 Entretiens n°74, n°75, n°76, septembre 2019, territoire de Masisi.
- 167 Entretien n°01, juillet 2019, territoire de Walikale.
- 168 Stearns, Jason (2013) : From CNDP to M23. The evolution of an armed movement in eastern Congo. Rift Valley Institute, Londres.
- 169 Entretien n°02, juillet 2019, territoire de Walikale.
- 170 Entretien n°02, juillet 2019, territoire de Walikale.
- 171 Entretien n°32, août 2019, territoire de Lubero.
- 172 Entretien n°30, août 2019, territoire de Lubero.
- 173 Entretien n°32, août 2019, territoire de Lubero.
- 174 Entretien n°32, août 2019, territoire de Lubero.
- 175 Entretiens n°73, n°74, n°78, n°79, n°80, n°81, septembre 2019, territoire de Masisi.
- 176 Entretien n°32, août 2019, territoire de Lubero.

- 177 Entretien n°32, août 2019, territoire de Lubero.
- 178 Entretien n°81, septembre 2019, territoire de Masisi.
- 179 Le 13 octobre 2019, le secrétaire de la société civile de Bunyatenge a agressé une femme. Alors que le chef local avait demandé l'arrestation de l'homme, il a résisté. Le chef a donc demandé l'aide du NDC-R qui a envoyé des troupes pour l'arrêter, demandant 200 USD pour sa libération.
- 180 Entretiens n°31, n°32, août 2019, territoire de Lubero.
- 181 Entretien n°07, juillet 2019, territoire de Walikale, Entretien n°32, août 2019, territoire de Lubero. 10.000 FC pour les soldats, jusqu'à 50.000 FC pour la plupart des commandants, et 200.000 FC pour Guidon lui-même selon des documents confidentiels de l'ONU dans les dossiers du GEC.
- 182 Entretien n° 22, juillet 2019, territoire de Lubero.
- 183 Nations unies (2011) : S/2011/738, par. 301 et 556 ; Nations Unies (2017) : S/2017/672.Rev1, par. 133-134 et 138-142.
- 184 Entretiens n°73, n°74, n°75, n°76, n°80, n°81, septembre 2019, territoire de Masisi.
- 185 Entretien n°73, septembre 2019, territoire de Masisi.
- 186 Entretiens n°32, août 2019, territoire de Lubero, n°87, septembre 2019, ville de Goma, n°74, septembre 2019, territoire de Masisi.
- 187 Entretien n°87, septembre 2019, ville de Goma.
- 188 Entretiens n°73, n°74, n°75, n°76, n°80, n°81, septembre 2019, territoire de Masisi.
- 189 Entretiens n°18, juillet 2019, territoire de Lubero, n°74, septembre 2019, territoire de Masisi.
- 190 Irameso, Munjili, Mungwe, Mapera, Mpama, Matebe, Buroko, Oninga, Mafuchi, Kinshimba, Bukatcha, Mikaza, Kingua, Kifu, Bukubuku et Kasua. Une bonne partie de ces mines fait officiellement partie d'un ensemble plus vaste de concessions détenues par l'opérateur minier canadien Loncor Resources. Pour accéder à leurs concessions du sud de Lubero, les routes reliant Miriki et Bunyatenge sont stratégiques et ont été pendant des années sous le contrôle des FDLR et de Lafontaine.
- 191 Entretien n°16, août 2019, territoire de Walikale.
- 192 Voir <https://www.ipisresearch.be/mapping/webmapping/drcongo/v6/>
- 193 Entretien n° 25, juillet 2019, territoire de Lubero.
- 194 Entretiens n°19, n°21, juillet 2019, territoire de Lubero, n°32, août 2019, territoire de Lubero.
- 195 Entretiens n°73, n°75, n°78, n°79, n°81, n°83, n°86, septembre 2019, territoire de Masisi.
- 196 Entretiens n°32, août 2019, territoire de Lubero, n°87, septembre 2019, ville de Goma.
- 197 Rapport de la MONUSCO sur le NDC-R, 2017, dans les dossiers du GEC.
- 198 Entretien n°23, juillet 2019, territoire de Lubero.
- 199 Entretien n°32, août 2019, territoire de Lubero.
- 200 Entretien n°32, août 2019, territoire de Lubero.
- 201 Voir Kivu Security Tracker (2020): "Balkanization," Regional Tensions or State Weakness: The Real Threats to Stability in the Kivus (blog), sur <https://blog.kivusecurity.org/balkanization-regional-tensions-or-state-weakness-the-real-threats-to-stability-in-the-kivus/>
- 202 Groupe d'étude sur le Congo (2019) : Congo Forgotten. The Numbers Behind the Longest African Humanitarian Crisis. Université de New York, New York.
- 203 Au cours des 20 dernières années, les FDLR, plusieurs groupes Mai-Mai, petits et grands, mais aussi les factions Nyatura et d'autres encore, en sont des exemples.
- 204 Comaroff, John & Comaroff, Jean (2006) : Introduction, in : Ibid (eds.) Law and Disorder in the Postcolony. Presse de l'Université de Chicago: 1-56.



Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un projet de recherche indépendant à but non lucratif qui s'efforce de comprendre et d'expliquer la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous menons des recherches rigoureuses sur différents aspects du conflit qui sévit en République démocratique du Congo. Toutes nos recherches s'appuient sur une profonde connaissance historique et sociale du problème en question. Nos bureaux se trouvent au Centre de coopération internationale de l'Université de New York.

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur les:

www.congoresearchgroup.org et www.gecongo.org

 GEC_CRG

www.congoresearchgroup.org

www.cic.nyu.edu

Center on International Cooperation

726 Broadway, Suite 543

NY 10003, New York